



Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE N° 12457 - 4255 Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine - SAMEDI 16 FÉVRIER 1985

Le chef de la diplomatie sud-africaine

Un événement

La visite de M. « Pik » Botha à M. Roland Dumas, la première d'un membre du gouvernement sud-africain à Paris depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, marque une nouvelle étape dans la prise en compte par la France des réalités de la politique africaine. Tout en réaffirmant « la condamnation sans réserve de la politique de l'apartheid », le communiqué du Quai d'Orsay indique que cet entretien, « qui a porté sur les problèmes régionaux de l'Afrique australe, se situe dans le contexte des divers contacts que M. Roland Dumas vient d'avoir avec plusieurs chefs d'Etat et ministres africains ».

Manière comme une autre de banaliser une rencontre qui n'en constitue pas moins un événement : les derniers entretiens franco-sud-africains à ce niveau remontaient au 15 novembre 1980, date à laquelle M. Botha avait, à sa demande, été reçu par M. François Poacat, alors ministre des affaires étrangères, pour discuter du conflit namibien.

Quatre ans plus tard, M. Dumas a rappelé à son vif intérêt le souhait de Paris de voir appliquer la résolution des Nations unies sur l'indépendance de ce territoire, toujours occupé par l'Afrique du Sud. En dépit du gel, en décembre 1983, de sa participation au « groupe de contact » occidental sur la Namibie, la France continue en effet de s'intéresser de près à l'avenir de l'Afrique australe, dont l'évolution a été marquée, en 1984, par un accord entre Pretoria et Luanda, suivi de peu par un pacte de bon voisinage entre l'Afrique du Sud et le Mozambique.

M. Botha a sans doute fait valoir à son homologue français les efforts de son gouvernement pour restaurer la paix dans la région, alors que la crise interne s'aggrave au Mozambique et que des troupes sud-africaines stationnent toujours dans l'extrême Sud angolais. Une fois de plus, l'espoir de voir une stabilité restaurée dans la partie australe du continent noir a fait long feu. Non seulement le régime mozambicain de M. Machel est de plus en plus menacé par une rébellion appuyée par certains milieux sud-africains, mais les discussions entre Pretoria et Luanda paraissent au point mort. Il semble bien en effet que les réserves de l'Angola soient dues en bonne partie au fait que, près d'un an après sa signature, le pacte conclu avec Pretoria n'a pas encore permis au Mozambique de retrouver la paix civile.

Paris entretient des relations de confiance avec Maputo et Luanda. L'absence de dialogue avec Pretoria, au niveau ministériel tout au moins, prive la diplomatie française de la possibilité de jouer un rôle, certes secondaire par rapport à celui des Etats-Unis mais néanmoins intéressant, dans les efforts entrepris pour tenter de ramener la paix en Afrique australe. C'est sans doute ce qui a conduit M. Dumas à saisir l'occasion de la visite privée de M. Botha à Paris pour nouer un contact qui pourrait être utile à l'avenir. En tout cas, cette initiative correspond au souhait de partenaires africains de la France qui, comme le Mozambique, aimeraient bien que Paris demande à Pretoria de respecter ses engagements.

Cette rencontre ne modifie en rien la position française sur l'apartheid. M. Dumas ne s'est d'ailleurs pas fait faute de réaffirmer la condamnation de la politique de l'apartheid, à laquelle M. Nelson Mandela, à laquelle Pretoria se refuse encore. Si le réalisme commande de parler à ceux-là mêmes que l'on désapprouve ou condamne, il implique, surtout que l'on pratique à leur égard un franc-parler sans complaisance.

s'est entretenu avec M. Roland Dumas

En visite « privée » à Paris, M. Pik Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères a été reçu, jeudi 14 février, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. M. Dumas, précise le communiqué du Quai d'Orsay, a rappelé à son interlocuteur la position traditionnelle de la France de condamnation sans réserve de la politique de développement séparé et des pratiques discriminatoires connues sous le nom d'apartheid. M. Botha a, d'autre part, rencontré jeudi soir M. Jacques Chirac. Il devait quitter Paris ce vendredi pour l'Allemagne fédérale.

De notre correspondant

Johannesbourg. — Le ministre des affaires étrangères sud-africain, M. Pik Botha, a finalement saisi l'occasion qui lui avait été donnée de rencontrer son homologue français. En juin dernier, M. Claude Cheysson, alors chef de la diplomatie française, avait fait savoir à

M. Pik Botha que s'il passait par Paris, il était prêt « à lui rappeler les positions de la France sur les problèmes touchant l'Afrique du Sud ».

MICHEL BOLE-RICHARD.
(Lire la suite page 3.)



Les Vietnamiens ont pris le quartier général des Khmers rouges

L'armée vietnamienne a enlevé le quartier général des Khmers rouges à Phnom-Malai, au Cambodge occidental, ont annoncé, vendredi 15 février, des officiers thaïlandais. Pékin a réagi, le même jour, en brandissant à nouveau la menace de donner « une deuxième leçon » au Vietnam.

Environ quarante mille civils, qui ont fui les combats, se sont réfugiés du côté thaïlandais de la frontière, toute proche, entre les deux pays. Le succès de cette offensive vietnamienne de saison sèche — la plus importante depuis six ans — pourrait constituer un tournant dans le conflit qui oppose les forces de Hanoi aux résistants khmers regroupés sous la houlette du prince Sihanouk, bien que de nombreuses poches de résistance existent encore dans le Cambodge occidental.

Le général Sant Sriphen, commandant des forces thaïlandaises sur la frontière cambodienne, avait déclaré jeudi qu'environ vingt mille soldats vietnamiens, appuyés par une vingtaine de chars lourds T-54 de fabrication soviétique, avaient attaqué Phnom-Malai. Il avait ajouté que l'ensemble du dispositif khmer rouge dans la région tomberait sans doute vendredi. Les Vietnamiens semblent, en effet, avoir pratiquement occupé la plupart des bases de la résistance dans la région frontalière, au cours de leur offensive lancée début novembre 1984.

L'immense majorité des quelque deux-cent-cinquante mille civils cambodgiens, qui vivaient dans les camps sous contrôle de la résistance, du côté cambodgien de la frontière, sont aujourd'hui réfugiés en territoire thaïlandais. Vendredi matin,

Ces forces se sont fondues dans la jungle, par petits groupes, pour harceler les convois vietnamiens et, selon les militaires thaïlandais, les troupes de Hanoi auront beaucoup de mal à tenir toutes les positions qu'elles ont occupées ces trois derniers mois. Vendredi, le ministre thaïlandais des affaires étrangères a d'ailleurs annoncé que les Khmers rouges avaient procédé à un « repli tactique ».

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(Lire la suite page 4.)

L'ANNULATION DU CHAMPIONNAT DU MONDE D'ÉCHECS

Kasparov indigné

Le match Karpov-Kasparov qui, depuis cinq mois, est annulé. Dans une conférence de presse, donnée le vendredi 15 février dans la matinée à Moscou, M. Florencio Campomanes, le président philippin de la Fédération internationale des échecs, a déclaré que le championnat du monde, qui se dispute depuis le 10 septembre 1984 entre Anatoli Karpov, tenant du titre, et Gari Kasparov est « terminé sans décision » (Karpov menait 5 à 3). Le président de la FIDE a ajouté : « Un nouveau match sera joué à partir du 1er septembre 1985 et il débitera sur le score de zéro à zéro ».

M. Campomanes n'a pas voulu dévoiler ni le lien ni les modalités du futur match. Ceux-ci seront décidés au congrès de la FIDE, qui se tiendra en août prochain à Graz (Autriche).

Selon des sources informées, ce match aurait lieu à Moscou et se déroulerait en vingt-quatre parties. Pour expliquer la mesure, M. Campomanes a rappelé que le président de la FIDE a un « droit discrétionnaire ». « Je suis certain que le prétendant n'est pas satisfait par ma décision. Je l'ai prise parce que l'affrontement a épuisé les capacités physiques et les ressources psychologiques des participants », a-t-il précisé.

Interrompant la conférence de presse de M. Campomanes, Kasparov s'en est violemment pris au président de la FIDE, s'indignant contre sa décision qu'il a qualifiée de « plaisanterie » et de « mise en scène ».

(Lire nos informations page 20.)

DERRIÈRE LA HAUSSE DU DOLLAR

Un autre système monétaire

par PAUL FABRA

Si l'on s'en tient à une analyse au premier degré, purement mécanique, des effets de la hausse du dollar, sur les économies des pays autres que les Etats-Unis, on conclura que la formidable ascension de la devise américaine est de nature à contrarier les efforts entrepris pour lutter contre l'inflation.

L'argument, utilisé à satiété en France depuis plusieurs années, est que l'affaiblissement de la monnaie nationale par rapport au dollar renchérit le coût des importations des

produits les plus nécessaires à l'industrie, phénomène qui ne manque pas de se répercuter sur l'indice des prix. En vertu du même raisonnement, mais en le raffinant un peu, on fait remarquer que l'évolution du taux de change empêche les pays importateurs, sauf les Etats-Unis, de profiter à plein de la baisse, sur le marché international, du prix du pétrole et d'autres matières premières, parce que, convertis en

francs français, en marks, en florins ou en yens, les cours de ces produits continuent à monter.

Les choses ne sont pas si simples. Si cette interprétation se vérifie dans le détail, elle n'a cessé d'être globalement démentie par le cours des événements. L'envoie du dollar, qui date de la fin de l'année 1980, s'est accompagnée au cours des années suivantes, d'une diminution de l'inflation dans la plupart des pays, et notamment dans ceux qui dépendent le plus du monde extérieur pour leurs approvisionnements.

Mieux encore : quand la montée de la devise américaine s'est accélérée, on a vu la hausse des prix se ralentir encore plus fortement, en Allemagne et au Japon en particulier, où l'on connaît aujourd'hui une quasi-stabilité. La France et l'Italie, à un rythme certes différent, n'ont pas échappé au mouvement.

N'est-ce pas là en présence d'un véritable paradoxe ? Quand on dit

que les monnaies européennes et japonaises sont, aujourd'hui, sous-évaluées, cela signifie qu'exprimé en dollar (c'est-à-dire en monnaie internationale) au taux de change actuel, le niveau général des prix en Europe occidentale et au Japon est relativement bas.

Du fait de l'ouverture des frontières, cela devrait constituer une incitation permanente à leur alignement sur le niveau international. Or il n'en est rien. L'inflation s'atténue, tout particulièrement là où les monnaies (mark, yen et franc) s'affaiblissent. Comment rendre compte de cette contradiction qui semble une fois de plus défier les enseignements de la science économique ?

(Lire la suite page 16.)

«On ne se bat bien que quand on y voit clair»

Le nouveau contrat socialiste

Ramsay

JEAN POPEREN

M. HENRI EMMANUELLI invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre des finances chargé du budget et de la consommation, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-Le Monde », le dimanche 17 février, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Emmanuelli, président du conseil général des Landes, ancien député socialiste de ce département et qui fut de 1981 à 1983, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, répondra aux questions d'André Prosser et de François Simon du Monde, de Bruno Corvis et de Christian Mennestaud de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

AU JOUR LE JOUR

Coup

Une histoire de fous, ce championnat du monde d'échecs qui opposait à Moscou, depuis plus de cinq mois, Karpov et son challenger Kasparov. Cette guerre des étoiles entre Soviétiques était un marathon épuisant. De partie nulle en partie nulle, de semaine en semaine, les saisons passaient et ils étaient là, rivaux à leurs fautes, ces stakhanovistes de l'échiquier. Leur match aurait pu durer cent ans si Karpov, étendu et menacé, n'avait pas puisé dans ses dernières forces pour inventer une parade inédite résultant d'une combinaison avec les dirigeants de la Fédération.

Un coup génial, une invention de technicien diabolique : l'annulation du match. Il restera dans l'histoire comme le coup bas, variante Karpov.

BRUNO FRAPPAT.

LIRE

3. ÉTRANGER
Au Nicaragua, les « contras » restent profondément divisés.
7. POLITIQUE
M. Pasqua (RPR) en visite en Nouvelle-Calédonie.
9. SOCIÉTÉ
La candidature de Paris aux JO de 1992 : dix semaines pour choisir les sites.
15. SOCIAL
M. Bergeron dénonce le « comportement partisan » de la FEN et de la CGT.

débats

La France et l'Afrique : le temps de la maturité

ENTRE la France et l'Afrique, les relations sont souvent, de par leur intensité et leur ancienneté, de l'ordre de l'affectif. Qu'un chef d'Etat africain diffère un déplacement à Paris, qu'un plan de financement tarde à se concrétiser, que le gouvernement garde le silence lorsqu'un de ses partenaires connaît des difficultés politiques intérieures, que tel ou tel pays ne reçoive pas pendant quelque temps une visite de haut niveau, et on en vient très vite à parler de « crise de confiance ».

La vigilance s'impose quand la souveraineté d'un Etat est en cause. Faire évoluer constamment notre coopération est le moteur de l'action gouvernementale depuis 1981.

La coopération s'est ouverte à de nouveaux espaces, mais la priorité demeure africaine, sans exclusive, simplement et naturellement plus dense en Afrique francophone. Fondée sur la franchise, la solidarité et la vérité, nos relations n'ont jamais été aussi étroites et aussi confiantes. Elles laissent peu de place aux errements du passé.

Les exemples du chemin parcouru depuis mai 1981 abondent. Ainsi le Bénin est redevenu un partenaire privilégié. Le Mali a réintégré l'union monétaire ouest-africaine il y a un an. La Guinée-Equatoriale vient de faire son entrée dans la zone franc. Une mission de coopération s'ouvre en Guinée. Prochainement, de nouveaux accords de coopération seront signés avec le Burkina (ex-Haute-Volta). Le Mozambique a rejoint la Convention de Lomé. L'Angola devrait suivre dans quelques semaines.

Revenant du Mozambique, j'ai pu mesurer l'espoir que suscite le développement d'une coopération avec la France. Le langage de vérité et de rigueur, les contraintes du budget de la France, sont bien compris de nos partenaires. Ils connaissent trop notre pays pour ne pas en saisir les motivations les plus subtiles, tout en gardant leur confiance intacte dans les orientations que celui-ci s'est fixées. Et les résultats sont là.

La France se situe aujourd'hui au premier rang des grands pays industriels par l'ampleur de son effort

d'aide. En quatre ans, la part de l'aide publique au développement dans le PIB, excluant faite des départements et territoires d'outre-mer, est passée de 0,36 % en 1980 à 0,48 % en 1983. Elle pourrait approcher 0,51 % du PIB en 1984 et 0,52 % en 1985, et le président de la République a réaffirmé, il y a quelques jours à Rennes, l'engagement de 0,7 % à l'horizon 1988.

Nous respectons en 1985 l'objectif de 0,15 % du PIB en faveur des pays les moins avancés, conformément à l'engagement pris par le président de la République lors de la conférence de Paris en septembre 1981.

La priorité africaine est également pleinement confirmée : 86 % des crédits du budget de la coopération sont consacrés à l'Afrique. Pour l'ensemble de notre aide publique au développement, la part de l'Afrique au sud du Sahara est de 62 %.

Une révision de nos méthodes

Les chiffres sont éloquentes... et parlent vrai. Personne ne peut mettre en doute le rôle déterminant qu'a joué la France dans le succès tout récent que constitue la mise en place du fonds spécial pour l'Afrique doté pour trois ans de 1,1 milliard de dollars ou lors du renouvellement des accords de Lomé, véritable instrument de dialogue Nord-Sud.

Tel est le fruit de près de quatre ans de respect scrupuleux par la France de l'indépendance et de la souveraineté des Etats africains et de présence active dans les institutions multinationles. C'est ainsi que la confiance se gagne, et que le changement impose sa marche.

Mais nous devons aujourd'hui moderniser notre coopération. Vingt-cinq ans après leur indépendance, nos partenaires africains exigent une révision de nos méthodes, un redéploiement de nos moyens et un réel effort d'innovation.

Un exemple, celui de la Côte d'Ivoire. Neuf cent vingt-cinq de coopérateurs (quatre cent cinquante en 1984 et quatre cent soixante-dix en 1985) auront été ainsi supprimés

par CHRISTIAN NUCCI(*)

en deux ans, après une concertation exemplaire avec les autorités de ce pays, désireuses d'assurer leur « ivoirisation ». Cette mesure s'impose d'elle-même quand on veut bien se souvenir que depuis l'indépendance, plus de vingt-cinq mille Ivoiriens, dont dix mille boursiers, sont sortis de l'enseignement supérieur français.

Les nouvelles générations africaines, formées à notre école se font légitimement pressantes, et c'est avec elles que se construit l'avenir.

Il a fallu plus de vingt ans pour affirmer le caractère prioritaire de la formation des formateurs, pour remettre en cause la coopération de substitution et satisfaire la légitime aspiration à la titularisation des coopérateurs, qui ont servi la France à l'étranger. Les mesures prises pour faciliter le retour et la réinsertion des coopérateurs témoignent de la détermination de gouvernement de réparer progressivement l'inconscience politique des gouvernements précédents.

La confiance à ses principes et ses instruments de mesure... mais aussi sa pratique au quotidien sur le terrain. Un seul exemple : la priorité des priorités, l'autosuffisance alimentaire. La famine et la sécheresse, avec leur cortège de drames, nous le rappelent de manière inquiétante.

La famine est insupportable où qu'elle soit. Les choix sont alors interdits. Pour l'Ethiopie, nous avons agi. Notre aide de jargon bilatérale a été portée de 5 400 à 19 000 tonnes de céréales ; des couvertures et des médicaments ont été acheminés, et les Transall disponibles à Djibouti ont été mobilisés. En décembre, au conseil européen de

(*) Ministre délégué à la coopération et au développement.

Dublin, à l'initiative de la France, l'aide alimentaire de la CEE pour l'Afrique sub-saharienne a été portée de 500 000 tonnes à 1 200 000 tonnes. Un calendrier d'acheminement a été établi en liaison avec les autres donateurs. Nous avons privilégié l'efficacité sur la publicité de notre effort. Faire plus pour l'Ethiopie est incontestable, mais pas s'importer comme est. L'ampleur du désastre impose une concertation internationale, un renforcement des aides bilatérales et une mobilisation permanente des opinions publiques.

Une action régulière

Dans les pays du Sahel avec lesquels nous avons une coopération mieux adaptée aux problèmes de son développement. Mais elle n'a pas la prétention d'être seule. Elle s'attache à sensibiliser ses partenaires européens, à faire entendre sa voix, à porter partout où il y a débat dans le monde ses propositions pour une nouvelle coopération entre le Nord et le Sud.

A. Bujumbura, le président du Sésagel, M. Abdou Diour, concitoyen son intervention en ces termes : « Sur le front de la bataille économique, c'est en pleine solidarité de ses quartiers nord et de ses quartiers sud que notre monde remportera la victoire, et se sauvera tout entier, ou sombrera dans la défaite et la chaos ».

Cette volonté, nous la partageons sans réserve. Comme le président de la République l'a lui-même rappelé lors de son dernier voyage en Afrique, la France restera aux côtés de ceux qui sur le continent africain ou ailleurs veulent demeurer économiquement et politiquement libres.

Le temps de la maturité dans les relations de coopération entre la France et l'Afrique est bien venu. Il est de notre responsabilité de le préserver et de l'enrichir.

Nord ne vient plus écraser les productions du Sud, mais en soutient le développement.

Enfin, c'est avec la préoccupation des mesures à long terme que le président de la République a lancé, au printemps dernier, à Moundou, un appel à la Communauté internationale pour la lutte contre la désertification au sud du Sahara. Pendant que les discussions internationales se poursuivent, les premiers crédits permettent d'associer étroitement à l'effort de la France les communautés villageoises directement intéressées.

Premier partenaire du continent africain, la France est constamment à la recherche des solutions les mieux adaptées aux problèmes de son développement. Mais elle n'a pas la prétention d'être seule. Elle s'attache à sensibiliser ses partenaires européens, à faire entendre sa voix, à porter partout où il y a débat dans le monde ses propositions pour une nouvelle coopération entre le Nord et le Sud.

A. Bujumbura, le président du Sésagel, M. Abdou Diour, concitoyen son intervention en ces termes : « Sur le front de la bataille économique, c'est en pleine solidarité de ses quartiers nord et de ses quartiers sud que notre monde remportera la victoire, et se sauvera tout entier, ou sombrera dans la défaite et la chaos ».

Cette volonté, nous la partageons sans réserve. Comme le président de la République l'a lui-même rappelé lors de son dernier voyage en Afrique, la France restera aux côtés de ceux qui sur le continent africain ou ailleurs veulent demeurer économiquement et politiquement libres.

Le temps de la maturité dans les relations de coopération entre la France et l'Afrique est bien venu. Il est de notre responsabilité de le préserver et de l'enrichir.

« Les Aventures du marxisme »

Fractures

L'ESSENTIEL du colloque international « Marx-martismes », qui s'est tenu à Paris, fin mai 1983, à l'initiative des universités Paris-VII et Paris-VIII et de la Fondation internationale des sciences politiques, vient d'être publié.

Le champ couvert est considérable. La livre s'ouvre sur une présentation de R. Gallucci, qui brosse, avec la sûreté qu'on lui connaît, l'histoire de cette mise en crise continuée que sont les « fractures du marxisme ». Y compris, bien sûr, la révolution, le socialisme, les choix progressivement « arrêtés » des nations, au total un « déclinisme dans la pluralité », qui, sous les contradictions et dans la contingence, maintient sinon la figure d'une « avancée sur l'histoire », celle du moins d'une « praxis et théorie de sape du vieux monde, critique des fétichismes, entreprise du changement social ».

D'une part, un triple bilan actuel, celui de l'école de Frankfurt (J.-M. Vincent), de l'école historique anglaise, centrée sur les débats autour de la notion d'« historicité » (F. Poirier), et de l'anthropologie marxiste, en large part autocratique (E. Teray), et, d'autre part, la double problématique impliquée par les « nouveaux » mouvements sociaux (dont une manière de catalogue est dressé par Y. Cohen et C. Weil), ainsi que par la crise du marxisme politique (C. Buci-Glucksmann), encadrant un vaste ensemble consacré aux divers mariages de la théorie avec des conjonctures spécifiques où elle éprouve son efficacité et trouve ses destins — moins des mariages que des réalités.

Une recherche vivante

L'histoire de ces fusions, comme disait Lénine, avec le mouvement révolutionnaire dans la place qui lui revient à la période qui va d'octobre 1917 au mouvement communiste international. Moshé Lewin, à l'audition toujours perspicace, propose de distinguer bolchevisme et léninisme et constate que le stalinisme, « amalgame incongru » de plusieurs idéologies, « change non seulement de stratégie mais réoriente le système vers des objectifs différents ».

A. Agosti réinterroge le couple réformes-révolution et date du VII^e congrès de l'Internationale communiste et de ses incertitudes, le problème des formes de transition vers le socialisme, gouvernementales en particulier, qui fient leurs premières expériences dans les fronts français et espagnol.

Lily Marcov voit dans le communisme de guerre l'« idéologie stalinienne de fin de régime » où le culte du secrétaire général atteint son point culminant et, avec lui, dans la « droite filiation de Darwin », le mythe transformiste des « hommes nouveaux ». Tandis qu'A. Adler revisite Boukharine, W. Andreff et M. Drech assignent un objet tout à l'heure : l'examen des regards marxistes sur les économies de type soviétique.

A la regrettable absence près de l'Afrique et de l'Amérique latine (pourant objet d'une riche intervention de R. Paris au colloque), belle est la part faite aux marxismes du tiers-monde. Elle nous vaut les plus suggestives études de l'ouvrage (R. Law, A. Roux, D. Hemery, Boudarel, S. Néri).

Nul escadronnier dans ces « aventures », mais des réflexions aussi nourries qu'ouvertes. Elles attestent, derrière le complaisant écran des « états d'âme et des larmes de crocodile », d'une recherche vivante où le marxisme, sans concessions, ni a priori, est à lui-même son propre objet.

GEORGES LABICA.

* Les Aventures du marxisme (collectif sous la direction de R. Gallucci), Paris, Sylloges, 1984, 416 p., 135 F. Signaux également, dans la production induite par le centenaire de la mort de Marx, les cinq volumes de la revue *Socialism in the World* (40 à 45, Belgrade 1984), d'une fœdation riche et l'œuvre de Marx, un siècle après, à paraître aux FUF.

COURRIER DES LECTEURS

L'école

et ses contradictions

En lisant les informations et commentaires consacrés à l'éducation nationale, on est frappé par la légèreté et l'incohérence des critiques que l'on fait à J.-P. Chevènement.

Des nostalgiques aigris d'une culture archaïque aux prophètes vieillissants d'une école-paradis à la sauce soixante-huitarde, ces porte-parole, s'entendant dans les mêmes contradictions stériles : savoir contre savoir-faire, compétence scientifique contre habileté pédagogique, promotion de l'élite contre promotion de tout.

Or une école qui s'enlise dans ces contradictions est condamnée à périr : il ne peut y avoir de savoir utile sans savoir-faire et encore moins de savoir-faire sans savoir. De la même façon il est absurde et suicidaire vouloir opposer la promotion de tous à celle de l'élite alors que l'école doit poursuivre les deux objectifs à la fois, en incitant chacun à développer ses capacités au maximum, dans son propre intérêt comme dans celui de la communauté nationale, la grande oubliée de tous nos prophètes.

Redouter l'instauration d'une école à deux vitesses est absurde, alors que la vitesse unique condamne à l'inefficacité totale. Ce qu'il faut, c'est une école à vitesses multiples (ce que l'école privée a parfois, malheureusement, réduits) avec passages en coulisse d'une vitesse à l'autre.

Quant à ceux qui présentent comme régressive une pédagogie de l'effort, ils condamnent une bonne partie des élèves à s'éliminer d'eux-mêmes : le paradis peut conduire à l'enfer.

Les choses n'iront mieux que lorsque les idéologues de nous bords accepteront de jeter leurs lunettes programmées pour ne s'occuper que de l'essentiel : l'avenir des élèves et celui de la communauté nationale.

GILBERT TOURET (Lyon).

La paresse de lire

(-) La vraie raison de la diminution de l'audience de *Le Monde* ? Je crois que c'est la paresse de lire. Parcourir, même en diagonale, *France Soir*, par exemple, donne moins de mal. Et il y a toujours la télévision. Les enfants arrivent en sifflant sans savoir lire. Parmi les adultes, il y a beaucoup de semi-analphabètes. Acheter un quotidien est devenu un luxe (...).

LUCE GORAU (Paris).

La qualité

de l'assistance publique française

Mon épouse a dû être hospitalisée dans de conditions dramatiques à l'hôpital Henri-Mondor, dans l'unité des soins intensifs du professeur Jean-Paul Vernant, où elle fut soumise à un traitement très efficace d'une durée de quarante jours.

Pendant ce temps, jours et nuits, j'ai pu admirer le haut professionnalisme humain dont l'équipe de soins s'acquittait d'un travail scientifique et professionnel déjà tellement efficace.

J'avais l'impression de voir ce que la science et l'humanité en personne. Les aides soignantes (so), les infirmières (si) et, bien entendu, les médecins avaient magistralement joué ce que le docteur Balint appelle le « remède soignant ».

En tant que philosophe, je veux dire homme de la théorie, je suis sûr que ces médecins ont fait ce qu'ils sont capables de réaliser chaque jour. Je pense, en outre, que la France doit beaucoup de son prestige à des hommes comme le professeur Vernant et ses collaborateurs. C'est un devoir pour moi, d'autant plus que je suis un étranger, de donner ce témoignage sur la qualité de l'assistance publique française. Témoignage que je fais bien volontiers, indépendamment du résultat médical obtenu.

ELIE NICOLAUDIS (Athènes).

Les usagers

et l'administration

Il serait judicieux, à notre avis, de lever l'anonymat des agents publics dans tous les cas — et dans les seuls — où l'usager, lui aussi, a été plus ou moins lésé. Cette forme de parallélisme n'est opportune, car source d'égalité. Dans les autres cas, qui sont les plus nombreux (de l'achat de timbres-poste au contrôle des billets dans un train...), la mesure annoncée par M. Laurent Fabius est contestable : sauf si elle cristallise une volonté gouvernementale d'améliorer les rapports entre l'administration et ses usagers, rapports qui, quel qu'on dise, ne sont pas si mauvais que cela.

ALAIN GUY BOURHIS (Vincennes).

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 05
Tél. MONDOPAR 659572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *Le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Directeurs : Robert Boyer-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1983) André Laurens (1983-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1934.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », 200C, André Fontaine, gérant, et Robert Boyer-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Sala.

Reproduction interdite de tout extrait sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 644 F 915 F 1 150 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

FAIR VOIE NORMALE

674 F 1 309 F 1 913 F 2 480 F

ÉTRANGER (par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

386 F 724 F 1 050 F 1 330 F

IL - SUISSE, TUNISIE

491 F 944 F 1 365 F 1 750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (dans semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'indiquer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 DA ; Tunisie, 200 M. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$; Danemark, 200 F. CFA ; Espagne, 110 pes. ; États-Unis, 7,50 \$; Grèce, 95 dr. ; Italie, 95 p. ; Liban, 1 700 L. ; Lituanie, 20 L. ; Norvège, 6,20 kr. ; Pays-Bas, 1,75 f. ; Portugal, 85 esc. ; Royaume-Uni, 500 F. CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,80 L. ; Tchécoslovaquie, 110 sk.

Libanicide

par ANTOINE BASBOUS (*)

DEPUIS quelques semaines, Israël multiplie à grands renforts de publicité ses prédictions sur les massacres qu'il manquera pas de se produire au Liban-Sud après son retrait partiel. Cette insistance est inquiétante car Israël cherche ainsi à rejeter sur autrui la responsabilité d'actes qu'il a lui-même sinon programmés du moins favorisés.

Une dépêche du 9 janvier de l'Agence France-Presse apportait que des officiers israéliens avaient proposé des armes aux notables chiites du Sud et face au danger chrétien : ceux de Mayfadoun et d'Arabsheim ont refusé cette offre et dénoncé la manœuvre. Mais l'Etat hébreu n'a s'en contenté pas là. Il a aussi créé l'armée du Liban-Sud et une dizaine de petites milices chiites et autres gardes nationales en prenant soin de leur donner des noms évocateurs, comme Karbala, le saint chiite. Tout laisse croire que l'important dispositif de subversion mis en place ne provoque une explosion.

Or, il faut le savoir, le Liban-Sud n'a jamais connu dans son histoire le moindre conflit intercommunautaire. Mais, comme dans une ruche d'abeilles, il suffit qu'un passant lui donne quelques coups de pied pour que celles-ci commencent à s'entre-tuer.

Il est clair que, depuis sa participation à l'expulsion de ses « amis » chrétiens du Chouf, en septembre 1983, Israël projette un bouleversement géodémographique qui ne peut se faire sans provoquer des déplacements de populations. Il est vraisemblable que les chrétiens seront déplacés vers le sud, où ils deviendront des « gardes-frontières ». Israël aura de la sorte éternisé ses propres arrangements de sécurité. Autre avantage de l'opération : le découpage du Liban en zones homogènes préfigure la balkanisation du Moyen-Orient tout entier. Les Etats actuels seront dissous et plongés dans des guerres permanentes de nature confessionnelle et tribale. Israël sera la seule puissance de la région et pourra arrêter la course effrénée aux armements qui lui coûte très cher.

Si l'on est arrivé là, c'est que la Syrie a provoqué la division du Liban fragile, pour le dominer et en occuper plus de la moitié. Après avoir mis à mort l'armée du 17 mai 1983, elle a vu de l'Etat libanais une résistance militante à l'occupation israélienne, elle qui n'a jamais réintégré des Syriens, habitant la Golan ennemi, le moindre coup de fusil. L'attitude intolérante de la Syrie au sujet des pourparlers de Nakoura, son refus d'un déploiement élargi de la FINUL dans les zones évacuées par l'armée israélienne, s'expliquent par son désir de dominer le Liban. Sous le casque du pompier, depuis dix ans, Damas multiplie les incursions et brûle le Liban à petit feu.

Aujourd'hui, la Syrie est la maîtresse incontestée de Beyrouth. Pour la première fois depuis dix ans, elle n'y rencontre aucun adversaire déclaré. Chaque jour, au moins un ministre ou un conseiller libanais se rend à Damas pour solliciter un arbitrage en sa faveur. En réalité, encastrée publiquement, elle est honnie dans tous les cœurs, chrétiens et musulmans. Mais on n'a pas le choix, et l'on fait semblant. Qui oserait se comporter autrement à un moment où le Liban est cubilé de toutes les chancelleries qui comptent dans le monde. Seulement quatorze ambassadeurs étaient présents à la cérémonie des vœux du chef de l'Etat le 6 janvier dernier.

Les alliés objectifs du Liban qui sont Israël et la Syrie finiront ainsi par détruire cet anti-modèle de leurs Etats respectifs qu'était le Liban démocratique pluraliste. Cette fin est précipitée par l'effondrement économique du pays qui a résisté dix ans durant. Après l'Irlande et Chypre, la dernière expérience de coexistence tolérante entre deux confessions est anéantie. Les malheureux chrétiens qui vivaient libres chez eux, répartis sur l'ensemble du territoire libanais, sont à l'heure actuelle rassemblés dans 8 % du pays quand ils ne se résignent pas à l'exode. Combien de temps encore cette terre qui a vu naître Jésus arbitra-t-elle les descendants des premiers témoins du Christ, qui, aujourd'hui abandonnés de tous, sombreront dans la solitude la plus horrible ? Les musulmans regretteront sans doute aux côtés du Liban démocratique et libéral d'antan.

(*) Journaliste et auteur libanais.

AMÉRIQUE

Nicaragua

Les ch

San-Jose-de-Costa-Rica

M. Brooklyn Rivera, leader

« une organisation

rebellion ouverte contre

politique, veut repren

engagé en novembre

Managua. Il a repris av

12 février à San-Jose av

diplomates occidentaux

déjà, l'année dernière,

ses ententes avec les

généralistes et garanti

Le Leles Miskito pour

prochaine au M

pour renouer une négocia

est court jusqu'à pré

à la fin la définition

de l'autonomie relative

des Miskitos de la côte

en novembre, les san

déroulé le tapis rouge

Rivera. Il lui avait

facilités pour s'ent

des dirigeants des

indigènes. Le gouver

le plus grand ing

la hache de guerre au

l'ampleur de la répr

« déportations, b

arrestations arbit

« sont maintenant ad

des dirigeants de Managua

« Nous nous sou

« du commandant T

« ministre de l'intérieur

« Il y a de nombreux

« Mais Managua se

« par auant disposé -

« par le commandant

« statut d'autonomie

« par M. Rivera « pour

« les bords persistés -

« Les bords acceptera

« « certains décentralis

« « une « 100 que

« minit le commandant

سكزا من الامم

étranger

AMÉRIQUES

Nicaragua

ALORS QUE WASHINGTON SOUHAITE LEUR UNION

Les chefs de la « contra » antisandiniste restent profondément divisés

San-Jose-de-Costa-Rien. — M. Brooklyn Rivera, leader de la Misurasata — une organisation Miskito en rébellion ouverte contre le régime sandiniste — veut reprendre le dialogue engagé en novembre 1984 avec Managua. Il a repris contact le mardi 12 février à San-Jose avec les mêmes diplomates occidentaux qui avaient déjà, l'année dernière, organisé ses entretiens avec les dirigeants sandinistes et garanti sa sécurité. Le leader Miskito pourrait donc retourner prochainement au Nicaragua pour renouer une négociation — qui a tourné court jusqu'à présent — et dont le but est la définition d'un statut d'autonomie relative des populations Miskitos de la côte Atlantique.

En novembre, les sandinistes avaient déroulé le tapis rouge pour M. Rivera. Ils lui avaient accordé toutes facilités pour s'entretenir avec les dirigeants des communautés indigènes. Le gouvernement de Managua a le plus grand intérêt à enterrer la hache de guerre avec les Miskitos. L'ampleur de la répression sandiniste — déportations, bombardements, arrestations arbitraires, massacres — est maintenant admise par les dirigeants de Managua eux-mêmes. « Nous nous sommes conduits comme des imbéciles avec eux », dit le commandant Tomas Borge, ministre de l'Intérieur.

Il y a eu de nombreux excès, c'est vrai. Mais Managua ne semble pas pour autant disposé — du moins jusqu'à maintenant — à accepter un véritable statut d'autonomie réclamé par M. Rivera « pour ses frères indiens persécutés ». Les sandinistes accepteraient à la rigueur une « certaine décentralisation administrative » (ce que nous a confirmé le commandant Bayardo

Arce, l'un des neuf de la direction collégiale sandiniste).

Le premier round du dialogue entre Rivera et les sandinistes s'est mal terminé. L'initiative du leader de la Misurasata a été sévèrement critiquée par M. Steadman Fagoth (le leader des groupes armés Miskitos basés au Honduras). Elle n'a été mal comprise par certains chefs de communautés, résolument méfiants à l'égard des sandinistes, et elle a même suscité des désertions dans les rangs de la Misurasata. M. Rivera a été contesté comme seul dirigeant de l'organisation et il a eu du mal à reprendre ses troupes en main.

De son côté, l'armée sandiniste a déclenché une offensive anti-Miskito sur la côte atlantique. Bombardements et persécution ont repris. M. Rivera lui-même (en opération « clandestine » au nord de Bluefields) a été blessé en janvier et est rentré à San-Jose grâce à l'assistance de diplomates occidentaux.

Cette « mésaventure » ne semble pourtant pas avoir modifié ses intentions. Il veut arracher « quelque chose » en négociant avec Managua. Un souci louable et généreux, mais qui illustre la division et la confusion qui règnent actuellement au sein des différentes organisations, politiques et militaires, antisandinistes. Alors que l'administration Reagan (qui espère convaincre le Congrès de la nécessité de renouveler l'aide officielle des Etats-Unis aux « contras ») multiplie parallèlement ses efforts pour inciter les dirigeants antisandinistes de l'extérieur, se regroupent en une seule organisation avec une « tête » politique représentative.

Une réconciliation de toutes les organisations de la « contra » permet-

trait à M. Reagan de mieux plaider son dossier devant le Congrès en mars. Les crédits alloués à la « contra » — et suspendus l'année dernière par le Congrès — ne se montent qu'à 14 millions de dollars. Mais le débat est d'abord politique, et symbolique.

Les fonds de manque de toute façon pas à la « contra ». Les aides « indirectes » américaines, celles de pays « amis » comme le Salvador ou le Honduras, l'argent récolté aux Etats-Unis où dans certains pays d'Amérique latine par les lobbies antisandinistes alimentent les caisses et d'abord celles de la force démocratique nicaraguayenne (FDN) basée au Honduras) et dont le principal leader est Adolfo Calero. Pourtant, le moral n'est pas au beau fixe chez les combattants de la FDN.

Rivalités, rancœurs...

Il se plaignent que « leurs familles ne sont pas assistées comme elles devraient l'être ». Au nord et au centre-est du Nicaragua, ils affrontent des unités spéciales sandinistes de mieux en mieux entraînées à la lutte antiguerilla, et qui leur portent des coups très durs. La guerre reste sanglante, cruelle et demeure le premier souci de Managua, qui affronte d'autre part une situation économique à la limite de la catastrophe. Mais selon les responsables sandinistes eux-mêmes, « la « contra », dans le Nord, a recommencé ses petites opérations limitées de commandos et semble avoir renoncé pour le moment aux actions d'envergure ».

La mauvaise volonté évidente du Congrès de Washington pour une reprise officielle de l'aide financière irrite les dirigeants de la « contra » qui admettent mal leur combat, encaissé par l'administration américaine, ne soit pas soutenu « clairement, publiquement et sans réserves ». Ils ont fait un « geste » et se sont retrouvés récemment à Miami, pour explorer les « voies d'une réconciliation ». Lourde tâche qui a vite tourné court, tant sont fortes les rivalités personnelles, les exclusives, les rancœurs, les ambitions, et les divergences politiques.

Côté Miskitos, MM. Rivera et Fagoth n'ont pas de cesse de régler leurs comptes, dans le style Chicago des années 30. M. Rivera affirme que M. Fagoth a, à plusieurs reprises, tenté de l'assassiner. Et M. Fagoth a été expulsé du Honduras (il se marfiait en route à Miami) pour avoir proféré des menaces publiques trop précises contre ses « adversaires ». A San-Jose, M. Rivera vit dans la hantise de l'attentat et change sans cesse de résidence.

La FDN de M. Calero est cloisonnée au pilori par les antisandinistes qui se proclament encore « révolutionnaires », comme Eden Pastora, parce que le commandement militaire de la plus forte organisation armée hostile à Managua (de douze à quinze mille combattants) est assuré par M. Enrique Bermudez. Energique, bon chef de guerre, M. Bermudez a de l'expérience : il a servi dans la garde nationale de Somoza. M. Adolfo Calero, un ancien représentant de la Coca-Cola dans

son pays, et doué pour la médiation pourrait être ce « numéro un » d'une éventuelle organisation « contra » réunifiée s'il avait un peu plus de charisme, et davantage de poids à Washington.

En revanche, M. Arturo Cruz, leader de la coordination démocratique, et qui a refusé de participer aux élections présidentielles et législatives de novembre 1984 au Nicaragua, a été longtemps considéré comme le « candidat » de Washington. Son étoile n'a beaucoup pâli en raison de son comportement hésitant avant et après les élections nicaraguayennes. Après avoir recommandé aux Etats-Unis « de donner encore une chance aux sandinistes », il vient de se prononcer pour une relance de l'aide financière à la « contra ». Un premier pas vers l'oubli d'un passé sommozoïste de M. Bermudez.

L'homme d'une éventuelle médiation entre les sandinistes et l'extérieur — et le gouvernement de Managua, ce n'est plus M. Arturo Cruz, c'est M. Virgilio Godoy, ancien ministre du travail du gouvernement sandiniste, dirigeant du Parti libéral indépendant (PLI) qui a lutté réclément contre Somoza. M. Godoy est devenu de fait le leader de l'opposition interne au sandinisme à la faveur des élections, et il joue un rôle très actif dans la nouvelle assemblée.

Du côté des organisations antisandinistes basées au Costa-Rica, l'harmonie n'est pas meilleure. L'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE), qui coexistait MM. Robelo, Pastora et Brooklyn Rivera.

tère, sur le Rio-San-Juan, et il a recommencé à crier au secours, en affirmant qu'il allait de nouveau être contraint d'abandonner la lutte armée « si des fonds n'arrivaient pas très vite ».

Ces « querelles internes » irritent les responsables américains qui espèrent une réunification avant le mois de mars, ces mêmes responsables doivent d'autre part persuader le général Walker Lopez, commandant en chef de l'armée hondurienne, que les milliers de « contras » opérant au nord du Nicaragua « sont bien contrôlés » et ne risquent pas de devenir des bandits de grand chemin au Honduras, au cas où les aides « directes » ou « indirectes » seraient insuffisantes pour maintenir la cohésion de la FDN. Les autorités du Honduras paraissent sceptiques et ont pris les devants. Après avoir limité les possibilités d'action et de déplacement des groupes de la FDN sur leur propre territoire, elles ont ensuite accusé les « contras » d'être responsables de massacres « de civils innocents ». Une prise de position qui ne manquera pas d'être utilisée, au congrès de Washington, par les adversaires de l'aide à la « contra ».

MARCEL NIEDERGANG.

Etats-Unis

LA CASTRATION EST JUGÉE INCONSTITUTIONNELLE EN CAROLINE DU SUD

Colombia (AFP). — La Cour suprême de Caroline du Sud (Etats-Unis), jugeant que la castration est une « forme de mutilation » inconstitutionnelle, a ordonné, mercredi 13 février, la révision de la sentence imposée à trois hommes condamnés pour viol. Ceux-ci s'étaient vu donner le choix entre la castration (chirurgie) et une peine de trente ans de prison. Les magistrats de la Cour suprême de Caroline du Sud ont décidé par trois voix contre deux que la sentence imposée par le juge fédéral Victor Pyle était dénuée de validité car la castration constitue un châtiment « cruel et inhabituel » interdit par la Constitution de l'Etat. Ils ont demandé au juge de modifier sa sentence.

Les trois hommes, Roscoe Brown, vingt-huit ans, Michael Braxton, vingt ans, et Mark Vaughn, vingt-trois ans, avaient été condamnés en novembre 1983 pour avoir violé et torturé une jeune femme. Ils avaient tous trois fait appel de la décision du juge, mais avaient par la suite introduit une demande d'annulation de leur appel pour pouvoir opter pour la castration.

M. Pastora le « mouton noir »

Malfoso Robelo, ancien membre de la junte de Managua, de tendance social-démocrate a aussi été l'un des humides « en vue » à Washington. Sur les instances de l'administration, il a, l'année dernière, accepté finalement de conclure une alliance avec la FDN de MM. Calero et Bermudez, à la grande colère de M. Rivera, et surtout d'Eden Pastora, qui continue de revendiquer la direction d'une ARDE en décomposition.

Depuis l'attentat dont il a été victime à San-Jose, en octobre, M. Robelo s'est fait beaucoup plus discret. M. Pastora lui réclame « cinq avions et deux hélicoptères » qui lui auraient été « volés ». Un contentieux obscuro qui n'est pas fait pour faciliter le rapprochement entre les « frères ennemis ». A Miami, M. Pastora, qui reste le « mouton noir », a fait l'unanimité contre lui. Mais il a reconstitué une force de guérilla d'environ deux mille hommes qui crapahutent, non sans problèmes, dans l'extrême Sud-Est du Nicaragua. M. Pastora a perdu la semaine dernière un autre hélicop-

MICHEL BOLE-RICHARD.

AFRIQUE

République Sud-Africaine

M. Pik Botha s'est entretenu avec M. Roland Dumas

(Suite de la première page.)

Cette adresse avait été faite à l'occasion de la tournée en Europe de l'actuel chef de l'Etat. M. Pieter Botha s'accompagnait son ministre des affaires étrangères. M. Pieter Botha s'était rendu en France à titre privé pour passer à Louléval (Somme) la première pierre d'un musée à la mémoire des soldats sud-africains tombés lors des guerres mondiales. La cérémonie avait d'ailleurs été perturbée par des manifestants anti-apartheid.

A l'époque, M. Pik Botha avait décliné l'offre, déclarant que cette tournée européenne « retenait toute son attention ». Une manière de faire savoir aux autorités françaises que puisque celles-ci n'avaient pas reçu officiellement les membres de la délégation de Pretoria, il n'avait cure de rencontrer son homologue. D'autant que M. Cheysson n'a jamais caché qu'il était un adversaire intraitable du système de l'apartheid, et jouissait de ce fait d'une réputation exécrable à Pretoria. M. Cheysson part, M. Pik Botha est donc « passé » par Paris. Voyage privé ?

Le communiqué rendu public jeudi soir par le ministère des affaires étrangères sud-africain ne le mentionne en aucune manière. Celui-ci indique que M. Pik Botha a rencontré M. Roland Dumas et M. Jacques Chirac, maître de Paris. Qu'il est accompagné du ministre de l'emploi, M. P.T. du Plessis, et que les deux hommes se rendront dans « d'autres pays d'Europe pour informer les ambassadeurs d'Afrique du Sud sur les récents développements dans leur pays et concertation sur la situation conflictuelle au Mozambique, et l'état des négociations concernant la Namibie ». Le ministre s'est refusé à donner de plus amples informations tant sur l'objet de cette tournée que sur les contacts qui auront lieu.

Depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, il s'agit de la première rencontre officielle entre membres du gouvernement des deux pays.

Les relations diplomatiques, au demeurant, n'ont guère évolué. Le pouvoir socialiste n'a réaffirmé à plusieurs reprises son hostilité au système de l'apartheid. M. Cheysson avait, en octobre dernier, devant le

comité spécial des Nations unies contre l'apartheid, lancé une violente attaque contre « le racisme institutionnel de l'Afrique du Sud », le qualifiant de « défi à la conscience universelle ». « L'étoile jaune n'est pas nécessaire, avait-il déclaré, la peau est noire et cela suffit ».

C'était la première fois qu'un ministre occidental se rendait devant cette institution où il a, par ailleurs, annoncé que la France allait, également pour la première fois, accorder 150 000 F. au Fonds de l'ONU pour la publicité contre l'apartheid. M. Jospin avait, pour sa part, un mois auparavant, lors d'une réunion de l'Internationale socialiste à Arusha (Tanzanie), souhaité l'arrêt des investissements français en Afrique du Sud. Mais, malgré la réputation affichée par le gouvernement français envers le régime ségrégationniste de Pretoria, les relations entre les deux pays n'ont pas été aussi désastreuses que le laissent supposer les intentions du Parti socialiste avant le succès de 1981. Un gel douillet s'est installé.

Les sanctions préconisées par M. Jospin, la gauche à peine installée au pouvoir, n'ont jamais été mises à exécution par le gouvernement. M. Cheysson s'est toujours prononcé contre le boycottage total de l'Afrique du Sud et a affirmé que la France respectait « tous ses engagements politiques et commerciaux ». La doctrine définie a été appliquée pour l'essentiel en ce qui concerne l'Afrique du Sud, le pouvoir estimant que les sanctions étaient le plus souvent inopérantes.

Deux mois après l'élection de M. Mitterrand à la présidence de la République, le second réacteur de la centrale nucléaire de Koeberg, construite par la France, était mis en chantier. Les protestations, en 1976, du Parti socialiste, après la signature du premier contrat, étaient oubliées.

Les échanges commerciaux entre les deux pays n'ont aucunement souffert de la faiblesse des relations diplomatiques, bien que le « projet africain » du Parti socialiste déclare « qu'une politique de gauche doit prendre des mesures immédiates pour cesser de conforter le régime de Pretoria par ses apports finan-

ciers et techniques ». La France est toujours le cinquième partenaire commercial de Pretoria.

Pour les onze premiers mois de 1984, les exportations ont augmenté de 20 % et les importations de 35 %. Le solde sera pour la troisième année consécutive négatif avec un montant de 1,3 milliard de francs sur un volume d'échanges de 9,3 milliards (sur onze mois). Un déficit qui s'est sérieusement creusé (il était de 615 millions de francs en 1983). Il est dû pour l'essentiel à une augmentation des achats de charbon, rendu moins cher en raison de la faiblesse du rand, et qui reste de loin le premier poste devant l'uranium. Les exportations sont pour leur part essentiellement constituées par des biens d'équipement et notamment du matériel technique et électronique.

Les relations commerciales entre les deux pays se sont donc poursuivies et se sont même accentuées sous le régime socialiste. S'il n'y a plus de grands contrats en cours d'exécution

LE COMMUNIQUÉ DU QUAI D'ORSAY

A l'issue de l'entretien entre MM. Roland Dumas et Pik Botha, le quai d'Orsay a publié le communiqué suivant : « L'entretien, a porté sur les problèmes régionaux de l'Afrique australe ». A cette occasion, M. Dumas « a réitéré » devant M. Botha « le souhait de la France de voir la Namibie accéder sans délai à l'indépendance, conformément à la résolution 435 du Conseil de sécurité des Nations unies ». « Il a exprimé de manière pressante le souci de la France de voir libérer sans condition Nelson Mandela, le leader de l'ANC, détenu maintenant depuis vingt-cinq ans ».

M. Dumas « a rappelé à son interlocuteur la position traditionnelle de la France de condamnation sans réserve de la politique de développement séparé et des pratiques discriminatoires connues sous le nom d'apartheid ».

Cet entretien se situait dans le contexte de divers contacts que M. Roland Dumas vient d'avoir avec plusieurs chefs d'Etat et ministres africains.

LA VIE FRANÇAISE

• POLITIQUE

- Sondage IFRES/VF, la remontée de F. Mitterrand.
- Le PCF redevient révolutionnaire.

• ECONOMIE

- La politique antichômage du gouvernement crée-t-elle de véritables emplois ?
- Les investissements directs en Amérique Latine.

• ARTS, CULTURE

Livres, Expositions, Théâtre...

• ENTREPRISES

- Pernod-Ricard : de nouvelles diversifications.

• BOURSE

- Le portefeuille boursier "VF" de nouvelles opportunités.
- Flashs : Crédit National, Lafarge, Sodexho, IBM, United Technologies.
- Etudes : Darty, les mines d'or face à la hausse du dollar.

LE 1^{er} HEBDOMADAIRE D'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Chaque samedi, 11 F, chez votre marchand de journaux

EUROPE

Autriche

Les suites de l'affaire Reder

L'affaire Frischenschlager - du nom du ministre de la défense qui avait fait scandale, le 24 janvier, en allant accueillir personnellement le criminel de guerre Walter Reder à son arrivée en Autriche - continue d'agiter les milieux politiques. Tandis que certaines personnalités du Parti socialiste continuent de réclamer la démission du ministre, ce dernier fait également l'objet de critiques de l'aile droite de son propre parti, le Parti libéral, partenaire des socialistes au sein de la coalition gouvernementale.

Le ministre de la défense avait présenté ses « excuses » au peuple israélien, le dimanche 10 février, dans une interview accordée au journal israélien *Yedioth Aharonoth*. Le chef de file de la droite du Parti libéral, M. Jörg Haider, a sommé M. Frischenschlager de revenir sur ces déclarations. Devant les attaques dont il était lui-même l'objet de la part des socialistes, M. Haider a ensuite menacé de provoquer une scission du parti si son président, M. Norbert Steger, refusait de le soutenir. Une telle scission provoquerait une crise gouvernementale en privant la coalition de sa majorité. M. Norbert Steger a finalement assuré, mercredi 13 février, M. Jörg Haider de « la solidarité du parti tout entier ».

Le malaise provoqué par cette affaire est tel cependant que certains observateurs, à Vienne, n'excluent pas des élections anticipées à l'automne prochain.

TRIBUNE INTERNATIONALE

Les bons côtés d'un scandale

par DANNY LEDER (*)

La gaffe du ministre de la défense aura au moins eu le mérite de provoquer un scandale là où sans elle il n'y en aurait pas eu. Les partisans de la libération du criminel de guerre auraient très tranquillement fêté « le retour au pays » de Walter Reder, comme le fit le grand quotidien *Kronen Zeitung* (2 millions de lecteurs sur 7,5 millions d'Autrichiens).

Depuis plusieurs années des hommes politiques de toutes tendances, ainsi que des ecclésiastiques travaillant à la libération anticipée de Reder. En 1955 les autorités autrichiennes lui avaient dans cette perspective rendu la nationalité, qu'il avait théoriquement perdue lors de sa fuite comme nazi clandestin vers l'Allemagne en 1935. En Carinthie, un comité de soutien réunissant des militants des principaux partis politiques s'acharnait en sa faveur. Également soutenu du sort de l'ancien SS, le gouvernement régional de la Haute-Autriche (populiste) et la municipalité de la ville de Linz (socialiste) ont versé pendant une décennie des subsides aux avocats de Reder, se servant, pour la transmission d'un ancien dignitaire nazi, comme vantage de la révéler le magazine *Profil*. D'autres campagnes de soutien menées par différents comités en Autriche et en Allemagne auraient permis de rassembler des sommes considérables, à présent disponibles pour Reder.

Le geste du ministre de la défense a obligé tous ceux qui auraient préféré feindre ne pas remarquer le retour tapageur de Reder à se démarquer. Dès le premier jour, un vrai raz-de-marée réprobateur s'est élevé chez les dirigeants politiques, à quelques exceptions dont celle - remarquée - du ministre socialiste des affaires étrangères, M. Leopold Gratz, d'ailleurs candidat probable du PS pour les élections présidentielles. M. Gratz, qui avait été informé auparavant des intentions de M. Frischenschlager et avait donné son accord, a affirmé après coup qu'il « n'y trouvait rien à redire » puisque le ministre de la défense avait seulement veillé à ce que le transfert de Reder se déroule en bon ordre. Il est vrai que M. Gratz est un récidiviste en la matière. En 1975, il avait eu la délicatesse, comme le chancelier Kreisky, d'accuser Simon Wiesenthal, le chef du centre de documentation juif de Vienne, de s'adonner à une « vendetta » (Femé). M. Wiesenthal venait de publier des documents sur le passé dans les SS du principal dirigeant du parti libéral, Friedrich Peter, que Bruno Kreisky avait choisi comme partenaire privilégié pour une possible coalition gouvernementale.

En 1975, le parti socialiste s'était rangé unanimement et sans la moindre contestation derrière M. Kreisky. Cette fois, six membres socialistes du gouvernement ont menacé de démissionner, certains se déclarant prêts à une rupture immédiate avec le parti libéral.

Finalement, M. Frischenschlager, après une déclaration d'excuse, a été maintenu au gouvernement, sous la pression conjuguée de son parti et du chancelier Sinowatz. Les socialistes contestataires n'ont pas mis leur menace à exécution. Mais la bataille a bel et bien été gagnée par ceux qui refusent de voir dans le retour de Reder le simple « retour du dernier prisonnier de guerre autrichien ».

Une presse d'ordinaire peu encline à s'aventurer sur le terrain miné du passé nazi s'est livrée à une large autocritique. Les protestations ont fusé dans les rangs de l'armée, qui eût dû accueillir Reder dans une de ses casernes. « On nous a ainsi reproché des Waffen-SS et de la Wehrmacht allemande », a regretté le colonel Karl Semlitsch, commandant de régiment et chef d'une commission politique au sein de l'armée, ajoutant : « Présenter Walter Reder comme un chef de bataillon (major) autrichien est une infamie. »

Propos remarquables dans un pays où de nombreuses personnes ont toujours l'habitude d'employer à propos de la Wehrmacht un « nous » légèrement nostalgique et de commémorer la défaite du troisième Reich comme « notre » défaite.

(*) Correspondant à Paris du quotidien *Kurier*.

Pologne

Premières condamnations à des peines de longue durée depuis l'amnistie

Deux colporteurs de journaux clandestins, Stanislaw Kotowski et Andrzej Karpinski, ont été condamnés au début de février, à Varsovie, à des peines de deux ans et demi et un an et demi de prison, a annoncé dans sa dernière livraison l'*hebdomadaire* (clandestin) *Tygodnik Mowosze*, cité par l'A.F.P. Ces condamnations, qui n'ont pas été annoncées officiellement, sont apparemment les premières peines de longue durée infligées pour des motifs politiques depuis l'amnistie de juillet dernier.

Depuis cette date, les autorités s'étaient contentées de faire prononcer des condamnations à quelques mois de détention par des tribunaux

de simple police statuant selon une procédure accélérée. Certains dirigeants connus de Solidarité, comme M. Frazyniuk et M. Gwiazda, ont ainsi été sanctionnés pour avoir participé à des cérémonies commémoratives non officielles.

D'autre part, les sept personnalités interpellées mercredi 14 février au cours d'une réunion à Gdansk (le *Monde* daté du 16 février) restaient détenues trente-six heures après leur interpellation. Le porte-parole du gouvernement, M. Urban, a déclaré qu'elles étaient entendues par la police pour avoir « participé à une réunion illégale », sans donner aucune indication sur le sort qui leur serait réservé ultérieurement.

Turquie

Ankara rompt le silence sur la situation des Turcs de Bulgarie

De notre correspondant

Ankara. - Le gouvernement d'Ankara s'est décidé à rompre le silence qu'il avait maintenu jusqu'à présent, en dépit du tollé suscité dans l'opinion, sur le sort de l'importante minorité turque de Bulgarie. L'ambassadeur de Turquie à Sofia a été rappelé en consultation, a-t-on annoncé jeudi 14 février, et l'Assemblée nationale turque doit se réunir le mercredi 20 à huis clos pour un « débat général » consacré à la situation des Turcs de Bulgarie. Ces derniers, dont le nombre est estimé à environ huit cent mille personnes, sont soumis à une campagne d'assimilation qui semble s'être intensifiée. Selon des informations non confirmées, plusieurs dizaines, ou même plusieurs centaines de personnes, qui protestaient contre les tentatives de « bulgarisation » de leurs noms, auraient été tuées au cours des derniers mois lors de heurts avec la police et l'armée (le *Monde* des 19, 23 et 25 janvier).

Mercredi, s'adressant aux députés avant le vote qui devait décider du principe d'une réunion à huis clos de l'Assemblée, le ministre turc des affaires étrangères, M. Halefoglu, a indiqué que son gouvernement souhaitait résoudre le problème sans porter atteinte « aux relations d'amitié et de bon voisinage » avec la Bulgarie. Mais il a ajouté : « C'est un fait que les Turcs, en Bulgarie, rencontrent depuis des années de graves obstacles pour apprendre leur langue maternelle, maintenir leurs coutumes et traditions et remplir les exigences de leur croyance religieuse ».

Le ministre a aussi regretté que les autorités bulgares n'aient pas autorisé la presse à s'acquiescer de sa tâche d'information. Sofia ne délivre en effet plus de visas aux journalistes turcs (en dehors de brefs visas de simple transit). Trois journalistes turcs de tels visas qui avaient dévié de la route directe pour tenter de se rendre dans des régions habitées par des membres de la minorité turque ont été interpellés et expulsés, au début du mois de février.

Tout en démentant en son très mesuré à son discours, le ministre a tenu à lancer un avertissement indirect à Sofia : « Ceux qui observent notre attitude de sang-froid, pensent que le gouvernement turc n'accorde pas l'importance nécessaire à ce problème commémorant une grave erreur », a-t-il déclaré, ajoutant qu'Ankara était prêt à « aider Sofia à trouver une solution par la voie du dialogue ».

De quelle aide peut-il s'agir ? Le gouvernement turc, a indiqué M. Halefoglu, envisage de conclure avec Sofia un nouvel accord de rapatriement des Turcs, au titre de la réunification des familles. Cent trente mille Turcs avaient été rapatriés entre 1950 et 1951, puis environ cent cinquante mille entre 1969 et 1979, en vertu d'accords bilatéraux. Depuis cette date, l'émigration a cessé, en dehors de certains cas individuels.

De leur côté, les autorités bulgares, après avoir abondamment accusé la presse turque de répandre « des fausses nouvelles », ont cependant jugé utile d'adresser un « message » à Ankara, par l'intermédiaire du secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, qui, au cours d'une

tourée dans les Balkans, s'est rendu successivement en Roumanie, en Bulgarie et en Turquie. Ce message fait état de « l'importance que Sofia accorde aux relations avec la Turquie ». Sir Geoffrey lui-même, au cours d'une conférence de presse donnée mercredi à Ankara, a remarqué que les pays signataires de l'Acte final d'Helsinki (et donc la Bulgarie) devaient s'ouvrir aux observateurs étrangers, notamment aux journalistes.

Une intervention tardive

Reste à savoir pourquoi le gouvernement turc a tant tardé à intervenir publiquement dans cette affaire. On peut avancer diverses explications, par exemple le fait que chaque année des milliers d'ouvriers turcs travaillent en Europe de l'Ouest transitant par la Bulgarie. Mais la presse turque souligne qu'Ankara aurait la possibilité de faire transférer ses compatriotes par la Grèce, ou bien de créer des difficultés aux camions bulgares qui traversent l'Anatolie.

Certains observateurs font état de considérations politiques. Ankara a des préoccupations sur ses frontières du sud-est, surtout à la suite de la guerre prolongée entre ses voisins, l'Irak et l'Iran, et des menaces des séparatistes. De même, les relations de la Turquie avec l'Europe demeurent toujours froides, en raison de la lenteur de la transition vers la démocratie complète. Enfin, le conflit avec Adabass, à propos de l'espace aérien sur la mer Égée et Chypre, demeure. Dans ces conditions, Ankara ne souhaite peut-être pas avoir une source de soucis supplémentaires.

ARTUR UNSAL.

URSS

LE GENDRE DE BREJNEV A PERDU SON POSTE DE PREMIER VICE-MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

M. Ionni Tchourbanov, gendre de Brejnev, a été relevé, en décembre dernier, de ses fonctions de premier vice-ministre de l'Intérieur. A-t-on appris à Moscou de source officielle jeudi 14 février, il a été remplacé par M. Vassili Trouchine, qui exerçait jusqu'à la fin des fonctions de responsable de la sécurité pour la ville de Moscou. Un porte-parole du ministère de l'Intérieur a indiqué que M. Tchourbanov occupait maintenant « un poste de responsabilité » qu'il n'a pas voulu préciser.

[Né en 1936, M. Tchourbanov avait fait une longue carrière dans l'appareil des jeunesses communistes (Komsomol) avant de rentrer dans l'appareil du ministère de l'Intérieur (MVD) en 1970 et d'épouser la fille de Brejnev, Galina. Après avoir longtemps travaillé à la direction politique du ministère, il était devenu vice-ministre de l'Intérieur en 1977, puis premier vice-ministre en février 1980. Deux ans plus tard, et peu avant la mort de Brejnev, une série de scandales éclaboussant des proches du secrétaire général du parti, et notamment de sa fille Galina, avaient éclaté, entraînant le suicide d'un vice-président du KGB et le limogement, en décembre 1982, du ministre de l'Intérieur Chicholov (celui-ci est mort en décembre dernier, apparemment à la suite de son procès pour corruption). D'autre part, en 1983, la direction politique du ministère de l'Intérieur avait fait l'objet d'une réforme en profondeur.]

Rappelons qu'un fils de Brejnev, Iouri, est premier vice-ministre du commerce extérieur.

ASIE

Cambodge

Les Vietnamiens ont pris le quartier général des Khmers rouges

(Suite de la première page.)

Mais le résultat le plus tangible de l'offensive vietnamienne est de priver la résistance khmère des facilités d'approvisionnement en armes et munitions que lui procuraient ses bases le long de la frontière thaïlandaise. Malgré les démentis de Bangkok, la plupart des armements livrés par Pékin aux Khmers rouges - de trente-cinq mille à quarante mille combattants demeurés sous le commandement de M. Pol Pot - transitent par la zone de Phnom-Malei, un massif montagneux au pied duquel se trouve le village de Phum-Thmey. Si les troupes de Hanot parvenaient à se maintenir durablement dans le secteur, les fournitures d'armements des Khmers rouges seraient contraintes de mettre en place de nouvelles voies d'approvisionnement.

Par le passé, les Khmers rouges étaient parvenus, à deux reprises, à repousser des attaques vietnamiennes contre leur quartier général. Face à l'ampleur sans précédent de l'actuelle offensive vietnamienne, ils ont sans doute choisi de rompre le combat afin de revenir à une guérilla qui leur conviendrait mieux et face à laquelle les Vietnamiens devraient être vulnérables.

Les deux autres ailes de la résistance khmère - les troupes du prince Sihanouk et celles de M. Son Sann - auront, en revanche, plus de mal à se recycler dans la guérilla, à laquelle elles sont beaucoup moins rompu. Toutes les bases du FNLPK - le Front de M. Son Sann - sont occupées par les Vietnamiens depuis le début de l'année. La seule présence non communiste sur la frontière thaïlandaise demeure, désormais, le petit camp sihanoukiste de Tatum, dans le nord du Cambodge, jusqu'à présent épargné par l'offensive vietnamienne. Les proches de l'ancien chef d'Etat cambodgien affirment, cependant, que l'armée sihanoukiste, évaluée à 6 000 hommes, parvient à opérer plus profondément à l'intérieur du Cambodge, ce que Phnom-Penh semble confirmer implicitement en faisant état, depuis quelques semaines, de l'existence du mouvement sihanoukiste et en lui attribuant quelques raids à l'intérieur du pays.

Une certaine prudence de la Chine

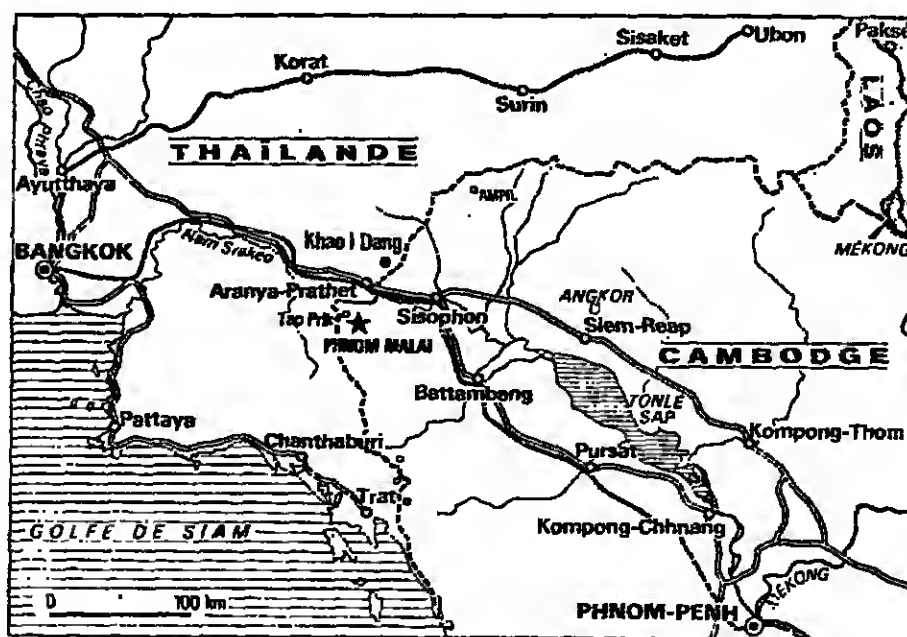
A la suite du succès militaire vietnamien, à Phnom-Malei, l'attention se reporte sur l'attitude de la Chine, qui a fait preuve, jusqu'ici, d'une certaine prudence. Vendredi, un porte-parole du ministère chinois des

affaires étrangères s'est contenté de préciser la menace d'une opération d'envoie contre le Vietnam, en déclarant que « les forces chinoises donneront une leçon méritée, quand ce sera nécessaire, aux provocateurs et aux envahisseurs vietnamiens, afin de sauvegarder la sécurité ».

Khmers rouges et que les Chinois auraient livré, ces derniers mois, d'importantes quantités d'armes à leurs protégés cambodgiens afin de renforcer leur implantation dans la chaîne des Cardamomes, dans le sud-est du Cambodge, et de faire face à une interruption prolongée de leurs

approvisionnements en armes et en matériel. La réaction de Pékin, dans les jours qui viennent, donnera la mesure du prix que les Vietnamiens devront payer pour avoir porté des coups sérieux à la résistance cambodgienne.

JEAN-CLAUDE POMONTI.



« Le gouvernement français ne tient pas ses promesses » déclare le premier ministre du gouvernement de Phnom-Penh

« Le gouvernement français semble dédaigner les relations avec nous, il semble plutôt encourager les relations avec Sihanouk », déclare le premier ministre du gouvernement de Phnom-Penh, M. Hun Sen, dans une interview accordée à M. Pierre Max, secrétaire général du mouvement Entraide tiers-monde, que ce dernier a communiqué à l'A.F.P.

M. Hun Sen reproche en particulier à M. Régis Debray, chargé de mission à l'Élysée, de parler « d'une façon irrévérencieuse, semblant nous forcer à accepter des professeurs de langue française et un centre culturel français sans contrepartie ».

« Cependant, ajoute-t-il, le gouvernement français, de son côté, m'avait promis que nous aurions l'autorisation d'installer à Paris un bureau d'information. Or le document qui devait nous parvenir il y a deux semaines n'est pas encore arrivé au bout de deux mois. Le gouvernement français ne tient pas ses promesses. Les dirigeants français ne sont pas réalistes. »

« Nous regrettons beaucoup le départ de M. Claude Cheysson [ancien ministre des relations extérieures], poursuit M. Hun Sen. Je ne l'ai rencontré qu'une seule fois, mais je peux dire que son analyse à lui est bonne. (...) Au contraire, il semble que M. Roland Dumas [successeur de M. Cheysson] et M. Régis Debray comprennent mieux Sihanouk que le problème du Kampuchée. »

Interrogé sur la situation à l'intérieur de son pays, M. Hun Sen déclare notamment : « A l'intérieur, nous sommes maintenant en position de force. Depuis ma visite en Suède et en France, il y a eu l'affirmative khmère-vietnamienne. Nos ennemis ont subi des revers. (...) En revanche, nous avons de graves difficultés sur le plan économique. Nous n'avons pu réaliser que 80 % de notre plan, il manque 597 000 tonnes de riz. »

une contri

Le conseil d'administration de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) s'est réuni, le 15 février, à Vienne, pour discuter de la menace de la guerre nucléaire. Le conseil a été présidé par le Japonais, après celui des États-Unis (le 15 février) et de la France (le 16 février). Les membres de l'OSCE, qui sont parvenus à un accord sur la nécessité de maintenir le courant de l'Europe de la sécurité, ont décidé de se réunir à nouveau à Vienne, le 20 février, pour discuter de la menace de la guerre nucléaire. Le conseil a également décidé de se réunir à nouveau à Vienne, le 20 février, pour discuter de la menace de la guerre nucléaire.

le président Reagan le 8 mai 1945

De no... Le président Reagan a annoncé, le 8 mai 1945, qu'il se rendrait à Berlin pour participer à la conférence de paix. Cette annonce a été faite lors d'un discours prononcé à la télévision. Le président a déclaré qu'il était honoré de représenter les États-Unis à cette importante occasion. Il a également souligné l'importance de la coopération internationale pour assurer la paix et la stabilité dans le monde.

Ce changement de programme a été annoncé par le porte-parole du président, qui a déclaré que le président Reagan avait décidé de reporter sa visite à Berlin jusqu'à une date ultérieure. Cette décision a été prise en raison de la nécessité de se concentrer sur les affaires internes des États-Unis.

Le président Reagan a également annoncé qu'il se rendrait à New York pour participer à la conférence de la Commission économique pour l'Europe. Cette conférence est l'une des plus importantes réunions internationales de la région.

Le président Reagan a également annoncé qu'il se rendrait à Washington pour participer à la conférence de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Cette conférence est l'une des plus importantes réunions internationales de la région.

Le président Reagan a également annoncé qu'il se rendrait à Los Angeles pour participer à la conférence de la Commission économique pour l'Asie et le Pacifique. Cette conférence est l'une des plus importantes réunions internationales de la région.

Le président Reagan a également annoncé qu'il se rendrait à San Francisco pour participer à la conférence de la Commission économique pour l'Europe du Sud-Est. Cette conférence est l'une des plus importantes réunions internationales de la région.

Le président Reagan a également annoncé qu'il se rendrait à Mexico pour participer à la conférence de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Cette conférence est l'une des plus importantes réunions internationales de la région.

Le président Reagan a également annoncé qu'il se rendrait à Lima pour participer à la conférence de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Cette conférence est l'une des plus importantes réunions internationales de la région.

Le président Reagan a également annoncé qu'il se rendrait à Bogota pour participer à la conférence de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Cette conférence est l'une des plus importantes réunions internationales de la région.

Le président Reagan a également annoncé qu'il se rendrait à Caracas pour participer à la conférence de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Cette conférence est l'une des plus importantes réunions internationales de la région.

Le président Reagan a également annoncé qu'il se rendrait à La Havane pour participer à la conférence de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Cette conférence est l'une des plus importantes réunions internationales de la région.

Le président Reagan a également annoncé qu'il se rendrait à Santiago pour participer à la conférence de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Cette conférence est l'une des plus importantes réunions internationales de la région.

Le président Reagan a également annoncé qu'il se rendrait à Montevideo pour participer à la conférence de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Cette conférence est l'une des plus importantes réunions internationales de la région.

Le président Reagan a également annoncé qu'il se rendrait à Lima pour participer à la conférence de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Cette conférence est l'une des plus importantes réunions internationales de la région.

Le président Reagan a également annoncé qu'il se rendrait à Bogota pour participer à la conférence de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Cette conférence est l'une des plus importantes réunions internationales de la région.

Le président Reagan a également annoncé qu'il se rendrait à Caracas pour participer à la conférence de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Cette conférence est l'une des plus importantes réunions internationales de la région.

Le président Reagan a également annoncé qu'il se rendrait à La Havane pour participer à la conférence de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Cette conférence est l'une des plus importantes réunions internationales de la région.

Le président Reagan a également annoncé qu'il se rendrait à Santiago pour participer à la conférence de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Cette conférence est l'une des plus importantes réunions internationales de la région.

Le président Reagan a également annoncé qu'il se rendrait à Montevideo pour participer à la conférence de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Cette conférence est l'une des plus importantes réunions internationales de la région.

سكرا من الامم

DIPLOMATIE

Tout essai d'arme spatiale américaine mettra fin « définitivement » à la négociation entre Washington et Moscou déclare un diplomate soviétique

Nations unies (Genève) (AFP). - L'URSS cessera de discuter avec les Américains si ces derniers s'obstinent à développer jusqu'aux essais leur projet connu sous le nom de « guerre des étoiles », a déclaré, jeudi 14 février à Genève, M. Victor Israelyan, le représentant soviétique à la conférence de l'ONU sur le désarmement.

M. Israelyan a clairement affirmé devant la presse que les premiers essais relatifs à ce projet seraient « sauter immédiatement et définitivement » la négociation américano-soviétique qui doit s'ouvrir le 12 mars prochain à Genève. Prié de préciser à quel moment les Soviétiques estimeront que la négociation n'a plus de sens, il a répondu : « Au moment des essais ».

Par ailleurs, un porte-parole du Pentagone a réaffirmé jeudi que Washington se refusait à une participation des pays d'Europe de l'Ouest à l'effort technologique impliqué par l'initiative de défense

stratégique de M. Reagan, mais que le gouvernement américain n'en est encore qu'à la phase de définition de ses positions sur ce point. « Nous en discuterons plus en détail dans les prochains mois », a déclaré le porte-parole.

D'autre part, l'URSS a déposé jeudi 14 février un nouveau projet d'accord à la conférence sur les réductions équilibrées des forces conventionnelles en Europe (MBFR) qui se poursuit à Vienne depuis 1973. Selon cette proposition, les forces terrestres soviétiques et américaines en Europe seraient réduites dans le délai d'un an de 20 000 et 13 000 hommes respectivement. A l'issue de ces réductions, les autres pays parties à l'accord s'engageraient à ne pas augmenter leurs forces pendant toute la durée de l'accord à conclure, à savoir trois ans. La vérification du retrait américain et soviétique serait assurée par l'échange

de listes, mais aussi par l'installation de « trois ou quatre » postes d'observation de chaque côté. Parallèlement, les négociations seraient reprises pour plafonner toutes les forces des deux alliances à un effectif de 900 000 hommes de chaque côté, dont 700 000 membres des forces terrestres.

Ces propositions ne semblent pas s'écarter sensiblement de celles que le pacte de Varsovie avait déposées le 18 février 1982, et confirmées en 1983. Il était déjà alors question du retrait de 13 000 soldats américains et de 20 000 soviétiques, du gel des autres forces et d'une négociation pour un plafond de 900 000 hommes. Les Occidentaux demandent, pour leur part, le retrait de 30 000 soviétiques et surtout un accord préalable sur l'inventaire des forces présentes aujourd'hui dans chaque camp : leurs estimations diffèrent en effet sensiblement de celles des Soviétiques et de leurs alliés.

APRÈS LA FRANCE L'URSS décide de verser une contribution exceptionnelle à l'UNESCO

Les travaux du conseil exécutif de l'UNESCO, qui se poursuivent au siège parisien de l'Organisation jusqu'au samedi 16 février, sont dominés par la menace de nouveaux retraits, après celui des Etats-Unis. L'annonce faite par le Japon (le 15 février) de son intention de « reconsidérer ses relations avec l'UNESCO » si des réformes « draconiennes » ne sont pas réalisées dans le courant de l'année est prise très au sérieux par de nombreux délégués. Ce pays est, en effet, désormais, le deuxième « contributeur » budgétaire : avec une cotisation dépassant légèrement 10 % du total des ressources de l'Organisation, il n'est devancé que par l'Union soviétique (12,41 %). Et il représente presque le double de pays comme la Grande-Bretagne ou l'Allemagne fédérale, qui ont, elles aussi, la première plus catégoriquement, la seconde, lancé un avertissement à la direction actuelle (la Chine, elle, a clairement laissé entendre qu'elle souhaitait le retour des Etats-Unis).

Certains Etats, il est vrai, ont au contraire annoncé qu'ils allaient verser une contribution supplémentaire exceptionnelle à l'UNESCO. C'est en particulier le cas de la France (le Monde du 15 février), et de l'URSS, qui feraient don de 2 millions de dollars chacune (environ 20 millions de francs). Cuba, mais aussi le Venezuela, le Mexique,

Le président Reagan a renoncé à commémorer le 8 mai 1945 en République fédérale

De notre correspondant

Bonn. - Le président Reagan a renoncé à se trouver en Allemagne fédérale le 8 mai prochain, jour anniversaire de la capitulation allemande. La visite officielle qu'il doit effectuer en République fédérale après le sommet des pays industrialisés (du 2 mai au 4 mai, à Bonn) n'a été raccourcie de deux jours et programmée pour les 5 et 6 mai seulement. Une déclaration publiée jeudi 4 février par le ministère des affaires étrangères ouest-allemand explique que le président américain doit partir le 8 mai à Strasbourg devant le Parlement européen et rentrer plus tôt que prévu aux Etats-Unis. Aucune précision officielle n'a été fournie sur le programme du 7 mai. Selon le quotidien Die Welt, M. Reagan se rendrait ce jour-là à Madrid.

Ce changement de programme a suscité un certain embarras en RFA. Un haut responsable du gouvernement avait confirmé jeudi dernier, devant l'Association de la presse étrangère, que le président américain passerait la matinée du 8 mai à Bonn, et s'était félicité au passage de cette preuve d'attachement à la République fédérale.

Il semble que les dirigeants ouest-allemands se soient en fait un peu trop précipités pour annoncer une visite officielle dont le détail n'avait pas encore été fixé. Or personne ne savait très bien quel caractère donner à la présence de M. Ronald Reagan en RFA, le 8 mai. Il n'a jamais été question, semble-t-il, de l'associer aux cérémonies strictement allemandes : réunion solennelle au Parlement et service commémoratif à la cathédrale de Cologne. La Maison Blanche avait renoncé de son côté, il y a plusieurs semaines, à une visite au camp de concentration de Dachau. « L'après-midi de cette fois, dans le monde entier, la commémoration de la fin de la deuxième guerre mondiale ne sera pas une fête de la victoire, mais que nous célébrerons le jour où la démocratie et la liberté ont commencé, le jour de l'entente retrouvée entre les ennemis d'acier », avait déclaré fin janvier M. Ronald Reagan. Le risque était grand, dans ces conditions, de déclencher avec l'Union soviétique une surenchère que tout le monde en Europe de l'Ouest semblait vouloir éviter. Aucune formule satisfaisante n'a pu apparemment être trouvée.

HENRI DE BRESSON.

La situation des droits de l'homme s'est améliorée dans plusieurs pays alliés de Washington estime le département d'Etat

Washington (AFP). - Le gouvernement américain estime que la situation des droits de l'homme s'est améliorée en 1984 dans de nombreux pays alliés des Etats-Unis et souvent critiqués à cet égard, tel que la Turquie, la Corée du Sud, les Philippines et le Salvador. Ce jugement est porté par le département d'Etat dans son volumineux rapport annuel sur la situation des droits de l'homme dans le monde, diffusé le mercredi 13 février.

Outre les dénonciations habituelles de la situation dans les pays communistes - en Union soviétique, la « persécution » des dissidents s'est accrue en 1984, dit le rapport, - le document souligne les « progrès » accomplis dans de nombreux pays alliés de Washington et souvent dénoncés dans le passé pour leur peu de respect des droits de l'homme.

Ainsi, en Asie, le document - rédigé avant le retour à Séoul du principal opposant, M. Kim Dae Jung - relève que le gouvernement de Corée du Sud a pris en 1984 « des mesures positives, significatives, dans le domaine des droits de l'homme ». Le rapport cite plusieurs amnisties d'étudiants contestataires, ainsi que le départ de la police des campus universitaires. De même, en ce qui concerne les Philippines, le département d'Etat souligne le sérieux de l'enquête judiciaire sur l'assassinat du chef de l'opposition Benigno Aquino. Il affirme aussi que les élections législatives de mai 1984 ont été considérées « par de nombreux Philippines comme un relatif succès » quant à la liberté de la campagne.

Pour ce qui est de l'Amérique du Sud, le rapport se félicite de la démocratisation d'un nombre croissant de pays et cite notamment le cas de l'Argentine. Toutefois, au sujet du Chili, où le général Pinochet a instauré le 6 novembre dernier l'état de siège, le rapport révèle de « nombreuses violations des droits de l'homme » et estime que la torture, notamment la centrale nationale de renseignements (CNI, police politique), « est apparemment permise par le gouvernement ». La Constitution chilienne de 1980 interdit l'usage de la torture, mais il n'y a pas de preuves spécifiques d'actions du gouvernement pour l'empêcher, ajoute le texte.

En Amérique centrale, le département d'Etat dénonce la situation au Nicaragua et mentionne les « progrès substantiels » accomplis au Salvador vers la démocratisation avec l'élection du président démocrate-chrétien, M. Napoleon Duarte. Les opérations des « escadrons de la mort » (groupes clandestins d'extrême droite) ont très sensiblement diminué, selon le rapport, qui indique cependant que les « droits de l'homme restent un problème fondamental au Salvador ».

Au Nicaragua, le département d'Etat dénonce l'emprise croissante du parti au pouvoir, le Front sandiniste de libération nationale (FLSN), sur l'ensemble de la société. Le pouvoir « utilise l'intimidation et restreint les droits de l'homme les plus élémentaires » afin de consolider son assise, affirme le texte. Le rapport affirme que l'opposition n'a pu se faire entendre lors de la campagne pour les élections présidentielles et législatives du 4 novembre 1984. « Les forces gouvernementales ont torturé et exécuté des personnes suspectes d'avoir aidé les « contras » (guérilleros antisandinistes), dit encore le document.

Concernant un autre allié important des Etats-Unis, la Turquie, le rapport note « Un bilan irrégulier, mais en progrès significatif » pour l'année 1984. « Le développement le plus significatif à cet égard », pour-

PROCHE-ORIENT AU LIBAN DU SUD

« Bousculades » entre soldats français de la FINUL et militaires israéliens au cours d'une opération de « ratissage »

Jérusalem (AFP, UPI). - Onze membres d'un commando qui tentait de s'infiltrer jeudi matin 14 février dans les lignes israéliennes près de la rivière Awali, au Liban du Sud, ont été tués et neuf autres faits prisonniers par l'armée israélienne : aucun soldat israélien n'a été blessé durant cet accrochage, indique-t-on de source militaire israélienne. Les membres du commando - que l'on suppose être des Palestiniens proyéménites - transportaient de nombreuses armes automatiques et des munitions.

D'autre part, des « bousculades » entre militaires israéliens et soldats du contingent français de la FINUL (Force intermédiaire des Nations unies au Liban) se sont produites jeudi après-midi au Liban du Sud, dans le village de Bourj-Rahal, près de Tyr, a indiqué le porte-parole de la FINUL.

Ces incidents se sont produits pendant une opération de « ratissage » menée par les forces israéliennes, au cours de laquelle une soixantaine de villageois ont été arrêtés dans cette localité chitite de deux mille trois cents habitants. Un villageois avait été tué jeudi matin dans le village de plusieurs balles dans la tête dans des circonstances non encore élucidées.

Une dizaine de soldats français de la FINUL ont tenté de s'interposer au moment où les militaires israéliens tentaient de détruire une maison du village à l'aide d'un bulldozer. Trente soldats français sont ensuite arrivés en renfort. « Le ton a monté et des bousculades se sont produites », a précisé M. Tumor Goksel, porte-parole de la FINUL, en ajoutant que les militaires israéliens avaient finalement détruit la maison visée. M. Goksel n'a pas exclu le dépôt d'une plainte de la FINUL auprès des autorités israéliennes à la suite de cet incident.

L'opération menée à Bourj-Rahal est la deuxième de ce type lancée en moins de trois jours par l'armée israélienne contre un village chitite du secteur de Tyr. Mardi, des soldats israéliens avaient investi Touna, où deux habitations avaient été détruites et un habitant tué.

Yémen du Sud Le chef de l'Etat abandonne la direction du gouvernement

Le chef de l'Etat sud-yéménite, M. Ali Nasser Mohammed, a démissionné de la présidence du conseil des ministres et confié ce poste à M. Haider Abou Bakr El-Attas, ancien ministre de la construction. La décision du chef de l'Etat intervient trois jours après la nomination de l'ancien président sud-yéménite Abdelfatah Ismail comme secrétaire de la direction générale du comité central du Parti socialiste yéménite (PSY), au pouvoir à Aden.

Voici la composition du nouveau gouvernement :

Vice-premier ministre, M. Ali Abdou Azrak Badid (*) ; vice-premier ministre, ministre des pêches, M. Yassine Said Noman ; défense, colonel Saleh Mousleh Kassem (*) ; affaires étrangères, M. Abdou El Dali (*) ; travail et fonction publique, M. Nasser Nasser Ali (*) ; affaires régionales, M. Ali Salem El Bidh ; finances, M. Mahmoud Said Madhi ; culture et tourisme, M. Rachid Mohamed Sabit (*) ; éducation, M. Hassan Ahmed El Salami (*) ; santé, M. Abdallah Ahmed Bakir (*) ; intérieur, colonel Mohamed Abdallah El Botani (*) ; affaires gouvernementales, M. Abdallah Ahmed Chaum (*) ; agriculture et réforme agraire, M. Mohamed Soliman Nasser (*) ; justice et biens religieux, M. Khaled Fadel Mansour (*) ; commerce et approvisionnement, M. Ahmed Abdallah El Fadhi (*) ; plan, M. Faraj Ghazal (*) ; M. Mohamed Said Abdallah Mohsen (*) ; industrie, M. Abdallah Mohamed Aziz ; communications, M. Saleh Abdoukor ; information, M. Mohamed Abdoukor ; construction, M. Fadel Mohsen Abdallah ; énergie et minerais, M. Abdoukader Bagammal ; ministres d'Etat, sports, M. Ahmed Mubamed El Katabi ; affaires judiciaires, M. Mahmoud Abdallah Ochaich. (AFP, Reuters.)

(*) Sans changement.

CHRISTOPHER HUDSON

LA DECHIRURE

(THE KILLING FIELDS)

CAMBODGE 1973-1979

Un extraordinaire document sur l'un des épisodes les plus tragiques de l'histoire contemporaine. Ce livre est tiré du texte publié en 1980 dans le New York Times Magazine, texte qui donna lieu au film réalisé par Roland Joffé, salué comme un chef-d'œuvre par la presse unanime.

"le complément essentiel d'un film inoubliable." LE FIGARO

Presse de la Cité

LOCATION

NOUVEAU

COMPTES PERMANENTS

Club 365

M. Jacques DURAND

12/87 911 2 068 50

PARTIE EN VACANCES

PAIEZ PLUS TARD

TIGNES

VAL D'ISERE

VALFREJUS

LA BAULE

HYERES

SITROFEZ

PROMOTION

1 SEMAINE

VALFREJUS 755F

prix unitaire

pour 4 pers. en studio

du 2 au 23 mars - 13 avril au 4 mai 85

(Hébergement + nourriture m.c. 6 pers.)

LOCATION

Club 365

14, rue de la Tour - 75116 Paris

11 403 21 30

Bon pour une documentation sur la location VALFREJUS et le compte permanent Club 365

Nom

Adresse

Club 365 46, rue de la Tour-75116 Paris

Lisez

LE MONDE

diplomatique

politique

L'accord RPR-UDF pour les élections cantonales

Le RPR et l'UDF ont annoncé jeudi 14 février que sur 1858 cantons renouvelables, 1211 font l'objet d'une candidature unique. Pour les autres cantons dans lesquels se dérouleront des primaires, les deux principaux partis d'opposition ont signé un « code de bonne conduite ». RPR et UDF s'engagent « à ne se livrer à aucune polémique (...) à se désister automatiquement en faveur du candidat de l'op-

position républicaine arrivé en tête au premier tour [et] à participer activement à la campagne du candidat de l'opposition au deuxième tour ».

Dans le département du Bas-Rhin, les candidatures uniques seront nombreuses. Dans le Territoire de Belfort, en revanche, le RPR et l'UDF ont préféré des primaires pour « ratifier plus large ».

Un appel à sanctionner la politique de la gauche

Au terme de la réunion de leur comité de liaison, jeudi 14 février, le RPR et l'UDF ont publié la déclaration suivante à propos des élections cantonales des 10 et 17 mars :

« Les Français et les Français ont d'abord à choisir des administrateurs chargés d'assurer la gestion de leur département, collectivité locale dont le rôle est essentiel pour leur vie quotidienne. Mais il s'agit aussi pour les citoyens, à un an des élections législatives, de s'exprimer dans une consultation d'importance nationale sur la politique du gouvernement socialiste. Le pouvoir s'efforce, par une campagne de propagande, de dresser un bilan trompeur de quatre ans de gouvernement. Les Français, confrontés à leurs difficultés quotidiennes, savent que leur niveau de vie a baissé, que leur emploi est menacé et que leur sécurité est moins bien assurée.

« L'UDF et le RPR, comme ils l'ont fait à chaque élection depuis quatre ans, vont unis à la bataille. D'accord sur ces objectifs, d'accord pour gouverner ensemble demain, ils ont décidé de confirmer, à l'occa-

sion de ces élections cantonales, leur stratégie d'union. A cet effet, l'UDF et le RPR présentent, dans le plus grand nombre de cantons, des candidats uniques de l'opposition, ceci notamment lorsque le conseiller général de l'opposition est renouvelable. Pour l'UDF et le RPR l'union est une réalité : sur 1858 cantons métropolitains renouvelables, 1211 font l'objet d'une candidature unique, soit les deux tiers. Dans les autres cantons, des primaires sont organisées d'un commun accord. Dans ce cas l'UDF et le RPR s'engagent :

« A ne se livrer à aucune polémique entre formations de l'opposition ;

« A se désister automatiquement en faveur du candidat de l'opposition républicaine arrivé en tête au premier tour ;

« A participer activement à la campagne du candidat de l'opposition au deuxième tour. »

● Division de l'opposition à Metz - M. Jean-Marie Rauch (UDF), sénateur de Metz, maire de Metz a retiré ses délégations à l'un de ses adjoints, M. Jacques Baillet (div. droite) pour avoir présenté sa candidature dans le canton de Metz-I, face à un autre adjoint, M. Pierre Ferrari, soutenu par l'UDF et le CDS. Pour M. Rauch,

la candidature de M. Baillet « ne peut servir que la gauche ». Pour M. Baillet, la réaction du maire de Metz est une « réaction de peur » car « il se rend compte que son candidat peserait mal au sein de la population du canton ». Dans ce canton où le sortant, M. Daniel Delzer (PS) se représente, est également candidat, M. Roger Noll (RPR).

DANS LE BAS-RHIN

Le mariage de raison de la Majorité alsacienne

De notre correspondant

Strasbourg. - Deux questions dominent jusqu'au début de ce mois la pré-campagne des cantonales dans le Bas-Rhin : l'équilibre favorable à l'UDF allié-basculer au profit du RPR ? Et surtout, la gauche s'arrêtera-t-elle, après le scrutin, qu'un seul représentant au conseil général ?

Le premier point semble réglé : UDF et RPR sont tombés d'accord sur des candidats communs dans vingt et un des vingt-deux cantons renouvelables. Une seule « primaire » subsiste, dans le canton de Schirmeck. Les sortants - ou un dauphin de même étiquette - seront partout soutenus par les deux formations, représentées souvent ici sous l'étiquette « Majorité alsacienne ».

Ce mariage de raison a été long à nouer : le RPR, remis d'une querelle interne longue de plusieurs années, espérait un réajustement entre les deux composantes de l'opposition. Seuls sept élus RPR sont renouvelables, alors que l'UDF en expose dix. Surtout, le RPR aurait préféré aller seul au combat contre deux élus socialistes à Strasbourg, MM. Raymond Gruber et Jean Oehler.

Cette proposition, finalement écartée, a franchement indisposé l'UDF. Les deux courants départementaux fin janvier, l'un de ses principaux élus, M. Marcel Rudloff (UDF-CDS), président du conseil régional, sénateur et maire de Strasbourg, avait fermement répondu : « Vous soumettez le pouvoir régional, local, départemental à l'arbitrage d'un autre parti ? ». C'est alors qu'il a été dit que si les deux courants s'entendent, ils suivent nos idées, s'ils suivent les hommes qui les incarnent. Des propos qui n'ont pas facilité les négociations.

L'UDF, majoritaire dans l'assemblée départementale, l'est aussi au scrutin dans l'assemblée départementale. Même si le PS espère beaucoup du canton Strasbourg-2 où le porte-parole de ses élus strasbourgeois, M. Jean-Jacques Geill, affrontera le sortant UDF-CDS, M. Gilbert Jost - et où une montée de l'extrême droite pourrait modifier l'équilibre de 1979 : 47,5 % pour M. Geill, 52,5 % pour M. Jost.

Deux inconnues enfin vont peser sur le scrutin : les écologistes, dont les scores sont traditionnellement acquis d'avance au PS ; et l'extrême droite, partagée ici entre le mouvement Alsace-renouveau, plus urbain, le PFN, et le Front national, présent dans les vingt-deux cantons renouvelables.

JACQUES FORTIER

TERRITOIRE DE BELFORT

Des primaires à droite pour « ratifier large »

De notre correspondant

Belfort. - Dès la mi-octobre, le PS a lancé la campagne des cantonales. Une campagne essentiellement axée sur la mise en valeur des réalisations départementales et destinée à montrer aux électeurs les enjeux locaux du scrutin de mars. Le PS n'a-t-il pas s'engager dans un débat de politique générale, quand bien même les instances nationales le souhaiteraient. Il a reçu le soutien de la ville de Belfort : un numéro complet de la revue municipale a été consacré au département. M. Chevènement y soulignait « l'interdépendance ville-département ».

L'ambition essentielle du PS est de faire valoir la majorité au conseil général (11) pour que le PS doive l'emporter dans quatre des huit cantons soumis à élection. Six ont pour élu sortant un socialiste, le septième est un fief de l'UDF, le huitième vient d'être créé.

Le PS ne compte pas l'emporter dans le canton Belfort-Est, qui a pour élu le docteur Jacques Bichet (PRI). Il est sans illusion dans celui de Belfort-centre : le sortant, le docteur Lucien Couquero, député socialiste, ne se représente pas. En revanche, le nouveau canton d'Offemont devrait lui revenir sans difficulté.

Pour sa part l'opposition est convaincue qu'elle va bénéficier d'une véritable lame de fond. Elle a décidé de recourir à des primaires en raison de la concurrence du Front national qui aux européennes a réussi un de ses meilleurs scores ici et devant l'impossibilité de faire entendre raison aux très nombreux candidats à la candidature.

Officiellement désireux de « ratifier large », UDF et RPR ont convenus de s'affronter dans chacun des cantons à l'exception de ceux de Belfort-Ouest, Belfort-Est et Offemont. Dans le premier de ces cantons, il s'agit de concentrer le tir sur le président du conseil général, M. Christian Prost (PS) et d'écarter que le candidat du Front national ne fasse le meilleur score de l'opposition. Dans le second il s'agit de laisser le champ libre à M. Bichet, seul élu sortant de l'opposition. Toutefois, on prête à M. Bernard Betschewinger, président départemental du RPR, suspendu pour un an du mouvement gaulliste, l'intention de faire acte de candidature contre le docteur Bichet. Ce qui ne serait pas sans déplaire au PS.

Enfin, le nouveau canton, qui semble acquis d'avance au PS, n'a pas suscité de vocation... Le Front national devrait être présent dans la moitié des cantons, mais il se heurte à la difficulté de propulser sur l'avant-scène des militants. Tactiquement, le PS souhaite un bon score du Front national pour jouer au second tour de l'affaire repoussée.

Non représenté au conseil général, le Parti communiste a attendu le début février pour présenter ses candidats. Aucun d'entre eux ne défend de mandat électoral. Le PC annonce une campagne très offensive.

PATRICE MALINA

(1) Le conseil général est composé de 10 PS, 1 UDF-PR, 2 RPR, 1 Div. d.

Propos et débats

M. Lecanuet : le PCF procureur

M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, écrit dans l'organe du CDS Démocratie moderne : « L'état-major du Parti communiste espère retrouver sa capacité électorale en faisant monter la contestation contre le pouvoir, pensant qu'il existe un créneau pour le mécontentement de gauche. Pour M. Lecanuet, la direction du PCF « éproule sur le caractère inéluctable de la proportionnelle des lors que le Parti communiste devient le principal procureur du Parti socialiste ». M. Lecanuet termine néanmoins que, si le scrutin reste « largement majoritaire », le PCF « pourrait (...) se trouver précipité pour sauter au moins une partie de sa représentation parlementaire ». Pourrait-il conclure M. Lecanuet, sauf à choisir pour la gauche le catichisme d'un effondrement parlementaire de tous les acteurs de l'ancienne union. »

M. Leroy : être seul

ne signifie pas être condamné à l'isolement

M. Roland Leroy, membre du bureau politique du Parti communiste, et directeur de l'humanité, écrit dans l'humanité-Dimanche du 15 février, au sujet du vingt-cinquième congrès de son parti : « Être seul ne signifie pas être condamné à l'isolement, quand des millions d'hommes et de femmes de ce pays, brutalement frappés par le chômage, la baisse du pouvoir d'achat, la vie dure dans une société déshumanisée, sont inquiets, mécontents, parfois découragés. Ils s'interrogent. Ils cherchent les moyens d'en sortir. » M. Leroy reproche aux commentateurs de n'avoir « bousillé leurs projections que sur la réaction de trois membres du comité central qui avaient exprimé des désaccords avec la majorité du parti avant le congrès ; alors que l'important est que le choix fait par l'immense majorité des délégués au congrès [soit] sans ambiguïté. »

M. Toubon : effacer l'ardoise

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, assure, dans une interview publiée par l'hebdomadaire du Nouvel Economiste du vendredi 15 février, qu'en cas de victoire aux élections législatives du RPR, il procédera à des déprogrammations de 40 milliards de francs dont 25 milliards pour les entreprises de la première année et à la « privatisation des banques ». A nous ferons voter, ajoute M. Toubon, une loi-cadre fixant la méthode et le calendrier en deux étapes des déprogrammations : toutes les entreprises publiques prendront immédiatement un statut de droit privé (...). Ensuite, on procédera à la privatisation du capital des entreprises, mais de façon circulaire.

Au cours d'un meeting à Versailles, jeudi 14 février, M. Toubon a également indiqué que « la future majorité » et « le nouveau gouvernement » devront « opérer un redressement économique et social en continuant et même en accentuant l'effort de rigueur pour effacer l'ardoise (...) que nous aurons laissée les socialistes ».

M. Toubon, qui a estimé que « le nouveau gaullisme se veut l'artisan de l'union de l'opposition », a d'autre part indiqué, lors d'une « point » de presse, jeudi 14 février, que le RPR est « très satisfait » de l'accord RPR-UDF pour les élections cantonales. « Cela signifie », a ajouté M. Toubon, qu'au premier tour (...) toute statistique présentant mesurer le poids respectif des composantes de l'opposition (...) est naturellement vaine (...). La seule statistique valable est la statistique d'opposition. »

(Publié)

QUELLE VOIE POUR L'ELECTRONIQUE EN BRETAGNE ?

DANS « LE PAYS BRETON » (numéro de février).

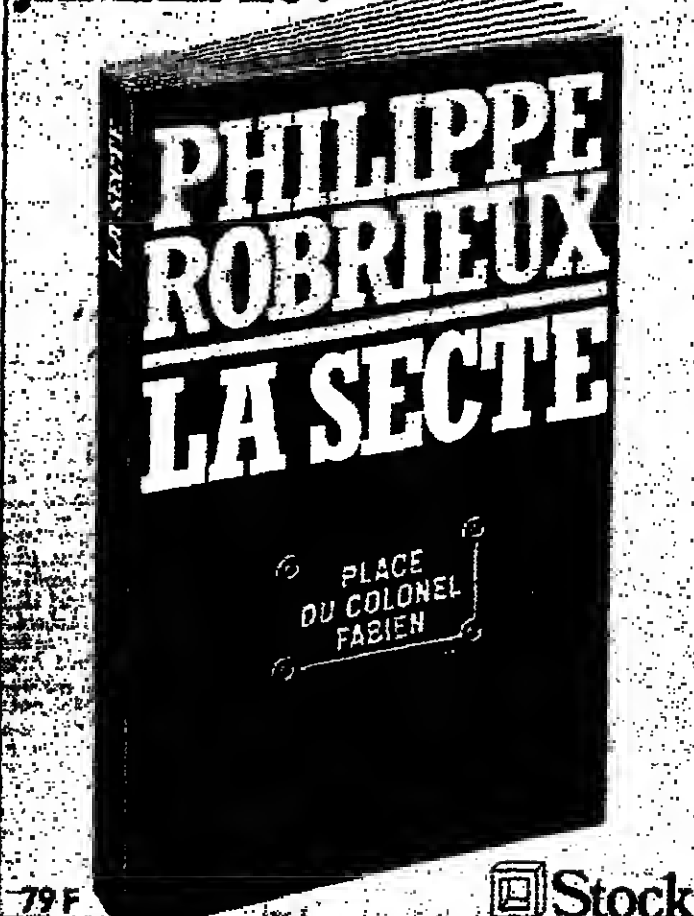
UN ENTRETIEN avec M. du Castel, Directeur national adjoint du C.N.E.T.

● Peut-on refuser de produire l'énergie nécessaire à l'industrie et réclamer des usines et des emplois au pays ? L'editorial de JEAN LE LAGADEC : « Responsabilité et cohérence ».

● Cinq pages de nouvelles des cinq départements bretons ; le carnet, les recettes de cuisine, les livres, les noms en breton et leur signification, le gallo et ses adages, les nouvelles des amicales, la toponymie bretonne, l'exposition de peinture Cécile Ravellec à l'hôpital Broca (Paris 13).

Vente en kiosque et dans les emplacements. Abonnement, 19, rue du Départ, 75014 Paris.

LE PARTI COMMUNISTE COMME VOUS NE L'AVEZ JAMAIS LU !



EN NOUV

M. Pas

CEUX qui veulent

M. Charles Pasqua, pré

ministre, quatre jours. Dans

la Touraine, le sénateur des

Calédonie « d'abord

pour apporter », sans

Calédonie dans le

Calédonie qui veulent

la commission de l'

et savoir comment

M. Pasqua a causé

un échec, une allocation

Calédonie et suite par le

le groupe RPR du Sénat a

été, dans un délai d'un mois

question : « Voulez-vous

Pour sa part, le délégué

pas Pascal, a décidé le

à l'heure de la

proportionnelles de l'élection

le samedi 15 au samedi 16

à 5 heures. Jeudi, M.

l'heure a été consacré

à une réunion

consacrée essentiellement

à la vie publique.

De son côté, M. Ukelev

à l'attention qu'il a

de l'heure et de l'heure

gouvernement territorial.

de fait, que M. Pascal « eff

de l'indépendance qu'il

à Paris, le chef de

de Nohéville Naisseline, a

ministre, membre du

ministère de l'Intérieur, M.

ambassade nationale a

l'enquête sur les

de son compagnon Marcel

الاصول

EN NOUVELLE-CALÉDONIE

M. Pasqua : Un soutien à ceux qui veulent rester dans la République

M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, est arrivé, vendredi matin 15 février, en Nouvelle-Calédonie où il doit séjourner, en principe, quatre jours. Dans une brève déclaration faite à l'aéroport de La Tontouta, le sénateur des Hauts-de-Seine a indiqué qu'il était venu en Nouvelle-Calédonie « d'abord en tant que membre du Sénat, rempart des libertés, pour apporter », son « soutien à ceux qui veulent maintenir la Nouvelle-Calédonie dans le cadre de la République française et à tous les Calédoniens qui veulent rester Français » mais aussi « en tant que rapporteur de la commission de l'audiovisuel du Sénat, pour faire un rapport de contrôle et savoir comment fonctionne Radio-France outre-mer ».

M. Pasqua a ensuite prononcé à la mairie de Nouméa, en fin d'après-midi, une allocution retransmise par haut-parleur sur la place des Cocotiers et suivie par plusieurs milliers de personnes. Le président du groupe RPR du Sénat a proposé que la crise soit débattue en organisant, dans un délai d'un mois, un référendum posant à la population une seule question : « Voulez-vous oui ou non rester Français ? ».

Pour sa part, le député du gouvernement dans le territoire, M. Edgar Pisani, a décidé le même jour, « à titre expérimental », de reporter de deux heures le début du couvre-feu, à la demande des organisations professionnelles de l'hôtellerie et de la restauration : à partir de la nuit du vendredi 15 au samedi 16 février, le couvre-feu sera donc appliqué de 1 heure à 5 heures. Jeudi, M. Pisani s'était rendu à l'île des Pins où il avait participé à une réunion avec une trentaine de grands chefs cuisiniers, consacrée essentiellement à la place des traditions mélanésiennes dans la vie publique.

De son côté, M. Ukeiwé a précisé qu'il répondra « en temps opportun » à l'invitation qu'il a reçue de M. Pisani. « Nous n'avons pas encore décidé de l'heure et du lieu d'une éventuelle rencontre », a dit le président du gouvernement territorial. M. Ukeiwé a toutefois souhaité, une nouvelle fois, que M. Pisani « dise publiquement qu'il fait disparaître le cadavre de l'indépendance qui nous sépare ».

A Paris, le chef du mouvement Libération kanak socialiste (LKS), M. Nidoïsh Naitisselline, a été reçu, jeudi, à sa demande, par M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat du comité central du PCF, ainsi que par le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe. Le groupe communiste de l'Assemblée nationale a renouvelé sa demande de constitution d'une commission d'enquête sur les circonstances de l'assassinat d'Éloi Machoro et de son compagnon Marcel Noumoro.

Radio-France Outre-mer : un morceau de choix

De notre correspondant

Nouméa. — Pour un ténor de l'opposition comme M. Pasqua, l'examen des structures d'une station de télévision comme RFO-Nouvelle-Calédonie constitue un morceau de choix. Nul doute que, fort des conclusions qu'il tirera de sa mission de contrôle et de l'essentiel lui aura été donné par la majorité locale et par des membres de la station, le président du groupe RPR du Sénat déclinera de solides arguments pour critiquer la manipulation de l'information. Des arguments que les maladroites de la direction locale et parisienne de RFO, alliées au dirigisme de l'administration, lui auront offerts sur un plateau.

Il est vrai que les conditions de travail des journalistes de télévision sont difficiles en Nouvelle-Calédonie. L'impact d'une station qui reste l'unique moyen d'information audiovisuelle dans un microcosme aussi passionné est démesuré. La pression est forte sur certains journalistes. Il y a très peu de temps encore, les journalistes de RFO étaient à la fois boycottés par le (FLNKS) Front de libération nationale kanak et socialiste et conspués lors des manifestations anti-indépendantistes. Les deux principales tendances politiques de Nouvelle-Calédonie dénonçaient en chœur la « désinformation », jugée colonialiste ou socialiste, suivant les opinions.

Côté indépendantiste, le contentieux avec RFO remonte, dit-on au FLNKS, au temps de l'ancienne majorité nationale, où les comptes rendus des activités des partis indépendantistes n'étaient pas traités de façon satisfaisante au gré des intéressés. Après 1981, la tendance s'est inversée. Le Front indépendantiste avait alors décidé de boycotter RFO, limitant les contacts avec la station aux moments où ses membres parlaient en tant qu'élus.

De bonnes relations avec M. Pisani

Le mouvement s'inverse à l'arrivée de M. Pisani, en décembre dernier. Le député du gouvernement est alors accompagné par un membre du cabinet du ministre de l'Intérieur qui rédige un premier rapport sur l'équipe de la station de radiodiffusion locale, dont l'objectivité avait été mise en doute par des membres de la Haute Autorité de l'audiovisuel. Déjà venu sur place assister à la campagne des élections territoriales du mois de novembre, M. Jean-Pierre David, directeur de cabinet de M. René Mahé, le PDG de RFO, se rend, en Nouvelle-Calédonie pour préparer le voyage du président de la société. Celui-ci arrive le 8 janvier à Nouméa. Il a deux objectifs : donner le coup de balai préconisé par l'administration et renouer le contact avec le FLNKS. Sur le premier point, son discours est clair : pas question de laisser apparaître vos idées, dit-il en substance au personnel de RFO, composé en grande partie de « dockers peu suspects de sympathie pour le FLNKS ». On prête même à M. Mahé des allusions sur le « sens de l'histoire » en Nouvelle-Calédonie. Cette volonté de « neutralité » reçoit un bon accueil de la

part de la direction de la station, qui va dès lors manifester un zèle certain.

Le rédacteur en chef arrivé en fin de contrat est remplacé par un journaliste de RFO, M. Jean-François Luciani, qui entretient avec le haut commissariat des rapports plus étroits. Les premiers temps, les réunions sont quotidiennes entre le nouveau rédacteur en chef de RFO et le secrétaire général du territoire, M. Christian Blanc, bras droit de M. Pisani. A la radio les journalistes les plus discutés sont affectés à des « spécialités » moins sensibles comme le sport ou le cinéma.

Avec le FLNKS, les relations sont rétablies, même si les journalistes chargés de couvrir des conférences de presse indépendantistes ont fort à faire avec l'inertie des équipes de tournage qui résistent. Alors, on assiste à de curieux manœuvres : un sujet tourné par TF1 ou Antenne 2 en Nouvelle-Calédonie est envoyé par satellite en métropole, d'où il est réexpédié, toujours par satellite, vingt-quatre heures plus tard vers Nouméa dans le « paquet » qu'un délégué RFO reçoit de Paris. Un contrôle, effectué par la direction locale de la station, décide si l'on peut ou non diffuser tel ou tel reportage. Résultat : il circule aujourd'hui à Nouméa tout un jeu de vidéo-cassettes rassemblant des reportages réalisés dans l'île par les chaînes nationales, qui n'ont jamais été diffusés en Nouvelle-Calédonie.

Les autres programmes s'échappent pas à ce filtre rigoureux, résultant davantage du zèle de RFO que d'une censure de l'administration. Par exemple, le numéro d'« APOSTROPHES » (diffusé chaque semaine en Nouvelle-Calédonie) intitulé « Biographies », au cours duquel était notamment présenté le livre de Catherine Nay consacré à M. Mitterrand, n'est jamais passé sur RFO. Mais le filtrage n'est pas parfait. Le 10 février, au fil du journal télévisé où le député RPR, M. Jacques Lafleur, lance son appel à enfreindre le couvre-feu, on diffuse aussi un reportage sur un ancien membre de la CIA qui expose complaisamment toutes les techniques de déstabilisation d'un pays alors que, dans la foulée, le compte rendu du congrès du FLNKS fait justement état de prochaines actions de « déstabilisation des intérêts économiques » du territoire... Cette conjonction a suscité un certain émoi.

Les informations données à la radio font aussi l'objet d'une étroite surveillance. Plus aucun bulletin ne passe à l'antenne sans le visa préalable de la direction ou de la rédaction en chef : cela n'empêche pas de graves « bavures », comme celle commise par tel journaliste citant avec insistance l'Agence France Presse à propos du FLNKS, et prêtant à l'auteur de la dépêche des informations que celui-ci n'avait pas écrites. La crise qu'a ainsi traversée RFO a tout de même eu l'avantage d'augmenter la quantité des informations diffusées. Aux trois journaux radio quotidiens s'ajoutent maintenant des « flashs ». De même le nombre des reportages télévisés est en nette augmentation.

FREDERIC FILLOUX

LA POLÉMIQUE AUTOUR DU PASSÉ DE M. LE PEN

Le RPR ne veut pas « en faire un plat »...

Faisant part de l'« Inquiétude croissante » que suscitent « l'agressivité de l'extrême-droite, son arrogance, sa banalisation », le bureau politique du PCF, dans une déclaration du 14 février, observe que « l'hypothèse anticommuniste [est] l'élément premier de la propagande pernicieuse de Le Pen, ce personnage trouble qui s'inscrit dans une longue lignée de démagogues sans scrupules que notre pays a connus à chaque période de difficulté, de crise ». Le bureau politique s'en prend aux « politiciens » qui ont cru « tirer profit de la recrudescence de l'extrême droite », aux dirigeants RPR et UDF qui « ont contribué à décerner un brevet d'honorabilité à Le Pen », et à ceux qui, « notamment à la télévision nationale, ont accordé une publicité éhontée à chaque fait et geste de Le Pen, ont ouvert le débat politique au point de transformer en règles la caricature et la violence de son, ont insinué un anticommunisme permanent et fait le silence sur les leçons de l'histoire pour tenter (...) de remplacer [l'anticommunisme par anticommunisme] ».

Pour le PCF, c'est l'aggravation de la crise qui rend possible la montée de l'extrême droite. « Pourquoi jeter l'approbation, a priori, au Front national ? », s'est demandé M. Bernard Pons, jeudi 14 février, à Montpellier. Eu effet : puisque pour l'ancien secrétaire général du RPR, il faut, au second tour des cantonales, « tout faire pour que les forces de l'opposition, nationales et républicaines, battent partout les candidats qui soutiennent le pouvoir actuel ».

L'acceptation par le RPR des voix du Front national, a été confirmée par M. Jacques Toubon, qui a donné, jeudi 14 février, la position « définitive » du parti de M. Chirac : « Pas d'accord national avec le Front national et éventuellement dans les cantons les candidats feront ce qu'ils voudront ». Le secrétaire général a ajouté : « Il ne faut pas en faire un plat, et, au lieu de sans cesse interroger l'opposition sur quelques infimes fautes, on devrait plutôt se concentrer sur les thèmes de la campagne ».

De son côté, l'Union nationale des parachutistes, qui critique la « campagne » concernant M. Le Pen, s'est déclarée « prête à dévoiler certains modes de terrorisme mis en œuvre comme moyens de subjuger les masses et déstabiliser les Etats et, dans la dernière manifestation est, selon elle, l'assassinat du général Audran ».

Persuadé que « l'affaire Le Pen arrange les socialistes », M. Toubon a souhaité, sur TF1, qu'on en finisse « avec des querelles historiques dont on n'a pas besoin ».

La présence de M. Le Pen à l'Assemblée des Communautés européennes de Strasbourg donne aussi à la polémique une dimension moins hexagonale. Ainsi le groupe des droites européennes a protesté jeudi soir, 14 février, contre les accusations lancées contre son président, M. Le Pen, par plusieurs parlementaires européens (le Monde du 15 février). Dans une lettre ouverte adressée à M. Pierre Pflimlin, président de l'Assemblée, les membres de ce groupe dénoncent ceux de leurs collègues qui font « mine de confondre campagne de presse diffamatoire et jugement rendu par un tribunal compétent ». Ils ajoutent que ces attaques « visent également à discréditer l'armée française ». Quant à M. Olivier d'Ormesson, il s'est voulu menaçant, dans l'hémicycle, en assurant que les socialistes français étaient « mal placés » pour lancer de telles accusations et que « la réponse serait à la hauteur de leur félonie ».

A. CH.

M. Charzat (PS) : sortir de la crise aidera à vaincre les idées du Front national

M. Michel Charzat, membre du secrétariat national du PS, a présenté, jeudi 14 février, une brochure intitulée Voyage à l'intérieur du Front national. Cette brochure a été réalisée par l'Association Identités-égalité, créée en 1983 à l'initiative de socialistes du vingtième arrondissement, dont M. Charzat est député (30^e circonscription). M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, siège au conseil d'arrondissement du vingtième.

M. Charzat a affirmé (le Monde du 15 février) que les socialistes n'entendent pas mener de campagne ad hominem à l'encontre de M. Le Pen. « Nous ne voulons surtout pas en faire un martyr ou un bouc émissaire », a-t-il dit, « mais dénoncer son passé et ses liens avec un microcosme et une idéologie qui s'apparente au stalinisme. Il n'est jamais bon de s'en prendre à une personne, mais à ce qu'il représente et aux idées qu'il flatte » (1).

La personne de M. Le Pen, « contre laquelle nous n'avons rien », préoccupe moins les socialistes que

« la progression indiscutable des thèmes du Front national sur l'immigration et l'insécurité ». Pour M. Charzat, M. Jean Poperen, numéro deux du PS, a constaté, lundi 11 février lors de l'émission d'Antenne 2 « L'heure de vérité », « la nécessité de mener plus fortement campagne qu'auparavant contre les thèmes du Front national ». Dans cet esprit, M. Charzat a indiqué que le bureau exécutif de PS a décidé « d'élaborer des documents d'information sur le Front national, destinés notamment à éclairer la jeunesse ».

Pour M. Charzat, les réponses à apporter à l'émergence du Front national sont « globales et à long terme ». Elles passeront par la sortie de la crise et la création « d'une nouvelle espérance et d'un nouveau civisme ».

(1) Cette position d'est pas contradictoire avec la déclaration de M. Poperen à Antenne 2, contrairement à ce qu'une erreur nous a fait écrire dans nos éditions datées 15 février.

DE 1983 A 1984

La délinquance constatée a augmenté à Dreux

Selon les statistiques établies à partir de l'activité de la police urbaine de Dreux (Eure-et-Loir), la ville où fut scellée en 1983 la première alliance désastreuse de l'opposition et le Front national a connu, entre 1983 et 1984, une forte augmentation de la délinquance. Elle atteint + 55 % si l'on ne tient pas compte des chèques sans provision, + 33 % si on inclut ceux-ci, + 187 % pour les seuls cambriolages d'habitations, + 135 % pour les vols à la courtoisie, les vols à l'égout, les vols de 737 à 158, les vols de roulotte de 431 à 1028, les vols de cycles de 239 à 329, les

cambriolages d'habitations de 93 à 267, les escroqueries de 84 à 135, tandis qu'inversement les délits de non conformité avec la réglementation concernant les étrangers sont restés stables : 5 en 1983, 6 en 1984.

Le taux d'élucidation des cas de délinquance constatés a, de plus, régressé passant de 26 % à 19 %. Il faut souligner que les effectifs du commissariat de Dreux ont été plus élevés en 1984 qu'en 1983 et qu'a été créée une police municipale alors que la municipalité s'est refusée à instituer un Conseil communal de prévention de la délinquance.

M. FISZBIN VEUT MEIER CAMPAGNE POUR LE P.S. SANS Y ADHÉRER

M. Henri Fiszbin, ancien dirigeant du PCF et actuel président de Renouveau communiste, a, le mardi 12 février, tiré les conséquences du vingt-cinquième congrès de son ancien parti. Il pense que non seulement la crise du PCF « continuera à se développer », mais que « toutes les conditions de son aggravation brutale sont rassemblées ». Il fait remarquer que si des « rénovateurs ont pu s'exprimer », ils n'ont pu empêcher l'actuelle direction de « gagner le congrès », le maintien de trois contestataires au comité central ne devant pas entraver, d'après sa propre expérience, la « remise au pas » des fédérations critiques.

« Si la volonté des militants avait pu s'exprimer librement, il est probable que la direction aurait été battue, mais l'orientation n'aurait guère été différente de celle que le congrès vient d'adopter », a affirmé M. Fiszbin. Il a en effet expliqué que, concrètement, « la plus grande partie des communistes unitaires se sont trouvés (...) éloignés de tout rôle actif dans le PC ». Ceux qui y sont restés sont des « sectateurs » qui, s'ils approuvent la ligne du vingt-cinquième congrès comme « une revanche », n'en « excusent pas pour autant la direction qu'ils jugent incompétente et responsable des malheurs du parti ».

Considérant que le PCF parle maintenant sur une défaite de la gauche, M. Fiszbin affirme que, pour que « l'union de la gauche redémarre », il faut « déstabiliser au PC l'électorat communiste » et mener « une campagne électorale » pour le vote PS en 1986, sans adhérer à ce parti.

Le PS et le PCF

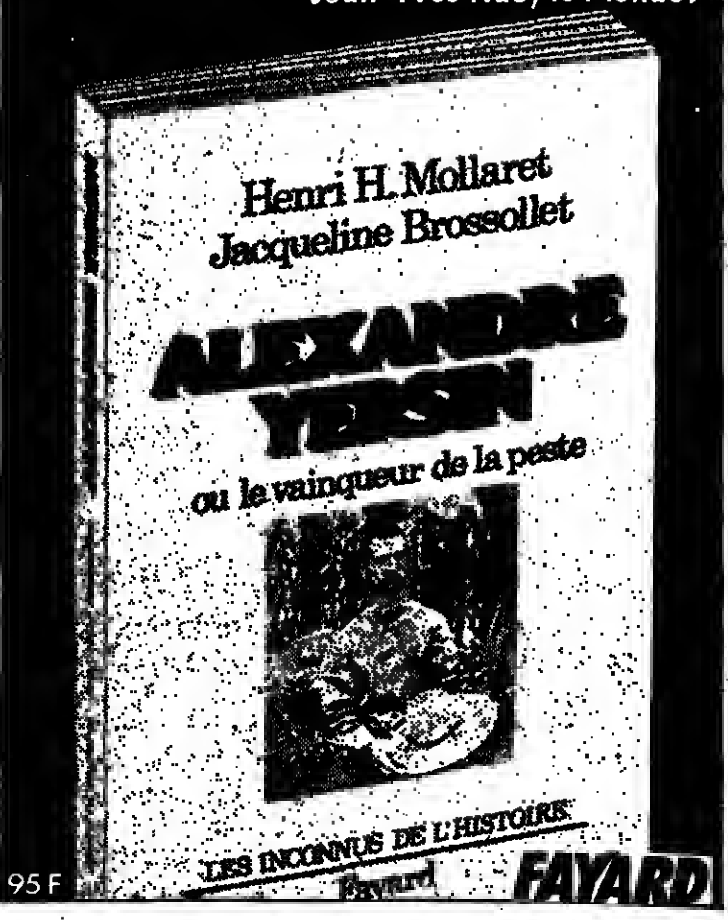
« LA MAIN TENDUE »

Le bureau exécutif du PS, réuni mercredi 13 février, a entendu un exposé de la délégation socialiste au vingt-cinquième congrès du PCF. M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national chargé des relations extérieures, et qui, à ce titre, conduisait la délégation, a estimé que la ligne choisie par la direction du PCF d'empêcher vraisemblablement pas bon nombre d'électeurs et même de militants communistes de rester unitaires. Les socialistes, eux, continuent sur la même voie et conservent l'attitude de « la main tendue ».

M. Pierre Brana, membre du secrétariat national du PS chargé des droits de l'homme, qui faisait, lui aussi, partie de la délégation, a tenté d'analyser le comportement des délégués pendant le congrès. Il a émis l'hypothèse d'une classification des communistes en trois catégories : ceux qui suivent la ligne de rupture de la direction ; les « rénovateurs », dont un noyau important est favorable à l'union ; mais aussi une troisième catégorie, les communistes « majoritaires », mais qui, tout en critiquant le PS, estiment qu'il faudra bien trouver un compromis.

« Nouvelle démission du maire de Romorantin ». M. Jacques Thyraud (UDF-PR), sénateur de Loir-et-Cher, mis en minorité lors de la présentation du budget primitif de Romorantin, s'est démis de ses fonctions de maire. La décision de sept de ses collègues de se démettre à leur tour de leur mandat doit provoquer une élection générale. M. Thyraud avait été réélu, en octobre dernier, après avoir démissionné le 25 septembre, en raison d'un désaccord qui l'opposait à son premier adjoint, M. Pierre Torset (UDF), soutenu par le CDS, qui s'était présenté sans succès, trois mois auparavant, à une cantonale partielle contre M. Thyraud.

A la différence de Pasteur, Calmette, Guérin ou Koch, Yersin est aujourd'hui quasiment oublié, faute sans doute de ne jamais avoir joué des coudes pour la photo de la postérité. C'est pourtant lui, cet homme secret, étrange autant qu'inaccessible, qui, en quelques jours, découvrit pour la première fois, durant l'année 1894, l'agent microscopique responsable de la peste. C'est la vie de cet inconnu, orphelin de père, que proposent deux spécialistes de la peste grâce notamment à la correspondance inédite qu'a entretenue Yersin avec sa mère. Jean-Yves Nau, le Monde.



société

JUSTICE

SELON LES NOUVELLES EXPERTISES EN ÉCRITURE

M. Bernard Laroche ne serait pas l'auteur des lettres anonymes adressées à la famille de Grégory

De notre correspondant

Epinal. — Selon les experts en écriture connus dans l'affaire de Grégory Villemin, quatre ans et demi, retrouvé mort, pleins et poings liés, dans la Vologne, le 16 octobre dernier, M. Bernard Laroche n'est pas le « corbeau » qui a écrit les lettres anonymes à la famille de l'enfant. Cette déclaration a été faite, jeudi 14 février en fin de matinée (nos dernières éditions du 15 février), par l'un des experts de la défense, M. Gérard Welter, qui venait de rencontrer le juge d'instruction, M. Jean-Michel Lambert. Interrogé sur cette information, celui-ci a refusé de la confirmer ou de la démentir.

Il semble pourtant que M. Jean-Michel Lambert a pris connaissance des deux premières conclusions des deux experts parisiens, M. Bugeat et M. de Ricci qui, le 24 janvier dernier, ont soumis à

une nouvelle dictée neuf membres de la famille de Grégory.

En attendant le rapport définitif d'expertise qui ne sera vraisemblablement pas communiqué avant une semaine, on s'achemine, sensible-t-il, vers une ordonnance de non-lieu en faveur de M. Bernard Laroche, que le juge d'instruction avait fait remettre en liberté, le 4 février, après trois mois de prison. Toutefois, aucun délai n'est juridiquement imposé au juge.

Il est d'autre part probable que l'enquête menée jusqu'à présent par la gendarmerie sera confiée dès le lundi 18 février au service régional de la police judiciaire de Nancy.

C. C.

Le paradoxe des graphologues

Quatre mois, jour pour jour, ont passé depuis ce mardi 16 octobre où le corps de Grégory Villemin, quatre ans et demi, est repêché dans la Vologne, face à l'église de Docelles (Vosges). Il est 21 h 30. En fin d'après-midi, à 17 heures, l'enfant jouait devant la maison de ses parents à Lépanges-sur-Vologne, 6 kilomètres plus haut dans la vallée. Sa mère l'avait pris chez la gendarme, après l'école. A 17 h 26, une voix anonyme avait annoncé par téléphone à Michel Villemin, l'oncle de Grégory : « Je me suis vengé. J'ai pris le fils du « chef ». Je l'ai mis dans la Vologne ».

Une habitante de Docelles affirmait avoir vu, vers 17 h 30, flotter une masse bleue, « bleue comme l'anorak de l'enfant », qu'elle a prise pour un sac de poubelle. Quand le corps est retiré, près du glacier où il s'est accroché, les chevilles et les poignets de l'enfant sont ligotés, sans être serrés ; le visage ne porte trace ni de sévices ni de frayeur. On apprendra par la suite qu'une lettre a été déposée le jour même, avant 17 h 15, à la poste de Lépanges. Adressée aux parents de Grégory, elle confirme le crime d'une écriture anonyme : « Te voilà content avec ton pognon. Ton fils est mort. Je me suis vengé ».

Vingt fois ces horaires seront examinés à la loupe. Le temps est court, très court, entre la disparition de Grégory et le moment où l'ombre bleue est aperçue à la dérive sur la rivière. Et ces appels, ces lettres sans signature, qui ressemblent le spectre d'un « chef », assaillant Jean-Marie et Christine, les parents de Grégory, comme il l'avait fait quelques années auparavant. Au lendemain du drame, le père de la victime déclare sans ambages : « Je connais l'assassin ». D'emblée, les gendarmes chargés de l'enquête orientent leurs investigations vers la famille Villemin. Une famille plus que nombreuse, aux ramifications multiples, qui se donne parfois des airs de « clan ». Une famille où, inévitablement, de vieilles histoires circulent, et où d'anciennes rancœurs persistent.

Les gendarmes visitent, convoquent, auditionnent ; leurs Estafettes sillonnent la vallée. Muets en matière d'école, ils disent un texte, celui de la lettre anonyme postée à Lépanges, aux fins d'expertise graphologiques. Ils se dépensent et s'activent. Trop, murmurent certains, qui reprocheront aux gendarmes d'accorder plus d'importance aux éléments psychologiques qu'aux indices matériels. Pris de deux cents personnes sont interro-

gées ; plus de cent sont soumises à l'épreuve de la dictée. Pourtant, l'enquête semble piétiner.

L'affaire est sur le point de prendre un tour politique. Le 5 novembre, elle donne l'occasion à M. Raymond Barre, invité de « L'heure de vérité » sur Antenne 2, de se déclarer favorable au rétablissement de la peine de mort.

Un coupable. Ce même jour, les enquêteurs, l'opinion, la presse, croient tenir, sinon LE, du moins UN coupable. Le juge d'instruction d'Epinal, M. Jean-Michel Lambert, inculpe d'assassinat M. Bernard Laroche, vingt-neuf ans, cousin germain du père de Grégory. Le magistrat a pris sa décision après avoir entendu la belle-sœur de M. Laroche, une adolescente de quinze ans, Muriel Bolle, dont le témoignage a été recueilli par les gendarmes. Muriel accuse son beau-frère d'être l'assassin ; elle l'a accompagné en voiture, à Lépanges, puis à Docelles. M. Bernard Laroche est incarcéré à la prison Charles-III de Nancy.

Il y restera trois mois. A deux reprises, le juge d'instruction et la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy refuseront sa mise en liberté réclamée par ses trois avocats, M. Paul Fromp, Gérard Welter et Mario Stasi. Dès le 7 novembre pourtant, Muriel s'est rétractée : les gendarmes lui auraient forcé la main, lui disant que Laroche avait tout avoué et que, si elle ne l'accusait pas, elle traiterait en « maison de correction ». Si bien que le 24 janvier, M. Bernard Laroche, de sa cellule, une plainte contre les gendarmes pour faux usage de faux et subornation de témoins.

Cinq jours plus tard, au cours d'une confrontation avec les gendarmes, Muriel confirme sa seconde version, celle qui disculpe M. Bernard Laroche ; un gendarme reconnaît avoir « préparé » le dessin où Muriel a indiqué l'itinéraire emprunté en voiture par Bernard Laroche, son fils Sébastien, quatre ans et demi, et Muriel, l'après-midi du 16 octobre. Le juge d'instruction établit que les témoignages du chauffeur du car scolaire qui prend habituellement Muriel et de quatre lycéennes sont entachés d'erreurs : tous avaient affirmé que l'adolescente était absente du car au moment du drame. Les enquêteurs en avaient conclu que, n'étant pas dans le car, elle ne pouvait être qu'avec M. Bernard Laroche, donc à Lépanges et à Docelles, où on a retrouvé le corps de Grégory. Ces témoignages s'effondrent. Le

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Pau avait libéré, dès avril, pour vice de procédure, huit des dix inculpés et elle classait le dossier le 21 juin en mettant en liberté les deux derniers suspects. La chambre d'accusation avait jugé no-

4 février, le juge d'instruction rend la liberté à M. Bernard Laroche.

Mais il maintient l'inculpation. Pour décider d'un non-lieu en faveur de l'inculpé, le juge Lambert s'appuie, sans doute, sur les nouvelles expertises d'écriture. Après tant de flottements, d'impasses, de pistes fermées, d'ouvertures, après l'emprisonnement, quatre mois durant, d'un homme écroué sur faux témoignages, peut-être attend-on trop d'un rapport d'experts graphologues. N'y a-t-il pas quelque paradoxe à confier aux techniciens de l'écriture un pouvoir qu'on a trouvé excessif entre les mains d'un juge d'instruction ?

CHARLES VIAL

LA MISE EN LIBERTÉ DE MEMBRES PRÉSUMÉS DU GAL

La Cour de cassation a annulé les décisions de la cour d'appel de Pau

La chambre criminelle de la Cour de cassation a annulé, le 22 janvier 1985, la décision de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Pau du 21 juin 1984 qui remettait en cause toute la procédure engagée par le parquet de Bayonne au printemps 1984 contre dix membres présumés du Groupe anti-terroriste de libération (GAL), connu pour ses attentats contre des réfugiés basques espagnols en France.

Dans un premier temps, la découverte d'une voiture suspecte sur un parking de Biarritz avait permis au juge d'instruction de Bayonne d'inculper, en avril 1984, deux personnes « d'association de malfaiteurs » et « de détention et de transport d'armes ». Ensuite, après une commission rogatoire au service régional de police judiciaire (SRPJ) de Bordeaux, huit autres personnes avaient été inculpées « d'association de malfaiteurs » et écrouées.

La plupart de ces suspects étaient connus du SRPJ. Deux d'entre eux avaient déjà été condamnés pour attaques à main armée et d'autres pour proxénétisme. C'est le cas notamment de Mohammed Khias, qui avait déjà été interpellé à l'occasion d'attentats commis avant 1980 par les bataillons basques-espagnols, ancêtres du GAL, avant de bénéficier alors d'un non-lieu.

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Pau avait libéré, dès avril, pour vice de procédure, huit des dix inculpés et elle classait le dossier le 21 juin en mettant en liberté les deux derniers suspects. La chambre d'accusation avait jugé no-

Au Conseil d'Etat

LE RECOURS DE M. DEBIZET CONTRE LA DISSOLUTION DU SAC EST REJETÉ

Le Conseil d'Etat a rejeté, le 13 février, le pourvoi formé par M. Pierre Debizet contre le décret du 3 août 1982 portant dissolution du Service d'action civique (SAC). En réponse à l'argumentation du requérant, secrétaire général de l'organisation dissoute, le Conseil d'Etat a, tout d'abord, jugé que le garde des sceaux n'avait pas à contester le décret dès lors qu'il n'était pas, à la différence du ministre de l'Intérieur, responsable de son application au sens des articles 13 et 19 de la Constitution.

Il a, en outre, reconnu que le décret attaqué trouvait sa base légale dans les dispositions de l'article premier, alinéa 2 de la loi du 10 janvier 1936, qui permettait au gouvernement de dissoudre les « groupes de combat ou milices privées » (qui avaient servi en leur temps contre le mouvement des Croix de feu). Il a, en effet, considéré que, en raison de ses activités, dans le domaine de son organisation, le SAC tombait sous le coup de ces dispositions. Il semble que, pour prêter cette appréciation, le Conseil d'Etat ait essentiellement retenu le caractère hiérarchique, discipliné et semi-clandestin de l'organisation, lequel se marquait notamment dans ses méthodes de recrutement. De fait, depuis 1969, le SAC s'était donné pour objectif, de l'aveu même de M. Debizet, la « lutte contre la subversion ».

C. C.

Flagrants délits à Paris : une augmentation inquiétante estime le Syndicat de la magistrature

Paris a eu un tribunal d'exception, accuse le Syndicat de la magistrature (gauche). Exceptionnel n'est, c'est vrai, per se, qui fait de lui le plus gros tribunal d'Europe occidentale. Mais il est exceptionnel aussi par les mauvaises habitudes qui, peut-être en raison de ce gigantisme, y ont été prises.

Le Syndicat de la magistrature s'en était déjà inquiété en 1977. Mais, après quatre ans de pouvoir de droite et quatre ans de pouvoir de gauche, rien n'a changé, a constaté, jeudi 14 février au cours d'une conférence de presse à Paris, M. Jean-Paul Jéhu, secrétaire général. Les accusations du Syndicat visent la justice pénale, la police, le parquet de Paris assumant sans complexe ce changement d'orientation. La multiplication des dossiers transmis aux « flags » est due, pour une large part, à la sévérité dont les policiers parisiens font désormais preuve à l'encontre des drogués et des petits ruyandiers, explique-t-on au Palais de justice. En donnant l'ordre de les traquer sans faiblesse, le parquet aurait fait chuter spectaculairement le nombre de cambriolages qu'il commettait pour se réapprovisionner.

L'autre cause du régime excessif auquel est soumise la « vingt-troisième », tient à la volonté de M. Jéhu de limiter, par tout moyen, le nombre des délinquants qui comparaissent devant la chambre correctionnelle. Cette procédure rapide, dite de comparution immédiate, n'a pas empêché, au contraire, une diminution substantielle par M. Badinter, du nombre des prévenus, c'est-à-dire des détenus en attente d'un jugement définitif.

Pour l'instant, cette diminution n'est pas spectaculaire. Il y avait 43 422 détenus, dans les prisons le 1er février, dont 22 220 prévenus, soit une proportion de 51,17 % (lire d'aujourd'hui 51,33), la chancellerie y voit un léger tassement qui demande à être confirmé. Le Syndicat de la magistrature est moins optimiste. Pour lui, les derniers chiffres n'ont aucune signification, en raison en particulier de la vague de froid de janvier qui aurait découragé les auteurs de beaucoup de malfaiteurs.

Malgré tout, le Syndicat estime « largement positive » la nouvelle loi sur la détention provisoire qui a institué un débat obligatoire, dans le cabinet du juge d'instruction, entre l'avocat de l'inculpé et le substitut du procureur. Mais il critique les « effets pervers » de cette loi, qui, à Paris, a entraîné un renouveau des « flags » tant décriés à l'époque où la droite était au pouvoir.

BERTRAND LE GENDRE

Population record dans les prisons françaises

Le nombre de détenus dans les prisons françaises a de nouveau augmenté en janvier 1985, passant de 42 943 au début de l'année au chiffre record de 43 422 début février, soit une progression de 1,1 %. Sur ce total, le nombre des prévenus, c'est-à-dire des détenus en attente d'un jugement, s'élève à 22 220.

Le ministère de la justice souligne, à cet égard, que la proportion des prévenus dans l'ensemble des détenus est en très légère régression (51,17 % en février contre 51,33 % en janvier) et surtout que la progression du nombre de personnes en détention provisoire de janvier à février (1 766) est la plus faible depuis quinze ans : de 1969 à 1983 la hausse moyenne mensuelle de janvier à février du nombre de prévenus était de plus de 800 personnes.

La surpopulation carcérale reste très préoccupante dans la mesure où les prisons françaises ont une capacité d'accueil de 32 000 personnes environ alors qu'elles en abritent près de 43 000.

Rhône-Poulenc condamné pour pollution

De notre correspondant

Lyon. — Le déversement dans le Rhône, à la sortie sud de Lyon, de 1 700 tonnes d'hydroquinone (un produit utilisé pour la production de révélateurs photographiques) avait provoqué, en septembre 1982, la mort de 60 tonnes de poissons. Le tribunal correctionnel de Lyon a condamné, jeudi 14 février, M. Jacques Cornilliat, directeur de l'usine Rhône-Poulenc de Saint-Fons Nord, à 8 000 F d'amende pour délit de pollution, à deux fois 1 500 F pour ne pas les avoir pas déclarés.

Outre ces amendes, Rhône-Poulenc devra payer 8 000 F de dommages et intérêts à la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FRAPNA) et 8 000 F autres francs à la section Loire-Forez de la FRAPNA.

A l'audience, le 14 janvier, le ministère public avait requis six mois de prison avec sursis contre le directeur de l'usine.

Les longs débats avaient essentiellement porté sur des points de procédure : recevabilité des constitutions de partie civile (trois associations de défense de l'environnement) ; « lecture » différentes des lois fondant les poursuites ; anomalies des modes de contrôles de la qualité de l'eau. Il était apparu que l'administration, soucieuse de retrouver l'agent polluant, n'avait fait procéder que très tardivement aux prélèvements : une semaine après les premiers rejets. De plus, les examens de laboratoire n'avaient pas été concluants : pas de traces d'hydroquinone dans les échantillons prélevés. Quant aux tests ultérieurs de la toxicité de produit, leur validité avait été contestée.

La défense de M. Cornilliat, présentée notamment par M. André Soulier, s'était enfoncée dans ces brèches. Cela n'avait pas empêché le substitut, M. Beaume, de développer un réquisitoire serré au cours duquel il avait indiqué que « le délit de pollution des cours d'eau n'existe pas par la destruction physique de poissons », estimant d'autre part qu'il était fondé à poursuivre le rejet d'une substance « nocive » et non pas « toxique ». Or, avait expliqué M. Beaume, « en termes juridiques, la notion de seuil de nocivité n'existe pas... ».

● Droit de vote pour les adeptes de Krishna à Ermenonville. — Le tribunal correctionnel de Senlis (Oise) a décidé, jeudi 14 février, que soixante adeptes de Krishna (Association internationale pour la conscience de Krishna), dont le siège européen est situé au château d'Ermenonville (Oise), resteront inscrits sur les listes électorales de cette commune. Le tribunal avait été saisi d'une demande de radiation globale des membres de la secte, formulée par le Comité de défense des valeurs, créé dès leur installation dans le village, en 1981, et qui s'était toujours opposé à leur présence. Toutefois, le tribunal a ordonné la radiation des listes de sept personnes qui ont définitivement quitté le mouvement.

Chez Citroën du 15 au 25 février 1985.

Reprise sauvagement

5000 F

au moins

pour tout achat d'une voiture neuve.

Pour tout achat d'une voiture neuve (disponible sur stocks), Citroën vous reprend votre ancienne voiture, quel que soit son état, au moins 5000 F, sans discuter. Et beaucoup plus, naturellement, si son état le justifie.

Cette offre est valable exclusivement pour les particuliers. Dépêchez-vous ! C'est maintenant qu'il faut en profiter ! Du 15 au 25 février 1985 !

Possibilité de crédit total personnalisé sous réserve d'acceptation du dossier par SOFI-SOVAC.

CITROËN partenariat TOTAL

JUSTICE

Cinquante personnes dans une affaire Un préjudice

Par 50 personnes, une affaire à Paris... (Texte partiellement visible et coupé à droite de la page)

EDUCATION

Les nouveaux programmes sont les

Deux jours après les... (Texte partiellement visible et coupé à droite de la page)

LIRE

Une f

(Texte partiellement visible et coupé à droite de la page)

SCIENCES

Un cimetière

Avec l'accord du... (Texte partiellement visible et coupé à droite de la page)

150 من الالهي

JUSTICE

Cinquante personnes inculpées à Paris dans une affaire d'ateliers clandestins

Un préjudice de 500 millions de francs

Plus de cinquante personnes viennent d'être inculpées à Paris dans une vaste affaire d'ateliers clandestins dont les conséquences commerciales, fiscales et sociales sont considérables puisque le préjudice total est provisionnellement évalué à 500 millions de francs.

Depuis l'été dernier, les gendarmes de Paris-Minimes enquêtent dans les milieux yougoslaves du Sentier et ils ont abouti dans le cinquième arrondissement où les policiers du sixième cabinet de délégation judiciaire ont pris le relais. Une trentaine d'informations judiciaires pour « escroquerie, faux et usage de faux, recel, complicité, exercice irrégulier d'un commerce par des étrangers » ont été ouvertes chez M. David Peyron, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, et, parmi les inculpés, dix-huit ont été placés sous mandat de dépôt.

Parmi les fabricants de confection, quelques-uns confient le travail à des façonniers et certains d'entre eux sous-traitent auprès d'ateliers clandestins dans la main-d'œuvre est rémunérée en l'absence de toutes charges sociales et fiscales. Pour donner à leur comptabilité une pré-

sentation honnête, ces façonniers paient le travail des ateliers clandestins par chèques à une société-écran qui établit une fausse facture et règle l'atelier en espèces après avoir soustrait une rémunération de ses services généralement égale au montant de la TVA augmentée de 3 %.

La plupart du temps, les sociétés-écran disparaissent en quelques mois pour réapparaître en d'autres lieux, ce qui empêche les banques par lesquelles transitent les chèques de récupérer les comptes « toxiques ». Mais ce n'est pas toujours le cas et certains banquiers ont fermé les yeux, allant jusqu'à payer en liquide les chèques remis. C'est ainsi qu'un sous-directeur d'une banque parisienne figure parmi les inculpés.

Ce type d'activité porte un préjudice considérable aux façonniers honnêtes victimes d'une concurrence déloyale, au fisc, et aux employés de ces ateliers rémunérés « au noir ». Cette affaire devrait être évoquée ce 15 février, devant le Comité de coordination pour la lutte contre le trafic de main-d'œuvre de l'Ile-de-France.

M. P.

ÉDUCATION

Les nouveaux programmes de l'école primaire sont largement approuvés

Deux jours après les déclarations du ministre de l'Éducation nationale à propos des nouveaux programmes de l'enseignement primaire, syndicalistes, parents d'élèves et hommes politiques continuent de se féliciter dans l'ensemble d'un retour à la tradition. Le président de la Société des agrégés et même l'écrivain Paul Gauthier approuvent à leur tour M. Chevènement, le défenseur de l'école qui doit apprendre. Seul l'Humanité, sous le titre : 1 + 1 = 0, critique une réforme qui abandonne toute innovation et n'est qu'un « cache-misère ».

LIRE, ÉCRIRE, COMPTER...

Une faillite relative

Acquiescer, à l'issue de l'école élémentaire, les « apprentissages initiaux », telle est l'ambition du gouvernement. Tout enfant de dix-neuf ans doit savoir lire, écrire, compter. Cette ambition initiale est si peu de soi qu'il faille la rappeler ? C'est une école obligatoire, auraient-ils dévoyé la mission de l'institution scolaire au point qu'une école « forte et de qualité », ne serait qu'un mirage lointain ?

L'école fonctionne mal. Dès l'âge de trois ans, plus de 90 % des enfants fréquentent la maternelle. Pourtant à la sortie, au moment d'entrer au collège, rien n'est réglé. En 1982-1983 au sein de la classe de sixième, 14,33 % des élèves avaient plus de douze ans ; treize ans plus tôt, ces « vétérans » n'étaient que 12,4 %. L'un des auteurs du fameux rapport Lègaland, un doyen de l'inspection générale, observait qu'en sixième « dix élèves sur vingt-quatre en moyenne n'ont pas réellement le niveau normal du cours moyen et quatre peuvent être dits illettrés ».

Après avoir suivi six à sept ans d'école, un élève sur dix serait donc illettré ! Une faillite n'a pas besoin d'autres chiffres pour être reconnue.

Mais personne n'est d'accord aujourd'hui sur la définition d'un « savoir-lire ». Est-ce être capable d'articuler un texte, en le suivant du doigt, ou de le parcourir rapidement des yeux, ou de le résumer instantanément ? Le rapport sur l'analphabétisme en France publié en 1984 n'a d'ailleurs n'a pas été en mesure de dénombrer les illettrés ; il a dû se

borner à les recenser « par millions ».

Autre manie propre à tempérer les alarmes : une enquête sur l'enseignement des mathématiques à l'école élémentaire n'est livrée, en 1975, à une comparaison entre les connaissances des élèves cette année-là et celles de leurs prédécesseurs, vingt ans plus tôt. Les chercheurs ont pu conclure : « Les élèves d'aujourd'hui savent aussi bien faire des opérations qu'il y a vingt ans et ont de plus les méthodes qui ne connaissent pas leurs aînés ».

Autrement dit, gare aux formules simplistes du style : actuellement, les élèves ne savent plus rien. Ils écrivent moins bien, mais s'expriment mieux par oral ; ils ratent des problèmes de robots mais ont assimilé des données que les adultes ne comprennent pas et beaucoup se promettent à l'aise sur les claviers d'ordinateurs. Quant à l'orthographe, le mal était déjà dénoncé au siècle dernier (le Monde du 23 octobre 1984). Il a pu être corrigé parce que le certificat d'études faisait de la réussite aux dictées une priorité ; mais plus de la moitié des enfants d'une classe d'âge échouaient au « certifié ».

L'école s'est « massifiée ». Si son défaut n'est pas d'être devenue aujourd'hui ce qu'elle n'est pas, avant, l'an compare injustement les connaissances de l'ensemble d'une génération avec celles de quelques-uns d'entre eux ; il a dû se

CHARLES VIAL

SCIENCES

Sur l'initiative d'un entrepreneur américain de pompes funéraires

Un cimetière dans l'espace

Avec l'accord du ministre américain des transports, une entreprise de pompes funéraires de Floride, Celestis, vient de proposer à ses futurs clients d'envoyer leurs cendres en orbite, dans un satellite placé à 3 000 kilomètres de la Terre. L'engin pèserait 150 kilogrammes et emporterait les restes de dix mille personnes. Il serait un véritable trésor, résiliant, et serait ainsi fréquemment visible la nuit à l'aide d'un petit télescope ou de bonnes jumelles. Ainsi, les parents du cher disparu — 3 900 dollars la « tombe » — pourraient suivre sa course dans l'espace, qui, à l'étude de 3 000 kilomètres, est assurée de se continuer pendant plusieurs dizaines de milliers d'années. Le premier lancement d'un tel cimetière spatial pourrait intervenir dès 1986, et serait confié à la société Space Service inc. Le ministre américain

des transports a donné son accord à ce qui serait la première mise en orbite d'un satellite par une société américaine privée.

Les cendres seraient placées dans des sortes de gélules d'un centimètre sur cinq, portant le nom du défunt et une indication de sa religion. La société Celestis indique qu'une technique spéciale permet de réduire les os à des fragments de volume, mais une simple évaluation du poids des gélules — une dizaine de grammes — montre que seule une partie des cendres sera satellisée. Il n'est pas dit ce qu'en fera du reste. Cela ne devrait pas empêcher cette opération d'être d'un bon rapport financier pour Celestis. On peut la rapprocher d'une initiative de la NASA, qui avait placé dans la navette spatiale un lot de cartes postales qui se sont bien vendues après leur envoi en orbite et leur retour sur Terre.

SPORTS

LA CANDIDATURE DE PARIS AUX JEUX OLYMPIQUES DE 1992

Dix semaines pour choisir les sites

Dans dix semaines, on connaîtra les sites où seraient éventuellement installés les quatre grands équipements nécessaires aux Jeux olympiques de 1992, si la candidature de Paris était retenue par le Comité olympique international. Celui-ci s'opposera définitivement pour l'une des six villes candidates qu'en octobre

1986, mais les dossiers doivent lui être remis dès juin prochain. L'Association pour la candidature de Paris (1), dont la composition a été annoncée mercredi 13 février, va devoir choisir l'emplacement du stade de quatre-vingt mille places, de la piscine, du village des athlètes et

du centre de presse, les quatre installations majeures sans lesquelles la candidature de Paris n'aurait aucune chance d'être retenue face à celle de Brisbane (Australie), New-Delhi (Inde), Belgrade (Yougoslavie), Amsterdam (Pays-Bas) et Barcelone (Espagne).

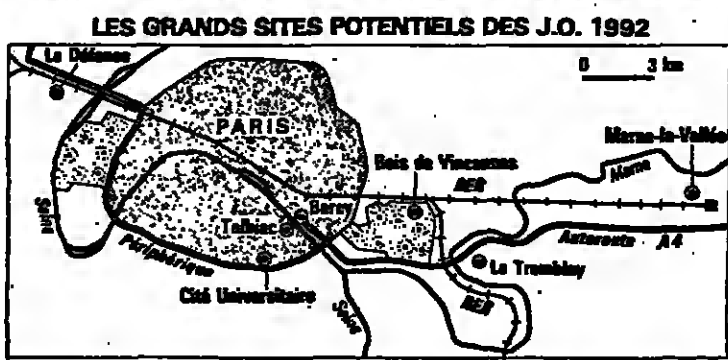
Les défenseurs des espaces verts évoquent aussi un illustre précédent : en 1961, lorsque Paris envisageait de poser sa candidature à l'organisation des Jeux olympiques,

le parc appartenait à Paris. Il est géré par un syndicat mixte réunissant la capitale et le département du Val-de-Marne, mais il est très mal connu des Parisiens et actuellement sous-utilisé. La construction du stade olympique sur une fraction de son territoire permettrait à la fois d'achever son aménagement et de la faire mieux connaître.

C'est la thèse que soutient M. Roland Nungesser, ancien ministre des sports et maire RPR de Nogent-sur-Marne. Pour les passagers débarquant du RER, à Nogent, M. Nungesser propose de construire une télécabine franchissant la Marne. On partirait du pavillon Baidard, que l'ancien ministre a fait remonter dans sa ville, pour aboutir au parc du Tremblay situé juste en face.

Tous ces projets nécessitent en tout cas de sérieuses études préalables. Les groupes de travail de l'association pour la candidature de Paris auront-ils vraiment le temps de les mener à bien dans les quelques semaines qui restent ?

MARC AMBROISE-RENDU.



LES GRANDS SITES POTENTIELS DES J.O. 1992

L'Association pour la candidature de Paris dispose dès cette année d'un crédit de 14 millions de francs. Il lui faut désormais mettre les bouchées doubles. Les choix ne seront pas faciles, car ils doivent répondre à deux critères souvent contradictoires : offrir aux participants des équipements de grande qualité, mais en même temps limiter les dépenses. MM. Chirac et Michel Girard, président de la région Ile-de-France, veulent que les Jeux présentent un bilan financier équilibré ; ils souhaitent aussi que les équipements dont ils hériteront ensuite soient ou bien réutilisables pour d'autres usages ou bien peu onéreux en frais de fonctionnement.

Le village olympique doit pouvoir héberger dix mille athlètes, ce qui nécessite l'équivalent de trois mille cinq cents logements. La moitié d'entre eux pourraient être trouvés à la Cité universitaire, qui serait pour l'occasion remise à neuf. Les autres sportifs seraient logés dans des constructions neuves édifiées aux alentours de Bercy, dans le douzième arrondissement, ou près de la gare de Tolbiac, dans le treizième. Ces locaux seraient ensuite destinés aux logements des Parisiens. Une autre solution envisagerait de construire le village à Marne-la-Vallée, ville nouvelle de l'Est parisien encore inachevée.

Le bois ou le parc

Le centre de presse devra abriter plusieurs milliers de journalistes. Pour la radio et la télévision, la futur Carrefour international de la com-

munication, qui s'élèvera à la Défense (le Monde du 12 février), paraîtrait tout indiqué si le lieu n'était assez éloigné des sites olympiques. Rasterait en tout cas à trouver dans les programmes de bureaux qui doivent être réalisés près de la gare de Lyon l'espace nécessaire à l'accueil de la presse écrite. Ce

doublement du centre de presse n'a pas la faveur des professionnels. Pour le stade nautique, qui doit compter six bassins différents (compétition, plongée, water-polo et entraînement), cinq mille places pour les spectateurs et de vastes parkings, il faudra trouver quelques hectares. L'île Saint-Germain, située au face de Bagneux-Billancourt, pourrait offrir 10 hectares que l'armée doit évacuer. Mais la ville d'Issy-les-Moulineaux, qui est propriétaire du terrain, pourrait-elle gérer ensuite un ensemble à coup sûr lourdement déficitaire ?

Seule, la ville de Paris a les reins assez solides pour supporter une telle charge. On songe donc plutôt au parc de Bercy, à la zone de Tolbiac ou au bois de Vincennes. Le choix de Bercy ou de Vincennes amènerait de précieux espaces verts et soulèverait de fortes objections.

Mais l'équipement le plus délicat à caser est, sans conteste, le stade olympique qui, avec ses 80 000 places, ses indispensables parkings et ses voies d'accès, exigerait dans l'idéal une vingtaine d'hectares. Dix-huit implantations possibles ont déjà été étudiées en région parisienne. Toutes ont été éliminées, sauf deux : le bois de Vincennes et le parc du Tremblay, situé sur le bord de la Marne, à Champigny. L'un et l'autre appartiennent à la ville de Paris et sont bordés tous les deux par une autoroute et une voie ferrée.

Dans le bois de Vincennes, le stade olympique occuperait l'ancien stade Pershing et la plaine de Mortmar, soit une demi-douzaine d'hectares, mais déjà les défenseurs des espaces verts protestent. Ils rappellent que la ville de Paris s'efforce, depuis des années, de libérer Vin-

cesennes des bâtiments qui l'encombre. Serait-ce en vain que l'on a chassé du bois une université et des installations militaires ?

Restait donc le parc du Tremblay, à 1 500 mètres de l'extrémité du bois de Vincennes, sur la rive gauche de la Marne : 73 hectares de pelouse et de terrains de sport sont depuis des années en cours d'amé-

lioration. On avait déjà étudié la construction d'un stade géant à Vincennes. Devant l'ampleur des dégâts — il faudrait tronçonner dix mille arbres, — André Malraux, alors ministre de la culture, avait dit non. Finalement, l'Etat et la Ville avaient renoncé aux Jeux olympiques pour des raisons financières.

Restait donc le parc du Tremblay, à 1 500 mètres de l'extrémité du bois de Vincennes, sur la rive gauche de la Marne : 73 hectares de pelouse et de terrains de sport sont depuis des années en cours d'amé-

D'UNE DISCIPLINE A L'AUTRE

● BASKET-BALL : L'équipe de France battra... La Bulgarie a battu la France 77-76 jeudi 14 février à Pleven (Bulgarie), en terminant un match comptant pour les éliminatoires du championnat du monde qui doit avoir lieu en Espagne en 1986.

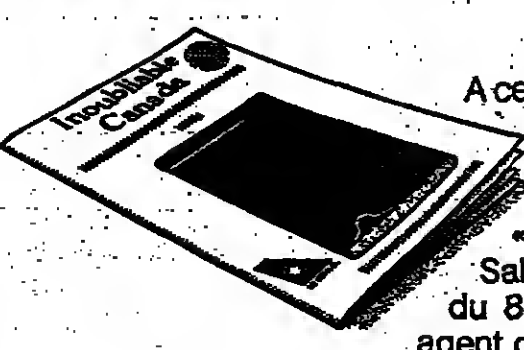
● FOOTBALL : Coupe de France. — Le tirage au sort des seizièmes de finale de la Coupe de France a donné lieu, jeudi 14 février, aux matches suivants (aller le 8 mars, retour le 12 mars) : Bordeaux (D1) - Lille (D1) ; RC Paris (D1) - Red Star (D2) ; Lens (D1) - Stade français (D2) ; Sochaux (D1) - Nantes (D1) ; Rennes (D2) - Rouen (D1) ; Mantebe (D3) - Sedan (D2) ; Le Havre (D2) - Paris SG (D1) ; Mulhouse (D2) - Brest (D1) ; Pau (D3) - Nancy (D3) ; Metz (D1) - Bastia (D1) ; Nice (D2) - Saint-Etienne (D2) ; Nîmes (D2) - Cannes (D2) ; Valenciennes (D2) - Marseille (D1) ; Nantes (D1) - Sete (D2) ; Monaco (D1) - Besançon

(D2) ; Clermont-Ferrand (D3) - Toulouse (D3).

● SKI ALPIN : Coupe du monde. — Le Suisse Karl Alpgier a remporté, jeudi 14 février, la descente de Bad Kleinkirchheim (Autriche) avec 39 centièmes de seconde d'avance sur son compatriote Peter Mueller. Le Luxembourgeois Marc Girardelli est toujours en tête du classement provisoire de la Coupe du monde avec 215 points ; il devance le Suisse Firmin Zurbiggen, deuxième, avec 187 points.

● TENNIS : Tournoi de Delray Beach. — L'Américain Chris Evert-Lloyd et sa compatriote d'origine tchèque Martina Navratilova, qui ont respectivement battu, jeudi 14 février, en demi-finales du tournoi de Delray Beach (Floride), l'Allemande de l'Ouest Steffi Graf (6-4, 6-2) et la Canadienne Carling Bassett (6-3, 6-3), joueront, samedi 16 février, la finale du tournoi féminin.

PARIS MONTREAL PARIS 3750F.* MONSIEUR EST SERVI.



A ce prix-là, vous êtes servi. Organisez vos vacances au Canada grâce à la brochure gratuite Air Canada : c'est le Canada en technicolor, une mine de renseignements pratiques et la découverte des tarifs Air Canada, les bien nommées « Meilleures Aubaines ». Découvrez-la au Salon Mondial du Tourisme et des Voyages du 8 au 17 février, ou demandez-la à votre agent de voyages et chez Air Canada. Elle vous promet des vacances inoubliables, avec Air Canada...

Les plus exigeants nous choisissent.

PARIS : Service Tourisme - 24, bd des Capucines 75008 - Tél. (1) 742.21.21. LYON : 55, place de la République 69002 - Tél. (7) 842.43.17. *Air Canada se réserve le droit d'apporter des modifications à ses conditions de transport.



culture

MUSIQUE

LES MANCA DE NICE

Créations en bord de mer

« Vingt-neuf concerts pendant un mois et jusqu'au 18 février, quatre-vingt-cinq compositeurs, cent quatre-vingt-cinq œuvres, dont trente-cinq en création », telle est la devise des MANCA (Musiques actuelles Nice-Côte d'Azur) qui, depuis sept ans, font de Nice, chaque hiver, une terre d'asile de la musique contemporaine, grâce à la persévérance et à l'imagination de leur directeur, le compositeur Jean-Etienne Marie.

Il y a bien sûr des festivals qui font plus de bruit et déplacent plus de monde, aussi les organisateurs étaient-ils passablement étonnés que la Nuit de l'électronique, où le GRM-INA de Paris, le GRAME de Lyon et le CIRM de Nice présentaient leurs travaux, ait attiré six cents personnes. Mais il faut un commencement à tout, et, au moment où l'on apprend la disparition du festival de La Rochelle (le Monde du 30 janvier) accusé d'illibéralité, il est réconfortant de constater qu'à Nice on ne confond pas le public potentiel des MANCA avec celui du Carnaval.

La coïncidence de ces deux manifestations n'est d'ailleurs pas fortuite car pendant la période du carnaval présente une opérette, ce qui libère une partie des musiciens de l'Orchestre philharmonique et les met à la disposition des MANCA pour un concert, hors abonnement, de musique contemporaine. On aurait pu, sans doute, souhaiter que la musique de notre temps apparaisse un tant soit peu à l'affiche des concerts symphoniques de la saison ou que celui-ci en fasse partie, car le programme donné au début de ce mois, devant un auditoire clairsemé, méritait mieux. Sous la direction de Denis Cohen, un très jeune chef qui est également compositeur, on a pu entendre une belle exécution des *Pieces opus 6* de Weber, et de deux autres œuvres d'une rare subtilité d'écriture : *Dimension III* (1963) de Bruno Maderna, pour flûte et orchestre (soliste Gérard Garcin),

et les *Refrains* (1972) de Gilbert Amy.

A côté de ces partitions presque classiques ou qui devraient l'être, on a découvert une œuvre au lyrisme chaleureux : *Pour le retour du soleil* d'André Bon (1946), sur trois poèmes de Louise Labbé. L'orchestration fourmillante de détails et de traits individuels s'articule assez mystérieusement autour de grands axes harmoniques qui portent la voix de Carole Farley et l'enveloppement d'un manteau de brocart. Le souffle de ces mélodies et la belle progression de la dernière, particulièrement, laissent à penser qu'André Bon posséderait tout ce qu'il faut pour écrire un grand opéra, si on lui en donne l'occasion.

GÉRARD CONDÉ.

★ Le programme musical de Franco-Culture se fera l'écho des MANCA le 22 février, à 21 h 30, puis, le 2 mars, à 22 h 30 (réécrits de J. Léandre, A. Ouzounoff et D. Kientzy). En outre, Remy Stricker consacrera cinq émissions, du 25 février au 1^{er} mars à 20 heures, au besson, avec la participation d'A. Ouzounoff.

GALERIES

LOUTTRE B., MAYO, ANCEL

Atmosphères à part

Un feu d'artifice, tiré sur ses presses par Louttre B., accueille le visiteur rue Bonaparte. Quelque deux cents gravures participent à cette féerie magistralement mise en scène par leur auteur : pour chacune une fenêtre a été découpée dans le revêtement des murs en carton ondulé. A l'extérieur, images fraîches et joyeuses, d'une diversité infinie. Mais quelles gravures ? En majeure partie des très graves nudes selon un procédé assez révolutionnaire : au lieu d'encre classique, les parties du bois égrainées par la ponce, Louttre B. colle de la couleur dans les creux. Un seul passage suffit alors pour transmettre à l'épreuve polychrome et relief.

Les petites estampes ne sont pas toutes incluses dans le catalogue raisonné de l'œuvre gravé, puisqu'il

couvre la période 1960-1983 et que Louttre B. n'arrête jamais. Edité par Hazan, il répertorie 442 numéros, et sa sortie est l'un des prétextes de l'exposition. L'autre, ce sont les *Trois Riches Heures de Louttre B.*, sorte de réplique gentiment insolente à celles du duc de Berry, avec leurs douze planches, les douze mois du calendrier, en regard de douze proverbes assortis, enluminés avec la même tendre humeur. (1).

Surréaliste, Mayo ? Ses cinquante ans de peinture, aujourd'hui réunis, sont l'occasion de remettre (Maisonkovi, Man Ray, les franciscains du dissident Grand Jeu), explique une parenté certaine, même s'il a toujours refusé de s'inscrire au mouvement. Il y en eut d'autres, et celle d'Henry Miller ne se sentait que pour s'opposer à tout bien mal une œuvre fondamentalement onirique, dans son classicisme à l'antique que les origines grecques de Mayo justifiaient amplement.

Son monde se peuple de phylles et de statuettes, de personnages déformés et craquelés, où les métamorphoses des trois règnes semblent naturelles. On revêt, avec une admiration intacte, les visages divinisés d'Hélène (1934), d'Aziza (1937), le *Régiment* (1943), les portraits d'hommes, les paysages, les compositions aux membres multipliés, aux faces impossibles. Les dessins exécutés pour les costumes des *Enfants du Paradis* rappellent que Mayo fut le collaborateur de Marcel Carné, comme il le fut de son vieil ami Jacques Prévert, de René Clair, de Jacques Becker, et au théâtre, d'Albert Camus. En bref, toute une époque, qui n'est d'ailleurs pas révolutionnaire, Mayo n'a pas dit son dernier mot (2).

Dans l'actuelle exposition d'Ance, tout, on le peut très bien (les obsédants et admirables paysages du Maroc, d'une autre époque, font atmosphère à part), a l'air d'avoir été capté dans un miroir. Il y a même une petite série de paysages qui ont été peints dans un rétroviseur. Loin des routes nationales, ce sont des scènes d'intérieur, et regroupées en mosaïques de tableaux où le même personnage s'est à chaque fois légèrement déplacé.

Dessin animé au ralenti... Et ces miroirs sont quelquefois terriblement induis. Car miroirs il y a, sinon pourquoi ces images et leurs encadrements seraient-ils de guingois ? Mais trêve d'anecdotes. C'est la qualité de la peinture qui nous retient, sobre et chaude, intimiste, à l'aise aussi dans les tons clairs, comme dans ce grand « assemblage » fleuri, on allait dire ce carrelage, inondé d'une lumière blanche (3).

JEAN-MARIE DUNOYER.

- (1) Galerie Fabien Boulikas, 20, rue Bonaparte. Jusqu'au 23 février.
- (2) Galerie Alain Blondel, 4, rue Aubry-le-Boucher. Jusqu'au 30 mars.
- (3) Beilint, 23 bis, boulevard de Sébastopol. Jusqu'au 16 mars.

★ LE PRIX DE LA FONDATION PIERRE-LAFITE. Le prix de la Fondation Pierre-Lafite, décerné chaque année à un historien, a été attribué, pour 1985, à M. Edgar Faure, pour les deux premiers tomes de ses *Mémoires*. Le prix Pierre-Lafite, qui porte le nom d'un historien français parti combattre en 1915, est attribué par un jury présidé par MM. Louis Joxe et Jean Fourastié. Les trois derniers lauréats ont été André Fontaine, Paul-Marie de La Gorce et Jean-Denis Brédas.

THÉÂTRE

« LES NUITS ET LES JOURS », de Pierre Laville

L'avenir du prisonnier

Entrer en prison est une affaire marquante. L'abandon du noir, sourd, dans quoi vous êtes immergé en entier, s'amoindrit soudain devant des impressions proches, l'écho des voix dans les couloirs, une odeur violente indéfinissable, plus animale qu'humaine, les gestes méticuleux des employés du greffe, de la douche.

Mais sortir de prison est plus frappant encore, l'instant même de la sortie, quand la porte se referme dans votre dos. Il vous semble que le trottoir, sous vos pieds, n'est pas fixe, qu'il « bouille » un peu, tel le dos d'un immense dragon dérangé dans son sommeil. Le blanc du ciel blesse les yeux, l'air cru déchire la poitrine, le mouvement et le bruit de la ville se défont avec brusquerie. Vous hésitez là, serrant dans la main les lacets, le bracelet-montre, qui vient de vous être rendu, et un pécule, et la liberté n'est pas là, pas encore, vous ne l'avez pas sur la peau.

Sortir de l'hôpital psychiatrique est une épreuve différente. L'agression du dehors est là aussi, mais s'y ajoute la peur. Dans l'hôpital, les doses d'hypnotiques, chaque jour, sont normalement plus fortes qu'à la prison, c'est carrément la cuiller à

soupe de chloral, si bien que vous perdez la notion du temps, plus que celle de l'espace. A la sortie de l'hôpital, la vue d'un abricotier en fleur dans un jardin de la banlieue, par exemple, vous est impossible à « comprendre ». Il y avait des saisons ? Où ? Quand ?

Ces observations sont moroses, mais c'est que la pièce de Pierre Laville, *Les Nuits et les Jours*, s'ouvre sur ce double événement : une femme qui sort de l'hôpital ; un homme qui sort de la prison.

Nous allons les voir rentrer dans la vie, y accomplir deux parcours qui se recoupent quelquefois. Lui arrivera à quelque chose, directeur d'une entreprise, parce qu'il est un peu cynique, et surtout parce qu'il parvient presque à se faire croire qu'il a guéri de la prison. Elle va s'éteindre peu à peu, parce qu'elle est plus scrupuleuse, et surtout parce qu'il aurait fallu qu'elle guérisse d'elle-même, ce qui est bien plus demandeur.

LES TRACES

Cette pièce de Pierre Laville se distingue par deux qualités étranges.

La première, c'est une impression de « traces ». Comme si les faits et gestes n'avaient pas lieu, de but en blanc, mais comme si des antécédents, des choses publiques ou privées, la Résistance, la Libération, ou les ombres tremblantes des planètes de l'allée qui menait à la ferme, l'été, les mois de vacances scolaires, avaient, sur le tissu des jours actuels, laissé juste des traces, des marques plus ou moins enfouies dans le sable, parfois presque impalpables, mais qui ne peuvent disparaître.

Cela pourrait faire croire que la pièce de Laville a quelque chose

d'indécis. Au contraire, elle y gagne une force d'évocation et de méditation saisissante. Les traces sont parfois plus présentes que les vies. Qui oserait nier que notre pays, quarante ans après la fin de la guerre, reste très profondément échoqué, déterminé, par les traces d'une occupation, d'une persécution des Juifs ?

La seconde qualité essentielle de *Les Nuits et les Jours* tient à la substance singulière des dialogues. Il y a les paroles, d'une part, prononcées par cette femme et cet homme amputés par un internement. Et tout se passe comme si les paroles prononcées par les autres protagonistes, amis, parents, étaient entendues par nos deux amputés dans un froid affectif, dans un vide.

Parole anesthésiée, verbe non partagé, échanges perdus, qui suscitent des asphyxies plutôt que des solitudes, alors que, curieusement, les jours, et les accidents des jours, avancent d'un pas sûr, jusqu'à ce que cette femme et cet homme s'éloignent lentement, à contre-jour, dans un avenir mensonger, dans un faux semblant de futur, — et cette belle pièce fait alors songer à la phrase d'Henri Michaux : « La comédie des feuilles, à l'aller pas la jouer à l'arbre ».

La mise en scène de Catherine Dasté et Daniel Berthou, sorte de pavane lente dans les barrières mystérieuses d'un jeu de vitres et de miroirs, accompagne bien l'action. Juliette Berto (la jeune femme) et Roger Mirmont (l'ex-prisonnier), manifestent une inhabileté, peut-être voulue. Juliette Berto et André Thoront font des créations remarquables.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre 14, 20 h 45.

DANSE

TRANSES ET AUTO-PORTRAITS

Le renouveau du solo

Le solo est, pour certains chorégraphes une nécessité, une projection irrisolable de la personnalité, et la danse moderne axée sur l'expression d'états intérieurs y conduit tout naturellement. En Allemagne, cette forme héritée de Wigman et de Kreutzberg est reprise par des artistes comme Susan Linke et Reinhold Hoffman, qui s'y montrent plus convaincants que dans leurs ballets.

Carolyn Carlson a réintroduit le solo en France, suivie par Dominique Boivin, Jean-Claude Ramseier, Renate Pook, Yves Musard ou Elisabeth Schwartz. Parfois même, des chorégraphes de compagnies prennent le temps d'un exutoire ou d'un auto-portrait : c'est le cas de Jean-Claude Gallotta, Dominique Bagouet ou Karine Saporta.

Malgré ce renouveau, le solo pose des problèmes de programmation en soi-même. Le théâtre contemporain de la danse n'a pas trouvé encore l'occasion d'en présenter. Le Théâtre de la Ville, lui, a pris le risque exceptionnel d'afficher Hervé Dumas à 18 h 30. Ce fut un gros succès ; et si l'on parle encore du festival Danse au présent 85, qui vient de se terminer à la porte de Pantin, c'est en raison d'une prestation d'Isabelle Calleau, inspirée d'une lecture de Gertrude Stein, et que l'on souhaite revoir.

Le Théâtre 18 de la rue Georges-Araguit, salle avantagée mais exigüe,

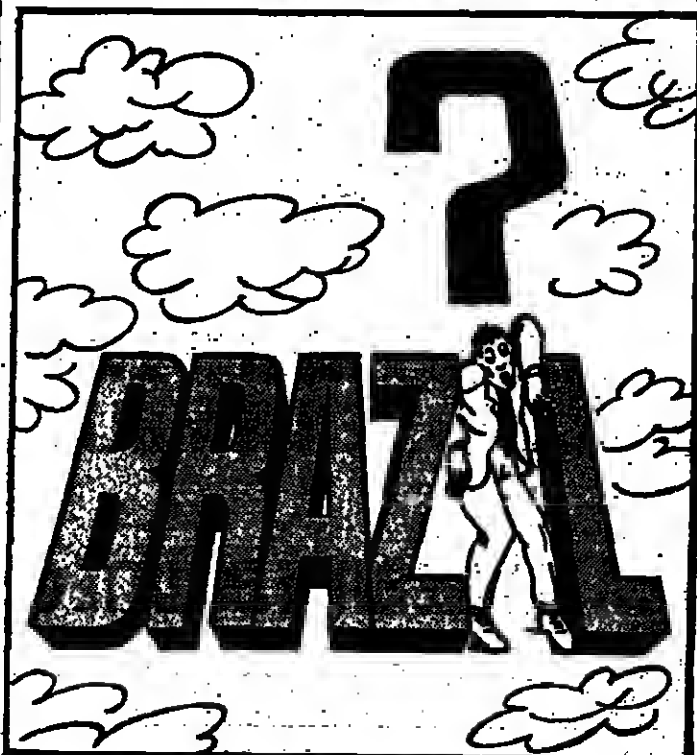
fait une large place à la danse en solo. Il aura révélé Michèle Mongual, Jolie blonde, formée chez Karin Wachner, elle a construit un spectacle cohérent de cinquante minutes qui se regarde sans ennui. *Mis Kaputt* est l'évocation d'une femme-pantin, oscillant entre la lumière et les ténèbres, le rire et les larmes, et manifestant une quête d'identité. Sa dérive est traitée dans un style expressionniste qui manque cependant de vigueur et de cruauté, surtout en référence à Malaparte.

Martine Salmon, qui n'en est pas à son premier essai, n'a pas un essai en soi-même d'un narcissisme primaire. Sa recherche de jolies poses, de belles figures, ses enroulements perpétuels sur elle-même sont creux. En revanche, il ne faut pas manquer Isael da Silveira, grande noire angolaise et occitante, qui renouvelle catégoriquement la gestuelle et les parcours de la danse de transe. Il est vrai qu'ici le percussionniste, Coccol, n'est pas un simple accompagnateur ; un dialogue s'engage avec la danseuse, violent, agressif, physique, un peu comme Rhys Chatham s'affrontait avec Karole Annitage.

MARCELLE MICHEL.

★ Théâtre 18, Isael da Silveira, à 22 heures, dimanche à 17 heures, jusqu'au 17 février. Martine Salmon à 20 h 30, dimanche à 16 heures, jusqu'au 24 février.

MERCREDI



Changements à l'Opéra

La cinéaste italienne Lina Cavalotti ne renouvra pas à l'Opéra de Paris, en mars et avril prochain, *Wozzeck*, d'Alban Berg, « pour des raisons indépendantes de sa volonté ». L'œuvre restera cependant à l'affiche et sera mise en scène par Ruth Berghans, dirigée par Christoph von Dohnanyi, avec dans le rôle-titre Peter Gansch.

D'autre part, l'opéra *Don Quichotte*, de Massenet, ne sera pas joué fin juin salle Favart, mais à l'automne 1986 au Palais Garnier. L'œuvre sera co-produite par la Fenice de Venise. En remplacement, se jouera salle Favart, fin juin-début juillet, le *Barbier de Séville*, de Rossini, produit par l'Opéra de Metz, dirigé par Jean-Marie Simon, avec Ruggero Raimondi et Gabriel Bacquier.

Un film magique

Un jeune géologue, Mathieu, fait un voyage d'études sur une petite île grecque où vivent, seuls, un pêcheur de poissons et sa fille. Terre brûlée de soleil, comportements étranges. *L'Arbre sous la mer*, premier long métrage de Philippe Muyl, s'inspire d'un roman de Nikos Kazantzakis. L'attitude scientifique bascule vers l'envoûtement des mythes antiques. Au fond des eaux, Mathieu va découvrir un effrayant secret.

Images superbement composées, paysages d'un monde en dehors du temps, rythme lent, musique agaçante comme un charme ; voilà une tentative de film « magique » où la réalité, effectivement, perd son sens, à chaque intervention ou apparition de la belle et sauvage Elena Dragouni, actrice débonnaire, ici force de la nature et fille de légende.

A l'exemple de Christophe Malavoy, le géologue, on peut se laisser hypnotiser. Philippe Muyl a misé sur l'originalité et il a gagné, même si la manière dont son film a été distribué n'a pas joué en sa faveur.

JACQUES SICLER.

★ Le Grand Pavois, 364 rue Lecourbe, Paris 15 (chaque jour à 18 h 45).

On danse entre dix-huit et trente-cinq ans

La Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM) publie les résultats d'une étude nationale réalisée auprès de 4 000 discothèques. 64 % des clubs ont une clientèle dont la moyenne d'âge est comprise entre dix-huit et vingt-cinq ans et 31 % accueillent un public entre vingt-cinq et trente-cinq ans. 79 % des discothèques diffusent les succès du jour, les autres établissements se partageant entre les styles rock, retro et typique. 46 % ont des relations régulières avec une ou plusieurs radios locales, notamment pour élaborer un hit-parade commun.

L'étude de la SACEM confirme enfin l'extraordinaire développement de la vidéo : 30 % des discothèques sont équipées. (La moitié d'entre elles mélangent le vidéoclip et le message publicitaire) et 25 % envisagent de le faire.

La fortune selon G.B. Shaw

Si l'argent va à l'argent, l'argent, ou le sait, ne fait pas le bonheur. Dans *La Milliardaire* de G.B. Shaw, mise en scène par Jean Rougerie, Epiphanie Fustasman à les poches pleines d'or mais le cœur vide. Son mari est un athlète à la curvule de moine et son amant, un ectoplasme spécialisé dans les conseils d'administration. A ce malheur s'ajoute le fait qu'Epiphanie a un caractère difficile. Elle est excessive, impossible, abusive, porte un extraordinaire chapeau surmonté de feuilles de palmier, mais elle a un don. Elle fabrique de l'or comme d'autres des chandails jacquard.

Silvia Mounfort interprète ce rôle de vamp/mistère de tragédie, avec un rien de chafardeuse agressive. Pas comode. Raide, peu naturelle, elle creuse l'écart qui existe entre elle et ses proches. Le spectacle souffre de cette présence glaciale. Quel destin attend le petit médecin égyptien rose-doré (Pierre Olaf), qui s'adonne au néo-saït comment cette femme de la finance ?

La Milliardaire est une pièce aux vertus imperceptibles : un patchwork où l'humour se disperse mais où l'argent joue un rôle... indémodable.

C. DE BARONCELLI.

★ Carré Silvia-Mounfort, 20 h 30.

CINÉMA

« GWEN OU LE LIVRE DE SABLE », de J.-F. Laguionie

Voyage au pays des images

Il y eut un soir, il y eut un matin, et puis plus rien, le désert après l'orage. Plus rien ? Dans les replis du sable survivent quelques nomades, fuyant sur leurs échasses de puits en puits, cherchant l'autruche qui les nourrit de ses plumes.

La nuit, il se tait. C'est l'heure du Mekou, le monstre venu du Pays des morts, qui déverse dans le paysage des ruines bizarres, hors de proportion. Nous les nomades tétraviseurs, chaussons ou commodore à tiroirs. Les nomades n'en ont pas l'usage, mais parfois, ils en récupèrent des morceaux qu'ils bricolent.

Et puis voici Gwen, intrépide orpheline dont Roseline (cent soixante-troize ans) raconte l'histoire sans en bien connaître la clé. Gwen aide d'un enfant songeur et sans peur, Gwen qui se rendra dans la Cité éternelle pour retrouver son ami, enlevé par le Mekou au cours de leurs jeux nocturnes. *Gwen ou le livre de sable* devient alors un voyage au pays des images. C'est ça, le secret du prétendu Pays des morts. En abandonnant le monde, les deux ont laissé un livre saint, peuplé par une population laborieuse qui alimente le monstre en dessins. Cette bible est un catalogue de vente par correspondance.

Du désert à la Cité interdite, tout un monde surgit et se peuple. On suit au gré de sa propre fantaisie les péripéties de Gwen et de l'enchêtre, parcours symbolique ou délicate aventure, selon l'âge et la disposition du spectateur. Ce n'est pas

la dernière superproduction à la mode. C'est plus fascinant que *Dune*, et c'est un dessin animé. L'auteur, Jean-François Laguionie, est de ces cinéastes d'un genre spécial qui s'enferment entre quatre murs et concentrent l'évasion image par image. Nul autre solitaire, travaillant avec des papiers découpés, il s'est lancé dans ce long métrage dans la richesse du mouvement, de couleurs et de volumes corré avec sa technique précédente, sans altérer la poésie quassimathématique du son univers.

Croquis, décors, découpages, gouaches, intégration dans les décors, tourage... Pendant quatre ans, ils ont été neuf à élaborer Gwen, pour la plupart des auteurs de dessins animés tentés par le projet de Laguionie. Un projet fou qui aurait nécessité plus de cent cinquante dessinateurs dans une production ordinaire. Mais, entre les foyers de recherche et les usines à grand rendement, il n'y a pour ainsi dire pas de place pour les rêves de la dimension de Gwen.

CLAIRE DEVARREUX.

★ Voir les films nouveaux. — La Cinémathèque française expose à Chaillot de nombreux documents sur Gwen.

— GAUMONT COLIÉE — CLUNY ÉCOLES — PARNASSIENS —



مكتبة القاهرة

SPECTACLES

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinéma-thèque

CHAILLOT (704-24-24)
16 h : le Crime de bouill, de A. Corf.
19 h : 70 ans d'Universal : le Monstre des abysses, de J. Arnold (v.a.s.f.) ; 21 h : cinéma japonais : le documentaire : Kogi Isoguchi, ou la Vie d'un cinéaste, de K. Shindo.

REAUBOURG (278-35-67)
17 h : le Dernier des Mohicans, de M. Tonner ; 19 h : cinéma allemand des années 80 : Vers l'humanité, de M. et T. Timpner (v.a.s.f.).

Les exclusivités

AMADEUS (A. v.a.) : Vendôme, 2 (742-75-52) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; Gaumont Champs-Élysées, 6 (239-40-67) ; Eclair, 17 (707-28-04) ; Calypso, 17 (330-30-11) ; V.F. Rex, 2 (236-43-93) ; Impérial, 2 (742-72-52) ; Montparnasse, 14 (327-52-37).

LES AMANTS TERRIBLES (F.) : Art Beaumont, 4 (278-34-15) ; Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77) ; Parisiennes, 14 (330-32-21).

L'AMOUR A MORT (F.) : Quintette, 5 (633-79-38).

ANOTHER COUNTRY (Histoire d'une trahison) (A. v.a.) : Gaumont Hall, 1 (297-49-70) ; Saint-Germain Studio, 6 (633-63-20) ; Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77) ; Elysees Lincoln, 6 (359-36-14) ; Ambassade, 8 (359-19-48) ; Convention Montparnasse, 15 (544-25-02) ; V.F. Lumière, 9 (246-49-07).

A NOUS LES GARÇONS (F.) : Club de l'Étoile, 17 (380-42-05).

L'AUBRE ROUGE (A. v.f.) : Hollywood Boulevard, 9 (770-10-41).

ALL-DESSUS DU VOLCAN (A. v.a.) : Espace Galté, 12 (327-95-94).

L'AVENTURE DES EWOKS (A. v.a.) : Marignan, 6 (359-92-82) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; V.F. George V, 8 (562-41-46) ; France, 9 (770-33-88) ; Mandrill, 9 (770-72-86) ; Fauvette, 13 (331-56-60) ; Montparnasse Pathé, 14 (330-12-06) ; Mistral, 14 (330-52-43) ; Pathé Clichy, 18 (322-46-01).

LE MEURTRE SCROUMPHY (Belge) : George V, 8 (562-41-46) ; Mistral, 14 (330-52-43) ; Grand Pavois, 15 (554-46-85).

BOY MEETS GIRL (F.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-80-25).

BROADWAY DANNY ROSE (A. v.a.) : Cinéma Saint-Germain, 6 (633-10-30) ; Reflet Bains, 9 (561-10-60).

CA N'ARRIVE QU'À MOI (F.) : Forum Orient Express, 1 (233-42-26) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Marignan, 6 (359-92-82) ; France, 9 (770-33-88) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Fauvette, 13 (331-56-60) ; Mistral, 14 (330-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14 (330-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (528-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (322-46-01).

CARMEN (Esp. v.a.) : Bole à films, 17 (622-44-21).

CARMEN (Franco-It.) : Publicis Madison, 9 (359-31-97).

LA COMPAGNIE DES LOUPS (Ang. v.a.) : Gaumont Hall, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Cinéma, 6 (359-36-14) ; Rex, 2 (236-43-93) ; V.F. : Berlin, 2 (742-60-33) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Bretagne, 6 (222-57-97) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-07).

LA CORDE BAIDE (A. v.a.) (*) : UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; UGC Normandie, 6 (633-79-38) ; UGC : Maxville, 9 (770-72-86) ; UGC Boulevard, 9 (574-95-40) ; Paramount Montparnasse, 14 (330-52-43) ; UGC Convention, 15 (528-42-27).

COTTON CLUB (A. v.a.) : Forum Orient Express, 1 (233-42-26) ; Saint-Germain Studio, 6 (633-63-20) ; Hantefouille, 6 (633-79-38) ; UGC Bains, 9 (561-10-60) ; Eclair, 17 (707-28-04) ; Parisiennes, 14 (330-32-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; V.F. : Berlin, 2 (742-60-33) ; Galté Boulevard, 2 (253-57-06) ; Montparnasse, 14 (330-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14 (330-52-43).

LE DÉFI DU TIGRE (A. v.f.) : Paris Ciné 10 (770-21-71).

DIVA (F.) : Rivoli Beaumont, 4 (278-34-15).

DUNE (A. v.a.) : Gaumont Hall, 1 (297-49-70) ; Hantefouille, 6 (633-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6 (633-10-30) ; Marignan, 6 (359-92-82) ; Elysees Lincoln, 6 (359-36-14) ; Parisiennes, 14 (330-32-21) ; Kléopâtre, 15 (544-25-02) ; V.F. : Grand Rex, 2 (236-43-93) ; Berlin, 2 (742-60-33) ; Bretagne, 6 (222-57-97) ; Saint-Lazare, 9 (562-41-46) ; Parisiennes, 14 (330-32-21) ; Bastille, 11 (700-21-65) ; Nations, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; Adèle, 12 (343-04-67) ; Parisiennes, 14 (330-32-21) ; Galaxie, 13 (350-18-03) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-07) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (528-42-27) ; Victor-Hugo, 16 (722-49-75) ; Paramount Maillo, 17 (758-24-24) ; Pathé Wexler, 18 (322-46-01) ; Sorbus, 19 (241-77-99) ; Gambetta, 20 (636-10-96).

ÉLÉMENTS DE CRIME (Drame, v.a.) : Hantefouille, 6 (633-79-38) ; George V, 8 (562-41-46) ; Action Lafayette, 9 (329-79-89) ; Olympia, 14 (544-25-02) ; Parisiennes, 14 (330-32-21).

EL NEKITE (A. v.a.) : UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; Ciné Beaumont, 4 (278-34-15) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; UGC-Régence, 6 (575-94-94) ; UGC Champs-Élysées, 6 (562-41-46) ; UGC Gobelins, 13 (335-23-44) ; Convention Saint-Charles, 19 (579-35-00).

EMMANUELLE IV (F.) : George V, 8 (562-41-46).

LE FICHAIR (F.) : Paramount City, 9 (562-45-76) ; Paramount Opéra, 2 (574-93-50) ; Parisiennes, 14 (330-32-21) ; Montparnasse, 14 (330-52-43).

LES FOLIES ORDINAIRES DE CHARLES KUROSKA (F.) : Studio 43, 9 (770-63-40).

LES FAVORIS DE LA LUNE (F.) : Ciné Beaumont, 4 (278-34-15) ; Studio Adèle, 9 (354-46-85) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Parisiennes, 14 (330-32-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79).

GREYHOUND (A. v.a.) : UGC Marabout, 8 (561-04-05) ; V.F. : Paramount Opéra, 2 (574-93-50).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN SEIGNEUR DES SINGES (Ang. v.a.) : George V, 8 (562-41-46) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; V.F. : Capit, 2 (508-11-69).

HIDMAT (AIL. v.a.) : Chny Palace, 5 (354-07-06).

L'HYSTÉRIE SANS FIN. (AIL. v.a.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-80-25) ; 11 (700-89-16).

HOBOR KID (A. v.a.) : Paramount City, 9 (562-45-76) ; Ambassade, 8 (359-19-48) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; Logos, 5 (354-25-02) ; Studio de la Harpe, 5 (354-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Pagoda, 7 (705-12-15) ; Colisée, 8 (359-22-62) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Olympia-Marilyn, 14 (544-25-02) ; Montparnasse, 14 (327-52-37).

JE VOUS SAUVE MARIE (F.) : Gaumont-Halles, 1 (297-49-70) ; UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; Logos, 5 (354-25-02) ; Studio de la Harpe, 5 (354-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Pagoda, 7 (705-12-15) ; Colisée, 8 (359-22-62) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Olympia-Marilyn, 14 (544-25-02) ; Montparnasse, 14 (327-52-37).

KAOS, CONTES SICILIENS (It. v.a.) : Forum Orient Express, 1 (233-42-26) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Margu, 9 (359-92-82) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; P.M. Saint-Jacques, 14 (359-22-62) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79).

LOVE STREAMS (A. v.a.) : Forum, 1 (257-53-74) ; Olympia Saint-Germain, 6 (633-10-30) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; George V, 8 (562-41-46) ; Montparnasse, 14 (330-52-43) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79).

MARCHE À L'ORÈBRE (F.) : Paramount Marivaux, 2 (296-80-40) ; George V, 8 (562-41-46) ; Montparnasse, 14 (330-52-43) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79).

MARIA'S LOVERS (A. v.a.) : UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; Chny Palace, 5 (354-07-06) ; Lucernaire, 6 (544-57-34) ; UGC Bains, 9 (561-10-60).

MEILLEUR DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit. v.a.) : Epée de Bois, 5 (337-57-47) ; Saint-André-des-Arts, 6 (326-80-25) ; 11 (700-89-16).

1984 (A. v.a.) : Epée de Bois, 5 (337-57-47).

LE MONTANT DE VÉRITÉ (A. v.f.) : Opéra Night, 2 (296-80-40).

LES NANAS (F.) : Ciné Beaumont, 4 (278-34-15) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; George V, 8 (562-41-46) ; Marignan, 6 (359-92-82) ; France, 9 (770-33-88) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Fauvette, 13 (331-56-60) ; Mistral, 14 (330-52-43) ; Pathé Clichy, 18 (322-46-01) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Bretagne, 6 (222-57-97) ; Paramount Opéra, 2 (574-93-50) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Parisiennes, 14 (330-32-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-07) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (544-25-02) ; Convention Saint-Charles, 19 (579-35-00) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (322-46-01).

NI AVEC TOI NI SANS TOI (F.) : UGC Normandie, 6 (633-79-38) ; Bains, 9 (561-10-60) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Marignan, 6 (359-92-82) ; France, 9 (770-33-88) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Fauvette, 13 (331-56-60) ; Mistral, 14 (330-52-43) ; Pathé Clichy, 18 (322-46-01) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Bretagne, 6 (222-57-97) ; Paramount Opéra, 2 (574-93-50) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Parisiennes, 14 (330-32-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-07) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (544-25-02) ; Convention Saint-Charles, 19 (579-35-00) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (322-46-01).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (F.) : Quintette, 5 (633-79-38) ; Reflet Bains, 9 (561-10-60).

LES ORIGES DE CALIGULA (It. v.a.) : V.F. : Paramount Marivaux, 2 (296-80-40).

PALLAS (F.) : Paramount City, 9 (562-45-76) ; Paramount Opéra, 2 (574-93-50) ; Parisiennes, 14 (330-32-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Bretagne, 6 (222-57-97) ; Paramount Opéra, 2 (574-93-50) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Parisiennes, 14 (330-32-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-07) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (544-25-02) ; Convention Saint-Charles, 19 (579-35-00) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (322-46-01).

PARKS, TEXAS (A. v.a.) : UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; Parisiennes, 14 (330-32-21) ; Saint-André-des-Arts, 6 (326-80-25) ; 11 (700-89-16) ; UGC Bains, 9 (561-10-60) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Marignan, 6 (359-92-82) ; France, 9 (770-33-88) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Fauvette, 13 (331-56-60) ; Mistral, 14 (330-52-43) ; Pathé Clichy, 18 (322-46-01) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Bretagne, 6 (222-57-97) ; Paramount Opéra, 2 (574-93-50) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Parisiennes, 14 (330-32-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-07) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (544-25-02) ; Convention Saint-Charles, 19 (579-35-00) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (322-46-01).

PAROLES ET MUSIQUE (F.) : Ambassade, 8 (359-19-48) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Bretagne, 6 (222-57-97) ; Paramount Opéra, 2 (574-93-50) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Parisiennes, 14 (330-32-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-07) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (544-25-02) ; Convention Saint-Charles, 19 (579-35-00) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (322-46-01).

LE PAYS OU REVENT LES FOURMIS VERTES (AIL. v.a.) : Contrecarpe, 5 (325-78-37).

PHILADELPHIA EXPERIMENT (A. v.f.) : Lumière, 9 (246-49-07).

PRÉMON CARMEN (F.) : Grand Pavois, 15 (554-46-85).

PROFESSION MAGIARI (It. v.a.) : Reflet Quartier Latin, 5 (326-84-65) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; UGC Bains, 9 (561-10-60) ; Studio 43, 9 (770-63-40).

QUILORBO (Bulgar. v.a.) : Desfort, 14 (321-41-01).

RAZORBACK (*) (A. v.a.) : UGC Normandie, 6 (633-79-38) ; V.F. : UGC Montparnasse, 14 (330-52-43) ; UGC Boulevard, 9 (574-95-40) ; UGC Convention, 15 (528-42-27) ; UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; UGC Denon, 2 (225-10-30) ; UGC Bains, 9 (561-10-60) ; Paramount Montparnasse, 14 (330-52-43) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Ranzaglia, 16 (288-64-44).

ROUGE GORGE (F.) : Berlin, 2 (742-60-33) ; Saint-Germain-Village, 5 (633-10-30) ; Ambassade, 8 (359-19-48) ; Olympia, 14 (544-25-02).

LES SAINTS INNOCENTS (Esp. v.a.) : Forum Orient Express, 1 (233-42-26) ; Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77) ; Olympia Europe, 14 (544-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Bretagne, 6 (222-57-97) ; Paramount Opéra, 2 (574-93-50) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Parisiennes, 14 (330-32-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-07) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (544-25-02) ; Convention Saint-Charles, 19 (579-35-00) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (322-46-01).

SAUVAGE ET BEAU (F.) : Paramount Marivaux, 2 (296-80-40) ; Paramount Opéra, 2 (574-93-50) ; Parisiennes, 14 (330-32-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Bretagne, 6 (222-57-97) ; Paramount Opéra, 2 (574-93-50) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Parisiennes, 14 (330-32-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-07) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (544-25-02) ; Convention Saint-Charles, 19 (579-35-00) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (322-46-01).

LA SAGA (A. v.a.) : UGC Normandie, 6 (633-79-38) ; V.F. : UGC Montparnasse, 14 (330-52-43) ; UGC Boulevard, 9 (574-95-40) ; UGC Convention, 15 (528-42-27) ; UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; UGC Denon, 2 (225-10-30) ; UGC Bains, 9 (561-10-60) ; Paramount Montparnasse, 14 (330-52-43) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Ranzaglia, 16 (288-64-44).

STAR WARS, LA SAGA (A. v.a.) : UGC Normandie, 6 (633-79-38) ; V.F. : UGC Montparnasse, 14 (330-52-43) ; UGC Boulevard, 9 (574-95-40) ; UGC Convention, 15 (528-42-27) ; UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; UGC Denon, 2 (225-10-30) ; UGC Bains, 9 (561-10-60) ; Paramount Montparnasse, 14 (330-52-43) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Ranzaglia, 16 (288-64-44).

LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTQUE, LE RETOUR DU JEDI : Eclair, 17 (707-28-04) ; Espace Galté, 12 (327-95-94) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Bretagne, 6 (222-57-97) ; Paramount Opéra, 2 (574-93-50) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Parisiennes, 14 (330-32-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-07) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (544-25-02) ; Convention Saint-Charles, 19 (579-35-00) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (322-46-01).

STRANGER THAN PARADISE (A. v.a.) : UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; Ciné Beaumont, 4 (278-34-15) ; Saint-André-des-Arts, 6 (326-80-25) ; 11 (700-89-16) ; Elysees Lincoln, 6 (359-36-14) ; Action Lafayette, 9 (329-79-89) ; Olympia, 14 (544-25-02) ; Parisiennes, 14 (330-32-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Bretagne, 6 (222-57-97) ; Paramount Opéra, 2 (574-93-50) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Parisiennes, 14 (330-32-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-07) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (544-25-02) ; Convention Saint-Charles, 19 (579-35-00) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (322-46-01).

LE TÉLÉPHONE SONNE TOLDOURS DEUX FOIS (F.) : George V, 8 (562-41-46) ; France, 9 (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14 (330-12-06) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Bretagne, 6 (222-57-97) ; Paramount Opéra, 2 (574-93-50) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Parisiennes, 14 (330-32-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-07) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (544-25-02) ; Convention Saint-Charles, 19 (579-35-00) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (322-46-01).

TRAIN D'ENFER (F.) : Rex, 2 (236-43-93) ; UGC Bains, 9 (561-10-60) ; Galté Boulevard, 2 (253-57-06) ; Montparnasse Pathé, 14 (330-12-06) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Bretagne, 6 (222-57-97) ; Paramount Opéra, 2 (574-93-50) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Parisiennes, 14 (330-32-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-07) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (544-25-02) ; Convention Saint-Charles, 19 (579-35-00) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (322-46-01).

TRANCHES DE VIE (F.) : Gaumont Hall, 1 (297-49-70) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Berlin, 2 (742-60-33) ; Paramount Opéra, 2 (574-93-50) ; George V, 8 (562-41-46) ; Marignan, 6 (359-92-82) ; France, 9 (770-33-88) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Fauvette, 13 (331-56-60) ; Mistral, 14 (330-52-43) ; Pathé Clichy, 18 (322-46-01) ; 14-Juillet Beaug

RADIO-TÉLÉVISION

Vendredi 15 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Variétés : Midem 85.
Trophées internationaux.
Avec Jérôme Jackson, Pia Zadora, Nino de Angelo, Ivan, Jeanne Mas...
21 h 50 Théâtre : Les Bonnes.
De Jean Genet, réal. Michel Dumoulin.
Cette adaptation des Bonnes est un événement pour deux raisons : la première, c'est que l'œuvre d'un des écrivains les plus subversifs passe à la télévision, média si populaire et familial ; la deuxième, c'est que le spectacle lui-même est somptueux dans son dépouillement scénique comme dans la justesse implacable de son interprétation. Trois grandes actrices - Maria Casarès, Dominique Blancart et Françoise Bergé - incarnent trois personnages d'un huis clos, d'une messe noire.
23 h 50 Journal.
0 h 20 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Faut-il être : Châteaufort.
De J.-P. Pérold, réal. P. Planchon et S. Friedman.
La mort du « vieux » Berg déclenche la prise du pouvoir à la Dérive républicaine par Florence, avec l'assistance de Travers. Drama pour son frère Jean-Jacques, rédacteur en chef, événement. Mieux, Florence s'est mise en tête de faire campagne pour l'adversaire de son ancien ami, Quentin.
21 h 30 Apocryphes.
Magazine littéraire de R. Pivrot.
Sur le thème « Les mauvais sentiments », sont invités : Louis Julien (la Vierge), Marc-Edouard Nabe (Au régal des vœux), Jean-Marc Roberts (Métaphysique), Morgan Sportes (Je t'aime, je te tue), Tabary (Le Complice d'Iskoud), Anne Vergne (l'innocence du boucher).
22 h 50 Journal.
23 h Ciné-club : El Pisto.
Film espagnol de M. Ferreri (1958), avec M. Carrillo, J.-L. Lopez Vasquez, C. Lopez Silva, J. Cordero, C. Conde (vo. sous-titrés).
A Barcelone, un employé ne peut épouser sa fiancée faute d'un appartement. Il se décide à épouser sa vieille logeuse qui ne devrait pas tarder à mourir et à lui laisser le sien. Premier long métrage de Ferreri venu tourner en Espagne. Comédie satirique au des influences du « néoréalisme » se mêlent à l'humour noir.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Vendredi : Histoire d'un jour.
Magazine d'information d'André Campana et I. Berrière.
22 octobre 1962, le jour où la guerre nucléaire a failli éclater. Le 18 octobre 1962, des appareils de reconnaissance américains survolent Cuba, reprennent les travaux d'installation de fusées. Le 22 octobre, le président Kennedy institue un blocus autour de l'île. Avec la participation des généraux Gallois, Buis, Clouzeau...
22 h 10 Décibels de nuit.
Emission présentée par Jan-Lou Janier.
Spécial hard rock : extraits de « US Festival » : reportage sur la vie musicale à New-York.
22 h 55 Journal.
23 h 20 Henri Vincenot dans l'histoire de la France.
23 h 25 Prélude à la nuit.
Concerto pour orgue en la majeur, opus 4, n° 5, de G.F. Haendel, par l'Orchestre de RTL.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5, Dessin animé : Will Crac Owas ; 17 h 11, Thalassa ; 17 h 37, Écoute le vent sur la radio ; 17 h 53, Paris élan d'été ; 18 h 4, Musique occitane ; 18 h 27, Strasbourg sur Manche ; 18 h 51, Fantaisies : Janique Aïme ; 19 h 6, Atout Pic ; 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

20 h 30, Ellis Island ; 21 h 45, Les montagnes sont là, film de J. Rybicki ; 22 h 55, Les Bijoux de famille, film de J.-C. Laureau ; 0 h 25, Le Bal, film d'E. Scioz ; 2 h 10, Show d'été ; 3 h 5, De la grande petite sœur, film de M. Kalmanowicz ; 5 h, Hill Street Blues ; 5 h 45, Shanghaï skipper.

FRANCE-CULTURE

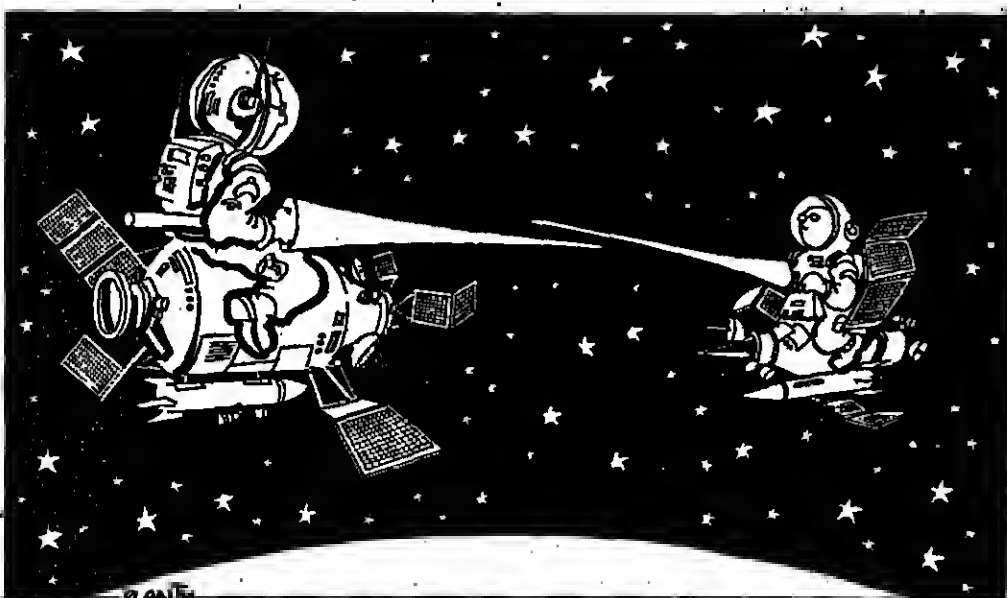
20 h 30 Le grand débat : Têtes bien faites ou têtes bien pleines.
21 h 30 Musique : Black and Blue : Le jazz de l'été 86.
22 h 30 Nuits musicales : Fanzone.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : Croix Sections and Colour Fields, de Brown ; Concerto pour violon et orchestre en la mineur, de Dvorak ; Symphonie n° 2 en ré mineur de Brahms, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck, dir. M. W. Chung, sol. K.-W. Chung, violon.
22 h 20 Les soirées de France-Musique : Les pêcheurs de perles ; compositeurs et artistes français ; à 24 h, Musique traditionnelle.

Les programmes du samedi 16 et du dimanche 17 février se trouvent dans « le Monde Loisirs ».

LES ENJEUX DE L'ESPACE



Le Monde
dossiers et documents

NUMÉRO SPÉCIAL - FÉVRIER 1985

L'HISTOIRE D'UNE CONQUÊTE - LES FUSÉES ET LA NAVETTE - DES SATELLITES EN TOUS GENRES - VIVRE ET TRAVAILLER DANS L'ESPACE - LES STATIONS SPATIALES - LA GUERRE DES ÉTOILES - LES BATAILLES ÉCONOMIQUES ET TECHNIQUES - SCIENCE-FICTION - BD - CINÉMA

18 PAGES CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 10,50 F

MENTEUR ET PROPHÈTE
Roland SUBLON
Une lecture très neuve des mythes grecs, des récits d'Abraham et de Moïse, de l'expérience de Marie et de Jésus. Une interprétation de l'institution de l'eucharistie. Par un médecin, théologien et analyste, disciple de Lacan.
Collection « Connivence » - 79 F

DESCLEE DE BROUWER

COMMUNICATION

LE CABLAGE DES VILLES

M. Pierre Mauroy relance ce « pari sur l'avenir » dans la communauté urbaine de Lille

Si les futures télévisions privées ont un effet dévastateur sur les abonnements de Canal Plus, elles ne semblent pas avoir ébranlé la détermination des communes candidates au câblage. Au dernier trimestre 1984, le ministre des PTT se plaignait amèrement de ne signer aucun protocole d'accord pour concrétiser les candidatures. Depuis quinze jours, c'est la rumeur : Cergy-Pontoise le 31 janvier, Toulouse et Ambrèvières le 12 février, Saint-Germain-en-Laye le 13, Béthune et Lille le 14.

Dans le tour de France que fait actuellement M. Louis Mezandreau pour signer avec les villes candidates au câble, le 14 février était une étape importante. Ce jour-là en effet, le ministre des PTT retrouve à Lille M. Pierre Mauroy, son ancien premier ministre qui fut arbitre de toutes les décisions importantes sur le plan câble. Entre les deux hommes, il y a une complicité évidente et la satisfaction d'une affaire rondement menée.

La communauté urbaine de Lille avait, depuis 1978, une expérience de réseaux câblés sur cinquante foyers. Incapable de l'étendre, minée par ses contradictions politiques, elle abandonne le dossier de câblage le 21 décembre dernier. Le 28 décembre, M. Mauroy rattrape la balle au bond et pose la candidature de sa ville pour trente mille foyers. Six semaines après, le dossier est bouclé et le maire de Lille réussit à entraîner avec lui deux communes voisines, la ville de Béthune, distante de 40 kilomètres, et les onze mille prises déjà installées à Villeneuve-d'Ascq.

Pour M. Mauroy, le câble est « un pari sur l'avenir, une volonté de

moderniser le Nord-Pas-de-Calais. L'intérêt de la construction d'un réseau va bien au-delà d'un plus grand choix de chaînes ou de la télévision locale. La fibre optique est une véritable autoroute des communications pour vivre la troisième révolution industrielle ». M. Mezandreau approuve ce pari économique de l'ancien chef du gouvernement, en affirmant que « le Nord-Pas-de-Calais, qui a beaucoup donné à la communauté nationale avec ses mines et sa sidérurgie, doit aujourd'hui bénéficier pleinement des nouvelles techniques de communication ».

Le plus diligent des deux... La volonté de M. Mauroy d'entraîner en région dans une mutation industrielle à quelques raisons politiques. A Roubaix, le sénateur André Diligent mise aussi sur le câble avec les municipalités d'opposition de la communauté urbaine et presse les PTT de signer un accord. Conscient de cette concurrence, à quelques semaines des élections cantonales, M. Mauroy veille à ce que la métropole lilloise « reste un pôle privilégié de développement ».

Mais les futures télévisions privées ne vont-elles pas retarder la mise en place des réseaux ? brouiller ses enjeux économiques ? L'ancien premier ministre ne cache pas qu'il aurait préféré que « l'on s'en tienne au câble ». Mais il comprend les enjeux politiques du président de la République, soucieux de ne pas affronter, une fois de plus, l'opposition sur le terrain des libertés à la veille des échéances électorales. « S'il y a des télévisions privées, déclare-t-il, je serai candidat. Non pour faire de la télévision municipale, à laquelle je me suis toujours opposé, mais pour réunir tous ceux qui, dans la région, veulent investir dans la communication ».

Le maire de Lille, comme le ministre des PTT, souhaite que les sociétés d'économie mixte mises en place pour exploiter les réseaux câblés soient également le support des futures télévisions hertziennes : « Si tout se passe bien, la télévision locale peut nous permettre de rétablir les équilibres et le pluralisme que la France est en train de perdre en matière de presse écrite ».

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

LE NOUVEAU PROFIL DE CANAL PLUS

La quatrième chaîne va perdre PPDA mais conserve l'appui total d'Havas

Patrick Poivre d'Arvor va quitter Canal Plus. Le 15 mars très exactement. C'est l'une des conséquences du réaménagement des programmes de la chaîne, récemment annoncé par M. André Rousselet, PDG du groupe Havas et de Canal Plus (le Monde du 9 février).

Le conseil d'administration de l'Agence Havas, réuni le jeudi 14 février, a approuvé à l'unanimité la décision prise par Canal Plus de poursuivre son exploitation de télévision « cryptée » payante, décision arrêtée il y a une semaine par les neuf administrateurs de la chaîne. Un communiqué indique par ailleurs que le conseil d'administration, « au vu des perspectives commerciales et financières qui lui ont été présentées, a décidé que l'Agence Havas contribuera si nécessaire au renforcement des fonds propres de Canal Plus ».

Enfin, le conseil d'administration de l'Agence Havas indique le communiqué, « a émis le principe de ne pas proposer à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de 1984 la distribution d'un dividende ».

En ce qui concerne le réaménagement des programmes, le départ de PPDA signifie que « tous les schémas de la chaîne, à l'exception de l'ouverture, en novembre dernier, de la quatrième chaîne et qui est diffusée chaque jour « en clair », à 19 h 10, n'existera plus sous sa forme actuelle. Pour PPDA, la redé-

GRÈVE EN PROVINCE

DU SYNDICAT DU LIVRE CGT

Le quotidien l'Alsace, de Mulhouse (Haut-Rhin), n'a pu paraître, ce vendredi matin 15 février, à la suite du mouvement de grève déclenché par les ouvriers du Livre. Cet arrêt de travail, comme les précédents observés dans d'autres quotidiens de province, tend à exprimer l'inquiétude du syndicat (FFTL-CGT) face à l'introduction de nouvelles techniques touchant à l'information de la rédaction, précise la direction de l'Alsace.

Rappelons qu'un ordre national de grève de vingt-quatre heures est lancé dans tous les quotidiens de province, ce vendredi 15 février, par le Syndicat du Livre, avec un rassemblement à Paris, mouvement marquant « une étape dans l'action qui doit nous mener vers une reconnaissance de la place et du rôle des travailleurs du Livre dans les entreprises multi-médias », précise la FFTL-CGT.

Le Syndicat des journalistes CGT invite les journalistes des quotidiens régionaux et départementaux à participer à cette journée d'action. La parution des journaux en province, samedi matin 16 février, devrait être largement affectée par cette grève.

LA COMMISSION POUR LA TRANSPARENCE ET LE PLURALISME DE LA PRESSE POURRAIT ÊTRE PROCHAINEMENT INSTALLÉE

La commission pour la transparence et le pluralisme de la presse, créée par la loi du 23 octobre 1984, « visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse », pourrait être prochainement installée. Cette commission comprend six membres désignés par six hautes instances politiques et juridiques. Mais l'Elysée n'a pas encore désigné son représentant, ce qui a bloqué jusqu'à présent l'installation de cette commission.

Le vice-président du Conseil d'Etat a désigné M. Michel Cornu, ancien conseiller d'Etat, déjà président de la commission paritaire des publications et agences de presse (dont dépend l'agrément des titres et donc les aides étatiques). Le premier président de la Cour de cassation, a désigné M. Jean Dardel, conseiller à la Cour de cassation, ancien secrétaire général du parquet de Paris. Le premier président de la Cour des comptes a désigné M. Jean Chazal, conseiller-maître à la Cour des comptes, ancien directeur des relations du travail.

Le président du Sénat, M. Alain Poher, et le président de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermaz, auraient eux aussi fait le choix. Ils attendent toutefois, pour le rendre public, que le président de la République ait désigné le futur président de la commission. Plusieurs noms ont couru, notamment ceux du magistrat honoraire Casamayor et de M. Henri Caillaud, ancien ministre, ancien sénateur du Lot-et-Garonne, qui serait aujourd'hui favori.

RECTIFICATIF

C'est par erreur que nous avons attribué 35 000 agents à la troisième chaîne de télévision dans l'article « FR 3 demande des moyens supplémentaires » (le Monde du 14 février). FR 3 ne regroupe, en effet, que 3 378 agents pour l'ensemble des stations régionales et du programme national. Ce qui rend plus compréhensible la demande de moyens supplémentaires présentée par son président.

CHEZ PHOX PAS D'INTOX

3980F MINOLTA 7000 avec obj. AF 1,7/50
1^{er} reflex à mise au point automatique.
Motorisé : 2 images sec. Codage DX.
Automatique par programme multimodes.

340 PHOTOGRAPHES DANS TOUTE LA FRANCE

LES LILAS : PHOTO CINE RECORD - 151, rue de Paris - Tél. 382.71.31
PARIS 20 : PHOTO CINE SEUL - 87, passage Choussy - Tél. 296.87.39
PARIS 8 : SELECTION PHOTO CINE - 24, boulevard Malesherbes - Tél. 742.23.58
SEINLES : PHOTO DE LA HALLE - 27, place de la Halle - Tél. 453.10.67

REPÈRE
Dollar : en b...
Croissance 1984
Automobile Etats-Unis
Carburants : mation moy...
Vin : des Am... bourguignon...
LOGEMENT
les constructeurs
sept organisat...
signent des acc...
LE MARCHÉ INTER...
TAUX DES...
UNE ÉDITION

1520 من الراجحي

économie

REPÈRES

Dollar : en baisse

Le dollar a refusé l'ensemble des marchés des changes européens le 15 février, confirmant la détente observée sur les places asiatiques. A Paris, le monnaie américaine était en baisse, en fin de journée, à 10,0350 F, contre 10,0510 F la veille en séance officielle. A Francfort, le billet vert a également fléchi à 3,2760/2770 DM, contre 3,2920/2950 DM jeudi.

Croissance : + 2 % en France en 1984

Le produit intérieur brut marchand (PIB) de la France a progressé de 2 % en moyenne l'année dernière. Ce résultat, tiré des comptes trimestriels de l'INSEE, est nettement supérieur à la croissance qui avait été prévue à la fin de 1983 (+ 1 %) et même à l'été 1984 (+ 1,3 %). Mais ce 2 % est calculé sur une base de prix 1970, qui n'est pas la même que la base utilisée dans les comptes annuels de l'INSEE (prix de l'année précédente, seule véritable référence). Il faudra donc attendre le mois d'avril pour connaître le véritable taux de croissance de l'économie française en 1984, la différence avec les calculs des comptes trimestriels pouvant atteindre plusieurs dixièmes de points.

Ce résultat provisoire s'explique, pour un point, par d'excellents résultats à l'exportation (+ 9,9 % en volume) et, pour le reste, par un gonflement important des stocks. Sans les exceptionnelles récoltes céréalières, la croissance n'aurait été que de 1,5 % en 1984.

Automobile : bénéfices records aux Etats-Unis

Chrysler a annoncé, le 14 février, un bénéfice record de 2,4 milliards de dollars pour 1984 et une très forte progression de son chiffre d'affaires, qui est passé de 13,3 à 19,6 milliards de dollars. Ford, de son côté, a annoncé un bénéfice net de 2,9 milliards de dollars pour 52,3 milliards de dollars de chiffre d'affaires. Avec General Motors, les trois premiers constructeurs américains ont dégagé 10 milliards de dollars de bénéfices nets en 1984.

Carburants : baisse de la consommation moyenne des automobiles

La consommation moyenne de carburant par automobile a diminué de 21,4 % entre 1973 et 1982, dans les vingt et un pays développés membres de l'Agence internationale de l'énergie. Au cours de cette période, la consommation de carburant a augmenté de 5,9 %, tandis que la nombre de véhicules en circulation s'accroissait de 34,7 %. Toutefois, cette tendance se ralentit depuis le début des années 80.

Vin : des Américains dans le négoce bourguignon

La société de négoce des vins de Bourgogne Louis Jadot a été rachetée par un importateur américain (une entreprise à capital familial de New-York). Kobrand. C'est la première fois qu'un négociant bourguignon est ainsi contrôlé par une société américaine. Louis Jadot, créé en 1858, réalise un chiffre d'affaires de plus de 100 millions de francs. Son PDG, M. André Gagey, conserve la direction de la société. La Bourgogne a exporté, en 1984, plus de 1,1 million d'hectolitres, dont le cinquième vers les Etats-Unis, où Louis Jadot est le principal exportateur.

LOGEMENT

Les constructeurs de maisons individuelles et sept organisations de consommateurs signent des accords de concertation

L'Union nationale des constructeurs de maisons individuelles (UNNCMI) et sept associations de consommateurs (1) ont signé le 14 février, sous l'égide du ministère de l'urbanisme, du logement et des transports, trois accords. Le premier prévoit la création d'une commission nationale permanente de concertation, chargée de la préparation d'accords ultérieurs. Les deux autres accords portent sur la publicité et l'information de la personne accordant à la propriété avant la signature du contrat (descriptif, évaluation financière, guide de réception des travaux...) et sur le contrat lui-même (insertion de clauses-types, respect des recom-

mandations de la commission des clauses abusives).

L'UNNCMI regroupe près de la moitié des constructeurs de maisons individuelles (environ 370 sur 800) qui assurent les trois quarts de la production de la branche.

(1) ASSECO-CFDT (Association études et consommation CFDT), CGL (Confédération générale du logement), CSF (Confédération syndicale des familles), CNL (Confédération nationale du logement), CN-APPS (Comité national associations populations familiales et syndicales), ORGECO (Organisation générale des consommateurs), UNAF (Union nationale des associations familiales).

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
SE-IL	10,0350	10,0350	+ 100	+ 170
SE-DM	3,2760	3,2760	+ 20	+ 315
SE-DM	3,2760	3,2760	+ 20	+ 315
SE-DM	3,2760	3,2760	+ 20	+ 315
SE-DM	3,2760	3,2760	+ 20	+ 315
SE-DM	3,2760	3,2760	+ 20	+ 315
SE-DM	3,2760	3,2760	+ 20	+ 315
SE-DM	3,2760	3,2760	+ 20	+ 315
SE-DM	3,2760	3,2760	+ 20	+ 315
SE-DM	3,2760	3,2760	+ 20	+ 315

TAUX DES EUROMONNAIES

	SE-IL	SE-DM	SE-DM	SE-DM	SE-DM	SE-DM	SE-DM	SE-DM	SE-DM
SE-IL	8 3/8	8 3/8	8 3/8	8 3/8	8 3/8	8 3/8	8 3/8	8 3/8	8 3/8
SE-DM	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8
SE-DM	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
SE-DM	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4
SE-DM	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2
SE-DM	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2
SE-DM	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2
SE-DM	20 1/2	20 1/2	20 1/2	20 1/2	20 1/2	20 1/2	20 1/2	20 1/2	20 1/2
SE-DM	22 1/2	22 1/2	22 1/2	22 1/2	22 1/2	22 1/2	22 1/2	22 1/2	22 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde
UNE ÉDITION INTERNATIONALE
spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

SOCIAL

UN ENTRETIEN AVEC LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE FO

M. Bergeron dénonce « le comportement partisan » de la FEN et de la CGT

A force de déconvenues dans les négociations nationales, M. André Bergeron va devenir un déçu de la politique contractuelle. Ou du moins de la pratique à laquelle elle donne lieu actuellement. Depuis deux mois, on a vu FO refuser successivement le protocole sur la flexibilité de l'emploi et l'accord salarial dans la fonction publique. L'adage selon lequel il vaudrait mieux un mauvais accord que pas d'accord du tout n'aurait-il plus cours ? Dans l'entretien qu'il nous a accordé le 14 février, à l'issue de la commission exécutive de sa centrale, en compagnie de M. André Giauque, secrétaire général de l'Union interdépartementale des agents de la fonction publique FO, M. Bergeron ne dissimule pas son inquiétude : « Ce dont j'ai peur c'est le vide conventionnel car il alimente les risques de tensions sociales. Je redoute la période entre les législatives de 1986 et les présidentielles de 1988. Une addition des contraintes peut créer une situation difficile ».

C'est en mettant en avant les « principes de base » de la politique conventionnelle que FO justifie le fait que pour la première fois depuis 1969 elle ne se trouve pas parmi les signataires d'un accord salarial dans la fonction publique. Pour M. Bergeron et Giauque, il est clair qu'il y a eu une occasion manquée. Désireux d'obtenir un compromis, FO était prêt à passer l'éponge sur « la perte de pouvoir d'achat de 3,7 % en 1984 » et même à admettre un calendrier de hausse de 4,5 % en 1985 sur l'année. Mais une négociation sur la masse salariale — dans l'évolution devait se comparer à la moyenne des prix — l'amena à cautionner l'intégration dans cette masse des mesures catégorielles et du glissement vieillesse technique (GVT). Pour que FO estime cette carte jouable, l'accord aurait dû inclure une clause de sauvegarde pour le maintien effectif du pouvoir d'achat, en cas de dérive des prix, exclusive en matière de salaire, et renonce à l'évolution « en moyenne » des prix. Le gouvernement ayant retenu la deuxième solution, le casus belli rendait la signature impossible.

Pour M. Bergeron et Giauque, tout était donc joué avant l'ultime séance de négociation du 31 janvier.

Giauque en est d'autant plus dépité qu'il estime qu'une pression à deux — FEN et FO — aurait pu faire céder le gouvernement. Or, selon lui, FO a été lâchée par la FEN, déjà désireuse de signer avant le 31 janvier. Pour M. Giauque, les signataires de l'accord salarial ont « trahi » leurs principes antérieurs en cautionnant « un précédent dangereux, qui remet gravement en cause la politique conventionnelle ».

CFR : une lettre au CNPF

Sur la flexibilité de l'emploi, M. Bergeron semble avoir pris son parti de l'échec des négociations : « Il n'y a aucune chance pour que la négociation se rouvre. Le patronat n'est pas prêt à négocier. » Il vient en revanche d'écrire au CNPF pour lui demander officiellement d'ouvrir des négociations sur les congés de formation et de recherche d'emploi (CFR) : « Je ne me fais pas d'illusions sur les formations qui pourraient être dispensées, mais cela peut permettre de prolonger d'un an l'indemnisation des chômeurs licenciés ». Le secrétaire général de FO qui vient de revoir M. Delebarre, ne se prononce pas sur les charges supplémentaires ou non qui pourraient en résulter pour l'UNEDIC, mais il ne cache pas l'indignation du patronat à s'engager dans cette voie.

Critique sur les travaux d'utilité collective (TUC) — « cinq ou six interventions à la commission exécutive nous ont signalé que des emplois permanents étaient occupés par des TUC, notamment dans les hôpitaux et chez les communaux », — il espère que, lors de son prochain congrès en mai à Milan, la Confédération européenne des syndicats (CES) relancera la recherche d'une réduction concertée de la durée du travail en Europe : « durcissement » de FO vis-à-vis du gouvernement ? M. Bergeron refuse de poser le problème en ces termes : « Nous ne pouvons pas signer un texte qui ne nous paraît pas apporter assez de garanties à nos mandataires. Ce n'est pas un acte d'opposition. C'est un acte syndical. Nous voulons rester indépendants, à l'écart des affaires politiques. Lors de son congrès à

Lille, Jacques Pommerai a défendu l'idée qu'il ne fallait rien faire qui puisse faire capoter le gouvernement socialiste. Ce n'est pas un comportement syndical. Pour nous, il ne s'agit pas de faire capoter un gouvernement, qu'il s'agisse de celui-ci ou d'un autre, ou de partir en guerre contre la gauche ou la droite, mais de jouer notre rôle de syndicat. Le syndicat est libre. Le discours de la FEN est partisan : il a telle couleur avec la gauche, telle couleur avec la droite. L'accusation est sérieuse, puisqu'elle sous-entend que la FEN n'aurait pas signé l'accord 1985 dans la fonction publique si la gauche n'avait pas été au pouvoir ».

M. Bergeron cherche donc moins à s'en prendre au gouvernement lui-même — il rend hommage au passage à M. Chevènement avec lequel il se sent « en phase » sur la réforme de l'école primaire — qu'à certains de ses partenaires syndicaux. Il juge le comportement de la CGT tout aussi « partisan » et « politisé » que celui de la FEN et ajoute : « Nous n'avons pas du tout envie de nous insérer dans le cheminement communiste. Le secrétaire général de FO ne s'attend pas à une offensive de la CGT ou à une grève générale — elle en est incapable — et n'a pas davantage l'intention de brandir lui-même l'étendard de la révolte. Pour lui les salariés ne sont pas prêts à faire grève — l'éventualité d'une action interprofessionnelle débattue au récent congrès de FO ne sera sans doute pas à l'ordre du jour du prochain comité confédéral de juin à Reims — mais des tensions sociales sont à redouter dans la période politiquement difficile 1986-1988. Dans l'immédiat, il est confiant quant à la « bonne santé » de son organisation qui a, dit-il, maintenu ses effectifs en 1984. Selon la dernière statistique électorale qu'il a établie, en y intégrant pour la première fois l'enseignement, et qui porte sur 2 280 000 inscrits, FO arrive entité avec 24,97 % devant les autonomes 22,57 %, la CGT 19,92 %, la CFDT 18,36 %, la CGC 5,50 % les divers 4,27 % et la CFTC 3,19 %. Une manière pour M. Bergeron de se donner des raisons d'espérer.

MICHEL NOBLECOURT.

IMPOT SUR LE REVENU

Départ à la retraite, licenciement : que faut-il déclarer au fisc ?

Reste alors le paiement des sommes dues au fisc : il est possible de demander que les avis d'imposition correspondant aux indemnités soient échelonnés dans le temps. Les contribuables obtiennent fréquemment deux ans et quelquefois plus pour payer, mais aucune règle écrite n'existe à ce sujet.

2) Indemnités de départ à la retraite, en prétraitement, en préretraite-démotion : taxation avec abattement de 10 000 F.

Les sommes perçues au titre d'indemnités de départ à la retraite, en prétraitement ou en préretraite-démotion sont taxables après un abattement de 10 000 F et après les déductions de 10 à 20 % (voir les abattements exceptionnels pour frais professionnels réservés à certains métiers) dont bénéficient les salariés. Pour 80 000 F d'indemnités par exemple, la somme à déclarer sera de 50 400 F (cas le plus fréquent avec les seules déductions de 10 et 20 %). Dans ce cas également, le contribuable peut demander l'étalement sur cinq ans pour le calcul de l'impôt et l'échelonnement des avis d'imposition, donc du paiement.

3) Prime de départ volontaire : taxation. Ces sommes sont versées en dehors d'un départ à la retraite ou en préretraite. Elles sont taxables en totalité, mais après abattement des 10 et 20 % réservés aux salariés (éventuellement après l'abattement exceptionnel pour frais professionnels). Là encore, le contribuable peut demander l'étalement sur cinq ans pour le calcul de l'impôt et l'échelonnement des avis d'imposition.

4) Licenciements abusifs : exonération. Ce chapitre concerne les personnes qui ont reçu en 1984 des indemnités pour rupture de contrat de travail remontant aux années antérieures. Dans ce cas, la règle à suivre est exactement la même que celle s'appliquant aux indemnités de licenciement (exonération).

5) Indemnités pour accidents de travail ou maladies professionnelles : exonération. Ce chapitre concerne les indemnités journalières de la sécurité sociale pour accident de travail et maladie professionnelle : l'exonération est totale.

M. Scargill à Paris

SEULE LA CGT A REÇU LE PRÉSIDENT DES MINES BRITANNIQUES

De passage à Paris le 14 février, M. Arthur Scargill, président du Syndicat des mineurs britanniques (NUM), a souligné, au siège de la CGT à Montreuil, que cent quarante mille mineurs sont engagés dans le conflit, « davantage même qu'au début de la grève en mars 1984 ». Pour M. Scargill, « la reprise de la négociation devrait permettre aux deux parties d'aboutir à une solution acceptable pour tous ».

M. Scargill a été reçu à la CGT par M. Henri Krasucki. L'accompagnait M. Norman Willis, nouveau secrétaire général du TUC (Confédération des syndicats britanniques), qui avait été préalablement reçu à la CFDT et à FO. M. Scargill, qui a précisé que la CFDT et FO ne l'avaient pas invité, a remercié « du fond du cœur » la CGT pour l'aide accordée à ses mandataires (20 millions de francs en argent ou en dons) : « Sans l'aide internationale, le mouvement n'aurait pas pu tenir ».

● Manifestation pour l'emploi à Jeumont-Schneider. — 2500 personnes, selon les syndicats, ont participé, le 14 février, à Jeumont (Nord), à l'appel de la CGT, de FO et de la CFDT, à une manifestation en faveur de l'emploi chez Jeumont-Schneider, alors que le projet de la direction (suppression de 1193 emplois sur 2850) était présenté au comité central d'entreprise, qui se tenait au siège du groupe, à Fumeux (Hauts-de-Seine). Durant ce rassemblement, les commerçants de Jeumont avaient, en signe de solidarité, fermé leurs boutiques.

AFFAIRES

La chimie française en 1984

BONS RÉSULTATS A L'EXPORTATION FAIBLESSE SUR LE MARCHÉ NATIONAL

Grâce au dollar, la chimie française a réussi une bonne performance en 1984. Elle s'est classée dans le peloton de tête des industries qui ont rapporté le plus de devises à la France en dégageant un excédent commercial de 26 milliards de francs (+ 31,3 %). Mieux : le taux de couverture des échanges avec l'étranger s'est élevé à 1,32 (contre 1,29 en 1983). Un sommet jamais atteint.

Mais, au vu du bilan que M. Jean-Claude Achille, président de l'Union des industries chimiques, vient de dresser pour l'année écoulée, cette performance est bien la seule dont la chimie française puisse s'enorgueillir.

Si l'on regarde le taux de croissance, la chimie française est à la traîne et est même distancée par sa rivale italienne, pourtant en mauvaise posture en 1983. Son chiffre d'affaires a atteint 260 milliards de francs, en augmentation de 11,6 % par rapport à 1983. Mais, en volume, l'augmentation n'a été que de 2,7 % quand, dans les autres, pays des taux bien supérieurs étaient enregistrés : + 4,5 % en Grande-Bretagne, + 5,5 % en Italie, + 6 % en RFA, + 7 % en Belgique, + 7,5 % aux Pays-Bas, + 8 % aux Etats-Unis.

L'activité a diminué dans de nombreuses branches. Deux seulement ont vu leur expansion s'accroître : la chimie minérale, dont le taux de croissance est passé de 3,5 % à 5,6 %, grâce, essentiellement, aux engrais (dont les ventes se sont accrues à la suite d'une bonne campagne 1983-1984) et à la paraffine, qui a progressé de 1,2 % au lieu de 0,4 %. Dans ce dernier secteur, de bons résultats ont été réalisés par l'agrochimie (traitement des plantes), les parfums et les cosmétiques.

L'expansion s'est franchement ralentie dans la chimie organique (pétrochimie, matières plastiques), avec une croissance de 2,5 % (au lieu de 6,8 %), et dans la pharmacie (3,5 % au lieu de 7,5 %). Ces chiffres témoignent des difficultés qu'éprouve encore la chimie française sur un marché intérieur insuffisamment actif. Quant aux prix, 40 % sont encore contrôlés et, à cet égard, M. Achille a précisé que la profession avait été « en partie entendue », mais que « l'occasion de faire un bel exercice 1984 avait été à moitié perdue ».

Lanterne rouge de la croissance, la chimie française l'a aussi été en termes de rentabilité. Certes, son bénéfice net s'est encore amélioré (2,6 % du chiffre d'affaires au lieu de 1 %), mais il est encore bien inférieur aux résultats obtenus à l'étranger : 3,5 % aux Pays-Bas, 4,5 % en RFA, 5,5 % en Grande-Bretagne, 7 % aux Etats-Unis. La chimie de base, elle, reste déficitaire (près de 2 milliards de francs, en résultat d'exploitation). En outre, globalement, il manque 5 à 6 milliards de francs à l'ensemble de l'industrie chimique pour financer ses projets d'avenir. Un point positif, cependant : les investissements se sont accrus de 10 % (9 milliards de francs).

Et 1985 ? M. Achille est prudent. Après deux années de forte reprise (5,9 % en 1983, + 5,2 % en 1984), la chimie européenne pourrait, selon lui, enregistrer une augmentation de 1,7 % de son activité, 2 % au mieux.

A. D.

● Ford concentre sa production de tracteurs en Grande-Bretagne. — Ford, qui est un des nouveaux venus sur le marché du tracteur agricole, va regrouper la fabrication des gros modèles (quatre et six cylindres) sur son usine de Basildon (Angleterre) et temporairement sur celle d'Anvers (Belgique). La construction de ces modèles sera arrêtée aux Etats-Unis. L'usine de Ramco (Michigan) ne conservera que des tracteurs à trois cylindres avec 620 ouvriers au lieu de 850. La société Ford estime que, compte tenu de la force du dollar, elle pourra réaliser d'importantes économies grâce à ces transferts. L'usine de Basildon a produit, en 1984, 58 000 tracteurs. Un investissement de 5 millions de livres y sera réalisé et une centaine d'emplois seront créés. Ford a vendu aux Etats-Unis, en 1982, 24 000 tracteurs, et 49 000 autres dans le monde.

Pour votre
DEMENAGEMENT
ODOUL AGENT DE
demeco
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris 208 10 30

MONNAIES

Un autre système monétaire

(Suite de la première page.)

Une explication pourrait bien se trouver dans les extraordinaires changements intervenus subrepticement dans le fonctionnement du système monétaire international depuis environ cinq ans. Le bouleversement est tel qu'on doit se poser la question suivante : le véritable changement de système a-t-il eu lieu il y a douze ans lorsque le monde est passé d'un régime de taux de change fixes à un régime de taux de change flottants, ou bien après octobre 1979 lorsque le dollar a cessé d'être systématiquement soutenu par les autorités monétaires des pays d'Europe et du Japon, sous l'impulsion de la chute préjudiciable à leurs intérêts économiques ?

On s'en tiendra au premier terme de l'alternative si l'on se contente de l'analyse courante des événements. Mais celle-ci est de caractère plus juridique que monétaire et économique ; elle s'intéresse à la forme plus qu'au fond. La vérité est que l'effondrement du système de Bretton-Woods (1) des taux de change fixes n'a pas modifié en profondeur la nature du système, et cela pour tout une série de raisons dont la principale est qu'après, comme avant, le dollar est resté, sauf pendant de courtes périodes de répit, une monnaie sur laquelle s'exercent de puissantes pressions à la baisse.

Les déluges du dollar

Pour ralentir cette baisse, les banques centrales des pays industrialisés ont tenté de soutenir le dollar. Mais elles ne pouvaient procéder à ces acquisitions qu'en émettant en contrepartie leurs monnaies respectives. La Bundesbank rachetait naturellement des dollars avec des marks, la Banque de France avec des francs, etc. Le processus était donc éminemment inflationniste. Il l'était d'autant plus, à l'échelle mondiale, que les dollars ainsi engagés à titre de réserve par les banques centrales étaient immédiatement placés en bons du Trésor américain ou autres titres émis par le gouvernement des Etats-Unis. Autrement dit, les gains en réserve de change accumulés en Europe et au Japon n'étaient nullement compensés par un transfert de revenus de la part des Etats-Unis. Ces derniers se trou-

vaient dans la situation confortable d'un débiteur qui voit ses créanciers remettre constamment à sa disposition les sommes qu'il leur verse successivement à titre de remboursement. Tel était, dans ses lignes essentielles, le fonctionnement de ce que, avant 1971, on appelait le système de l'étalon de change or (ou Gold Exchange Standard) ainsi dénommé parce que le dollar était réputé « aussi bon que l'or ».

L'abandon de la convertibilité du dollar en or et de la fixité des changes (deux phénomènes étroitement liés) n'ont rien changé à ce processus, tout au moins jusqu'en octobre 1979. Au contraire, on a assisté, sous la présidence Carter, en 1977 et 1978, à une répétition sur une échelle d'ampleur d'énormes crises des changes qui avait provoqué en 1971 la chute de la belle construction de Bretton-Woods. Il suffit de rappeler que, au cours de cette année-là, les banques centrales des pays d'Europe et du Japon s'étaient soudainement vus dans l'obligation d'absorber d'énormes quantités de dollars, une trentaine de milliards, soit, en l'espace de quelques mois, autant que pendant les dix années qui avaient précédé. Tel était l'effet de la politique monétaire américaine, qui, à l'époque, s'obstinait à maintenir le niveau des taux d'intérêt à New-York au-dessous de leur niveau à Francfort et d'autres places financières importantes. C'est précisément pour se délier de cette obligation, qui était génératrice d'inflation, que les pays d'Europe et du Japon, avec du reste l'encouragement de Washington, consentirent à laisser flotter le dollar.

Cependant, les Etats-Unis, après l'élection de M. Carter, se livrèrent derechef aux délices de l'inflation intérieure, dont les effets ne tardèrent pas à se faire sentir à l'extérieur sous forme d'une formidable spéculation contre le dollar. Les banques centrales nord-américaines cherchèrent de nouveau à contrecarrer le mouvement. Cela les conduisit à racheter, en l'espace de deux ans (1977-1978), plus de 80 milliards de dollars. Comme elles s'étaient libérées entre-temps de l'engagement de maintenir un taux fixe pour leurs monnaies respectives, rien ne les empêchait plus juridiquement de laisser « flotter » le dollar, mais sous les candides rêves de Milton Fried-

man, partisans des changes flottants, pouvaient penser qu'elles assailliraient passivement à la demande. C'était à l'époque où, à Paris, le dollar était tombé à 4 francs ; il serait, en l'absence d'interventions, descendu beaucoup plus bas. Du temps où les taux de change étaient fixes, le soutien du dollar était automatique, il était devenu, avec les changes flottants, discrétionnaire. Dans la pratique, la différence n'était pas fondamentale.

La révolution d'octobre 1979

Remarquons que les deux « chocs pétroliers » avaient été précédés chacun d'un déluge de dollars sur le monde, propre à déterminer de formidables pressions inflationnistes qu'on ne pouvait combattre qu'au prix d'une non moins violente récession. Dans les deux cas, la hausse du pétrole n'avait-elle pas été effet plutôt que cause ? Ce qui s'est passé par la suite, et surtout en octobre 1979, incite à le penser.

C'est à partir de ce moment-là que M. Paul Volcker, nommé à la tête du Système de réserve fédérale (Institut d'émission) depuis quelques semaines par un président Carter incapable de s'opposer aux forces de désordre qu'il a enchaînées, se résolut à faire ce qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait osé faire : il laisse monter le taux d'intérêt au niveau commandé par l'inflation ambiante. Le dollar cesse de s'écrouler, mais la panique saisit les autres marchés pris de court : la peur de l'inflation, dont l'ampleur véritable est enfin révélée, fait monter le prix de l'or jusqu'à 340 dollars l'once (janvier 1980), le marché obligataire s'effondre (février de la même année), l'impuissance de M. Volcker laisse monter le taux jusqu'à 20 % (début avril). Réaction après l'achoc de février. Le vigoureux « chairman » (c'est ainsi qu'on l'appelle à Washington) répète l'opération au mois de décembre suivant, puis encore au printemps de 1981, fort de l'appui du président Reagan, récemment installé à la Maison Blanche. Le dollar, qui a déjà regagné une partie du terrain perdu, va bientôt apparaître triomphant, alors que les Etats-Unis s'enfoncent dans une sévère réces-

sion d'où ils ne commenceront à sortir qu'à la fin de l'année 1982. Mais le plus nouveau de cette histoire extraordinaire reste impalpable, car il s'agit de la disparition d'un mécanisme qui agissait dans l'ombre depuis un bon quart de siècle (pour ne pas remonter plus loin), mais dont le monde entier ne connaissait que les effets inflationnistes. L'inflation n'est pas morte pour autant, ni en Italie, ni en France, ni même en Allemagne ou au Japon, car elle a aussi partout des causes purement nationales (dont le déficit budgétaire), mais elle s'est sérieusement modérée pour quasiment disparaître dans les deux derniers pays cités, qui étaient naguère les plus gros acheteurs forcés de dollars.

Le ralentissement spectaculaire de la hausse des prix dans les pays à monnaie faible ne doit pas surprendre, car l'arrêt, au moins momentané, du robinet à l'inflation que constituait le mécanisme de soutien du dollar s'est accompagné de l'entrée en jeu d'un puissant facteur déflationniste dans les mêmes pays. Les déficits américains (budgétaires, balance des paiements courants) n'ont pas disparu. Au contraire, ils sont plus importants que jamais, et c'est l'étranger qui en finance toujours une bonne partie. Quand c'étaient les banques centrales qui souscrivaient les bons du Trésor américain, elles mettaient simultanément en circulation, comme on le rappelle, dans leur propre pays des moyens de paiement représentant la contrepartie des dollars achetés sur

le marché des changes. Aujourd'hui, ce sont les épargnants et capitalistes privés (personnes physiques ou sociétés), de nombreux étrangers, riches ou pauvres, qui ont pris le relais des banques centrales. L'effet n'est plus du tout le même : il se traduit par une ponction pure et simple sur le total des revenus des propriétaires de capitaux. On estime que, l'année dernière, l'équivalent de quelques 33 milliards de dollars (net) de capitaux japonais se sont investis aux Etats-Unis, dont une bonne partie en bons du Trésor et autres titres émis par le gouvernement de Washington. L'écoulement de capitaux massifs outre-Rhin et dans d'autres pays d'Europe, mais il n'est pas négligeable non plus (3 milliards de dollars en RFA). Conséquence : le Japon, la RFA, la Grande-Bretagne, etc., ont beaucoup moins de réserves de dollars que précédemment. L'écoulement de paiements courants avec l'étranger, les subisses une baisse de leurs réserves de change, car il faut bien financer les sorties de capitaux. Alors que, de 1977 à 1980, le total des réserves (ou encaisses) officielles de l'ensemble du monde recensées par le FMI s'était, en conséquence des interventions, sur les marchés des changes et des emprunts en euros, accru d'environ 50 %, elles ont pratiquement cessé d'augmenter depuis plus de deux ans. Peut-on imaginer que de telles variations n'aient pas de grandes conséquences sur l'évolution du crédit, des prix, des revenus ?

PAUL FABRA

ÉTRANGER

Après la suppression d'un crédit de 1,5 milliard de dollars

LE BRÉSIL DOIT NÉGOCIER AVEC LE FMI UN NOUVEAU PROGRAMME DE REDRESSEMENT

Le Brésil devra négocier un nouveau programme de redressement économique avec le Fonds monétaire international (FMI), pour reprendre, pratiquement à zéro, les discussions avec ses banques créditrices pour le rééchelonnement de sa dette extérieure, a-t-on appris, le 14 février, de sources bancaires et financières à Washington et à New-York.

Washington (AFP). - Le 13 février, le FMI a confirmé qu'il suspendait le versement au Brésil des 1,5 milliard de dollars non encore débouqués sur le crédit de 4,23 milliards qu'il lui avait accordé en mars 1983, parce que ce pays n'a pas assuré les objectifs économiques qu'il s'était fixés en accord avec le Fonds. Cette décision a entraîné la suspension pour trois mois des négociations en cours entre le Brésil et ses banques créditrices pour le rééchelonnement de 45,3 milliards de dollars de dette extérieure (sur un total de plus de 100 milliards), correspondant aux remboursements venant à échéance entre 1985 et 1991.

« Illusoire »

Selon un communiqué publié mercredi soir par le Citibank, chef du comité représentatif des quelque dix cents banques créditrices du Brésil, les nouvelles négociations de ce pays avec le FMI devraient commencer la semaine prochaine. Toutefois, de source financière à Washington, on estime jeudi qu'il serait « illusoire » de croire possible l'engagement de discussions sérieuses avant la prise de fonction du nouveau président brésilien, M. Tancred Neves, le 15 mars prochain.

BROCANTE de PARIS
100 ANTIQUAIRES et BROCANTEURS

17^e SALON DU VIEUX PAPIER DE COLLECTION
Cartes postales, livres, affiches, gravures, etc.

1^{re} FOIRE DE L'OCCASION

DES AFFAIRES A FAIRE, NEUF ou SECONDE MAIN
Cafés - Villaines - Laines - Machines à coudre - Vêtements - Confection - Sport - Matériel de récupération - Bouteilles - Matériel de bureau - Machines à écrire - Disques - etc.

8 AU 17 FÉVRIER/PORTE DE VERSAILLES
N° 11 et 12 du 19 h à 19 h 30, du 10 h à 10 h 30

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne TTC
DEMANDES D'EMPLOI	90,00	108,74
IMMOBILIER	27,00	32,02
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAISSÉES	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	51,00	60,48
DEMANDES D'EMPLOI	15,00	17,79
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de pages.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Le groupe Egor rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine.

Ind. Pharmaceutique
● **DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER** RAL VM 11/1159 C

Guadeloupe 180/200 KF
● **RESPONSABLE COMPTABLE ET FINANCIER** RAL VM 27/1179 I

Double formation française et américaine
● **CHARGE(E) DE MISSION** auprès du Président RAL VM 32/062 AM

Si vous êtes intéressés par l'un de ces postes, nous vous remercions de nous adresser un dossier de candidature, en précisant la référence choisie.

EGOR
PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

OFFICE PUBLIC D'ETAT DE SALAMUR
3.000 logements
recrute

DIRECTEUR
par mutation ou concours sur titres : baccalauréat, diplôme pour entrée ENA, 5 ans d'expérience, maîtrise, français, anglais.
Adresse : candidature et C.V. à M. le Président Carter, 34, rue du Temple - B.P. 10 48401 SALAMUR 93200
Dernière date de dépôt : 31 mars 1985.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE DISTRIBUTION
Cherche app
DIRECTEUR GÉNÉRAL
une société dynamique de distribution opérant dans 8 pays européens, nous recrutons en France un directeur de la région parisienne et la Côte d'Azur, nous cherchons un bon candidat et courageux pour s'occuper de 15 personnes.
● ETRE BIEN EN AN-ALGÈRE / FRANÇAIS
● Avoir un permis de conduire
● Être prêt à travailler plus de 8 heures par jour
● Vous lever tôt et éventuellement travailler dimanche
● Avoir une connaissance du travail administratif
● Habiter à Paris
Téléphone et volume de fonction : 11 personnes. Nous remercions de nous adresser un dossier de candidature. Adresses vos réponses en anglais à : Courrier Newspapers Magazine export (Belgium) NV/SA Ten Thorpestraat 12, B-1000 B. 1890 JOBLIANT.

L'immobilier

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

1^{er} arrdt
60 STUDIO CARACTÈRE
40.000 F. Tél. 862-47.
VIA SAM. DIM. 11 h à 18 h.
8, RUE DU PÉRICAN.

5^e arrdt
M^{re} PORT-ROYAL près
LUXEMBOURG
IMMEUBLE RÉCENT TT
COMFORT SPACIEUX LIVING
400 m² de plancher, 4^e étage dans pavillon avec
800 m² de jardin, piscine, 2
pers. pers. Tél. : 812-23-30.
entre 11 h et 12 h.

7^e arrdt
LATOUR-MAUBOURG
Travaux effectués en ex-
2 pièces, pos. entr., petite
cuisine, 11 m² de plancher,
Santé, dimanche, 14 h à 17 h.

12^e arrdt
M^{re} GARE DE LYON
Imm. récent, 2 ch. pers., all.
2 ch. pers., entrée, cuisine,
salle de bain, sur jardin, arbor.
14-18 h. 48, r. H. Bismarck,
VENEZ. 830-01-80.
Samedi, dim., 14 h à 17 h.

14^e arrdt
PARC MONTSOURIS
3 P. EN DUPLEX
CHAMBRE, SALLE, VILLAGE.
S/PLACER. SAINTE 14 à 17 h.
2, RUE D'ARCUEL.

NAMEAU MONTSOURIS
PRÉ CONVENTIONNEL
2 PIÈCES AMÉNAGÉES
S/PLACER. SAINTE 14 à 17 h.
2, RUE D'ARCUEL.

15^e arrdt
M^{re} FÉLIX-FAURE
Bon imm. calme, esc. C. s.
1 ch. pers., entrée, cuisine,
salle de bain, sur jardin.
10, rue de la CROIX-NOUVEAU.
Samedi, dim., 14 h à 17 h.

M^{re} CONVENTION
Imm. vend dans bel état.
RUE AU PRÉ DES
PIÈCES, études et 2 p.
cuisine et salle.
La Chaux-de-Fonds, chemin de la
Chaux-de-Fonds, 1751 80-01-20.

REPRODUCTION INTERDITE

appartements achats

AGENCE LITRE
Rech. pour clients français
et étrangers. Agence
part. dans quartier résidentiel.
Recherches et offres notaires.
Tél. : 844-44-45.

AGENCE DE L'ÉTOILE
Rech. pour clients français
et étrangers. Agence
part. dans quartier résidentiel.
Recherches et offres notaires.
Tél. : 844-44-45.

JE RECHERCHE
A Paris ou ailleurs
PRACHETEURS SÉRIELS
SERGE KAYSER (1) 328-80-80.

locations
non meublées
offres

Paris
LOCATION DISPONIBLE
entre particuliers
Paris-banlieue
707-22-03

Centrale des Propriétaires et Locataires
43, r. Claude-Bernard PARIS-6
Mme CHENIER.

locations
non meublées
demandes

Paris
Jeune fonctionnaire, sérieux ch.
studio Paris. Pr. moy. 2.000 F.
ch. comp. Agence s'abst. de
répondre. Tél. : 842-24-02.

Provinces
25^e Rue Nord, à louer, vide
17^e 3^e ref. tout rénové.
Tél. : 434-63-70. M. Briqué.

38 - ALPE D'HUEZ
Paysage vend dans bel état.
RUE AU PRÉ DES
PIÈCES, études et 2 p.
cuisine et salle.
La Chaux-de-Fonds, chemin de la
Chaux-de-Fonds, 1751 80-01-20.

locations
meublées
demandes

Paris
VOTRE ANTENNE A PARIS
Bureau de domiciliation.
Business Bureau, (1) 348-00-80.

VILLE SÈGE SOCIAL
Constitution d'un réseau de
tous services. 355-17-50.

GARE DE LYON dans imm.
indépendant petits bureaux
meubl. entr., entr., et décor.
Direct poss. 323-58-55.

Locations
VOTRE ANTENNE A PARIS
Bureau de domiciliation.
Business Bureau, (1) 348-00-80.

VILLE SÈGE SOCIAL
Constitution d'un réseau de
tous services. 355-17-50.

GARE DE LYON dans imm.
indépendant petits bureaux
meubl. entr., entr., et décor.
Direct poss. 323-58-55.

**fonds
de commerce**

Ventes
Particulier ch. BOUCHERIES
cette C. de NICE.
Tél. : (03) 35-45-55.

propriétés
20^e PARIS. TORCY. Vieux
Village, belle pte 1970.
230 m² habitables, jardin.
Exceptionnel. 625.000 F.
MAS IMMOBILIER. 345-85-53.

terrains
Recherche terrain à SATYR
banlieue SUD Paris, même av.
petite maison. 525-87-27.

viagers
ÉTUDE LOBEL
Viagers. 35, bd Voltaire.
75011 PARIS. 358-61-58.

immeubles
SAINT-GERMAIN. PETIT IMM.
libre. 230 m² commercial.
100 m² hab. P. 100.000 F.
ATTAS 767-49-41.

l'agenda du Monde

Particuliers (offres)
Tres belle collection ancienne
livres d'or style XVIII^e siècle.
double face, en forme de
portail. Poss. de décoration
bouquet ou d'apparement.
Téléphone : 251-05-38.

Bijoux
BIJOUX ANCIENS
BAGUES ROMANTIQUES
se choisissent chez CIL-ES
18, r. d'Anjou, 354-53
ACHAT BIJOUX OR-ARGENT.
Mère : CIL ou Mère de Ville.

Equitation
Passez agréablement vos vac.
de février en montant à cheval
à l'école d'équitation de
COYE-LA-FORET
qui vous fera visiter l'immense
domaine forestier de Chant
illy et/ou en instruction avec
son prof. diplômé d'Etat.
Et à l'issue de la semaine
bourses vacances.
Tél. : (4) 459-63-35.
90690 COYE-LA-FORET.

Cours
Français, anglais. Conversations
phonétiques avec prof. bilingue.
Sujets économiques,
juridiques, d'actualité, et
autres d'ingrès.
Tél. : 227-04-06.

Moquettes
« MOQUETTES-VOUS »
A PRIX ENTREPOT
100.000 m² laine - synthétique
Toutes couleurs - Créations
3, bd Bineau, 92 LEVALLOIS
Téléphone : 787-19-19.

A louer
MOQUETTE 100 %
pure laine Woodmark.
Prix posé : 98 F le m².
Téléphone : 855-51-12.

Troisième âge
RESIDENCE LES CERIERES
10^e rue de la Paix.
Tous les jours, repas servis
tous les jours, tous les jours.
Vidéo, semi-régulier, parties
carnet, 30 ans, parties
amateur, parties acceptées.
35, rue de Vieux, 94300 VILLEJUIF.
(1) 729-89-83 (1) 838-34-14.

Vacances
Tourisme
Loisirs
Détaché House Hôtel
200 chambres à un lit. Dernier
personnel, 500 m² par semaine,
admission 15-40 ans.
S'adresser à 172, New Kent,
Road, London SE1 1JL.
Téléphone : 01-703-1175.

Offre loc. av. 100 m² exceptionnelles
LUXEMBOURG, 2.000 F. Max. 9 pers.
Tél. : (06) 74-04-31.

Location été 1985, des cer-
taines d'offres appartements,
France/Europe. Des détails.
Téléphone : (1) 247-12-40.

La forme au printemps pour les
plus de 50 ans :
Une semaine en pension com-
plète au Sarr-de-Villard
(1800 m d'altitude), à 20
km de la mer, logement de ca-
lité, et compris (équation,
tennis, randonnée, confor-
table, déjeuné) du 24 mars au
18 mai, de 861 F à 1.151 F
par pers. pers.
Tél. Vacances Suisse su :
(01) 27-02-29.

Parc, tous ch. 4-6 pers. ind.
avec confort. 74-09-85.
Tél. : (04) 86-06-35.

DEMANDES D'EMPLOIS
Femme, quarantaine, 10 ans
suppl. dans le vente, poste re-
sponsabilité recherche emploi.
RECHERCHISTE, BUREAU,
VENTE, sans offre.
Tél. 322-64-54, après 20 h
ou lundi toute la journée.

INFORMATICIEN
Homme 45 ans
15 ans d'expérience
références
cherche emploi
technico-commercial
ou responsable produit
technico-commercial.
28, boulevard du Grand-Ru
95850 - Presles
Téléphone : 03-2-71-24.

J.F. 24 ans, niveau BEP, 2 ans
d'expérience emploi de bureau
sur, n° 8.721 le Monde pub.
service ABOU-CHAM-CHAM.
5, rue des Nations, 75008 Paris.

من الارض

DIALOGUE ENTRE UN DIRIGEANT D'ENTREPRISE ET DECIDER'S CONSEIL EN COMMUNICATION "CORPORATE"

LE CHEF D'ENTREPRISE:

Les entreprises sont désormais continuellement sur la sellette: les médias s'intéressent à leurs activités avec une attention nouvelle. De surcroît, leur personnel et leurs réseaux se montrent particulièrement sensibles à ce qui se dit d'elles. Faut-il réagir à cette évolution?

DECIDER'S:

Aujourd'hui, le consensus français autour de l'entreprise se réalise enfin: elle est reconnue dans son rôle moteur de l'économie. Cela la libère mais crée aussi des nécessités, un devoir informatif. L'époque du "vivons cachés pour être tranquille" est révolue. Cela fait des années que les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne et la Grande-Bretagne ont compris cela.

LE CHEF D'ENTREPRISE:

Nous constatons chaque jour que l'identité de l'entreprise perçue à l'intérieur est un facteur de motivation du personnel. Quant à sa réputation à l'extérieur, elle intervient directement dans les choix des acheteurs français ou étrangers.

L'image compte donc partout. Mais l'environnement sur lequel s'inscrit cette image apparaît varié et complexe. Clients, distributeurs, importateurs, administration, associations, financiers, politiques: chacun peut influencer à un moment ou un autre sur le développement de l'entreprise. Quelles solutions proposez-vous?

DECIDER'S:

En créant Decider's, Pierre Homsy et Bernard Rideau ont voulu répondre clairement par un concept très simple: dans la communication "corporate", rien ne doit être négligé. Il faut répertorier, analyser, apprécier toutes les occasions qui mettent en relation l'entreprise avec les milieux où se fabrique son image. Le discours des dirigeants, la mobilisation du personnel, le compte-rendu des activités par la presse, la connaissance

des dossiers par les pouvoirs publics, l'information diffusée dans tous les créneaux stratégiques (finances, syndicats, associations), le logo, la campagne institutionnelle, une manifestation, les relations avec les médias doivent être intégrés dans une communication globale pour promouvoir le capital-image de l'entreprise.

LE CHEF D'ENTREPRISE:

Il convient donc de ne pas agir au coup par coup, ni en fonction des seules circonstances: il faut gérer son capital-image selon une stratégie à moyen et long terme. D'accord, mais comment procédez-vous?

DECIDER'S:

Le capital-image d'une entreprise ne peut se construire en quelques jours. Il convient de composer avec le temps pour s'en faire un allié.

Première étape: un audit complet d'image. Un sondage n'est pas la panacée: il s'agit de conduire une investigation dans tous les secteurs où l'entreprise se trouve engagée, sans en oublier aucun. A partir de cette étude déployée dans tout le cercle relationnel de l'entreprise, on passe à la seconde étape: la définition d'un modèle de communication adapté pour être déployé dans le temps. Secteur par secteur, les actions sont définies et programmées. Troisième étape: la réalisation. Elle est sans cesse évaluée dans ses résultats et la trajectoire stratégique corrigée si nécessaire. Mais l'entreprise reste libre de choisir ses partenaires pour les diverses missions à exécuter. La spécificité de Decider's est de pouvoir intervenir sur n'importe quel créneau, avec ses moyens propres ou ceux, réputés, du groupe Homsy Delafosse et Associés pour les campagnes institutionnelles.

LE CHEF D'ENTREPRISE:

La méthode est appréciable, mais suffit-elle? A l'évidence les relations publiques des années 1970

sont périmées. Les techniques de communication doivent se spécialiser et s'améliorer. Etes-vous sûr de pouvoir agir plus efficacement qu'une agence de publicité classique?

DECIDER'S:

Certaines agences de publicité modifient le titre de quelques collaborateurs ou changent l'appellation d'une filiale pour proposer ce genre de services. Decider's, c'est une équipe pluridisciplinaire qui fonctionne comme un cabinet d'avocats. La confidentialité est la règle. L'ouverture dans tous les milieux où se situent les décideurs et les pôles d'influence est assurée en permanence, grâce à la compétence des hommes qui animent Decider's.

LE CHEF D'ENTREPRISE:

Votre expérience diffère, en effet, de celle des agences de publicité, lorsqu'on évoque la communication corporate: Decider's élargit le champ d'action pour couvrir l'ensemble de nos problèmes. Mais concrètement comment agissez-vous?

DECIDER'S:

Decider's cherche d'abord l'information dans l'entreprise car elle y existe toujours. Encore faut-il déterminer la bonne, choisir sur qui l'acheminer, assurer sa transmission. Decider's maîtrise l'ensemble des techniques et des moyens.

Ainsi, en fonction des objectifs, Decider's conseille l'action la mieux appropriée. Par exemple, l'entraînement d'un dirigeant d'entreprise à l'expression orale et audiovisuelle peut peser plus lourd qu'une campagne publicitaire institutionnelle de 20 millions de Francs! Decider's ne confond pas l'action en profondeur à long terme et la mobilisation rapide pour un coup de feu: ses équipes sont rompues à toutes les sortes d'interventions. Nous sommes les premiers à avoir une approche aussi complète en France. Nous ferons tout pour demeurer les meilleurs.



Pour poursuivre ce dialogue contactez directement Pierre Homsy ou Bernard Rideau. Decider's 216 boulevard Saint-Germain 75007 Paris. Téléphone: 544.38.67 ou 544.14.28

Decider's
Groupe Homsy Delafosse & Associés

UNE NOUVELLE MANIÈRE DE COMMUNIQUER

ÉTRANGER

Après la suppression d'un crédit de 1,5 milliard de dollars

LE BRÉSIL DOIT NEGOCIER AVEC LE FMI UN NOUVEAU PROGRAMME DE REDRESSEMENT

Le Brésil devra négocier un nouveau programme de redressement économique avec le Fonds monétaire international (FMI) pour reprendre, avec ses banques crédiées pour le recouvrement de la dette extérieure, à-t-on appris le 14 février, de sources brésiliennes et financières à Washington et à New York.

Washington, 14 février. - Le FMI a refusé de suspendre le versement de 400 millions de dollars de crédit au Brésil, car le pays n'a pas encore accepté un accord de redressement économique. Le FMI a refusé de suspendre le versement de 400 millions de dollars de crédit au Brésil, car le pays n'a pas encore accepté un accord de redressement économique.

Washington, 14 février. - Le FMI a refusé de suspendre le versement de 400 millions de dollars de crédit au Brésil, car le pays n'a pas encore accepté un accord de redressement économique.

Washington, 14 février. - Le FMI a refusé de suspendre le versement de 400 millions de dollars de crédit au Brésil, car le pays n'a pas encore accepté un accord de redressement économique.

Washington, 14 février. - Le FMI a refusé de suspendre le versement de 400 millions de dollars de crédit au Brésil, car le pays n'a pas encore accepté un accord de redressement économique.

Washington, 14 février. - Le FMI a refusé de suspendre le versement de 400 millions de dollars de crédit au Brésil, car le pays n'a pas encore accepté un accord de redressement économique.

Washington, 14 février. - Le FMI a refusé de suspendre le versement de 400 millions de dollars de crédit au Brésil, car le pays n'a pas encore accepté un accord de redressement économique.

Washington, 14 février. - Le FMI a refusé de suspendre le versement de 400 millions de dollars de crédit au Brésil, car le pays n'a pas encore accepté un accord de redressement économique.

Washington, 14 février. - Le FMI a refusé de suspendre le versement de 400 millions de dollars de crédit au Brésil, car le pays n'a pas encore accepté un accord de redressement économique.

Washington, 14 février. - Le FMI a refusé de suspendre le versement de 400 millions de dollars de crédit au Brésil, car le pays n'a pas encore accepté un accord de redressement économique.

Washington, 14 février. - Le FMI a refusé de suspendre le versement de 400 millions de dollars de crédit au Brésil, car le pays n'a pas encore accepté un accord de redressement économique.

Washington, 14 février. - Le FMI a refusé de suspendre le versement de 400 millions de dollars de crédit au Brésil, car le pays n'a pas encore accepté un accord de redressement économique.

Washington, 14 février. - Le FMI a refusé de suspendre le versement de 400 millions de dollars de crédit au Brésil, car le pays n'a pas encore accepté un accord de redressement économique.

Washington, 14 février. - Le FMI a refusé de suspendre le versement de 400 millions de dollars de crédit au Brésil, car le pays n'a pas encore accepté un accord de redressement économique.

Washington, 14 février. - Le FMI a refusé de suspendre le versement de 400 millions de dollars de crédit au Brésil, car le pays n'a pas encore accepté un accord de redressement économique.

سكدا من الاموال

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 14 février

Nouvelle hausse

Alors que le dollar se stabilisait sur le marché des changes parisiens (10,0510 F en séance officielle jeudi midi contre 10,0550 F la veille), les actions françaises ont reparties de l'avant. Peu avant la clôture, l'indice boursier instantané était en hausse de 0,8 %, ce qui a propulsé l'indice CAC au-dessus du précédent record (199,2) à l'assaut de la cote des 200, franchie à 200,5.

Profitant de cet engagement pour les valeurs françaises, alors que Wall Street inscrivait mercredi soir un nouveau record historique (l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a gagné plus de 21 points en clôture, à 2975,2), certains titres ont joué des coudes, tel Esso, en progrès de 6 %, de leur côté, Générale Occidentale, Perrier, Radiotek, Dassault, Télématique et DMC progressaient de 2 % à 3 %, Majorité s'adjugeant un gain de 2,5 %.

La firme de M. Emile Viron, spécialisée dans les voitures miniatures, avait annoncé la veille une prévision de hausse de 30 % du bénéfice net en 1984, identique à celle du chiffre d'affaires. A l'inverse, SGE-SB a chuté de 2 % alors que se confirmait l'ampleur des pertes (près de 1 milliard de francs) de la société au titre de l'exercice 1984, un rude coup pour cette filiale du groupe Saint-Gobain.

Parmi les autres valeurs en baisse, on relevait TRT, Comptoirs modernes, GTM Entreprises, Facom, Crouzet, Penhoël, Legrand, avec des replis de 1 % à 3 %. Du côté des étrangères, les japonaises TDK, Sony et Toshiba figuraient en tête des plus fortes avances.

Sur le marché de l'or, le lingot est passé de 970 \$ à 970 \$ 00/0. L'or américain, le napoléon céleste 2 F à 573 F. A 303,40 dollars l'once, le métal fin était en léger progrès sur la veille (302,8 dollars).

Dollar-titre : 10,0815 F. contre 10,0750 F environ mercredi.

NEW-YORK

Irrégulier

Après avoir fait une rapide incursion au-delà de la barre des 1 300 du fameux Dow Jones, Wall Street a, jeudi, graduellement reperdu tout le terrain gagné initialement, et même au-delà, l'indice des industrielles s'inscrivant, en clôture, à 1 287,87 (-10,05 points).

Le bilan de la journée a, toutefois, été relativement équilibré. Sur 2 036 valeurs traitées, 806 ont monté, 820 ont baissé et 410 n'ont pas varié.

Les ventes se sont surtout portées sur l'informatique et les hautes technologies. Décidément, le marché éprouve bien des difficultés à passer carrement cette barre des 1 300, considérée, à tort ou à raison, comme un seuil psychologique.

Autour du Big Board, le sentiment était toujours à l'optimisme dans les possibilités de l'économie à se développer et du marché à monter.

La prudence des opérateurs a cependant été dictée par l'attente des données statistiques sur l'évolution de la masse monétaire. Après la séance, on apprenait que celle-ci avait augmenté de 1,4 milliard de dollars, soit moins que prévu.

Une forte activité a continué de régner, et 139,73 millions de titres ont changé de mains, contre 142,46 millions la veille.

VALEURS	Cours de la veille	Cours du 14 fév.
Alcoa	38 1/8	38 3/4
A.T.T.	65 3/8	65 1/2
Amstar	65 3/8	65 1/2
Amstar	65 3/8	65 1/2
Amstar	65 3/8	65 1/2
Amstar	65 3/8	65 1/2
Amstar	65 3/8	65 1/2
Amstar	65 3/8	65 1/2
Amstar	65 3/8	65 1/2
Amstar	65 3/8	65 1/2

LA VIE DES SOCIÉTÉS

GOODYEAR. - Pour la première fois dans l'histoire du groupe, le chiffre d'affaires du «membre n°1» mondial du pneumatique a dépassé les 10 milliards de dollars en 1984, pour atteindre le chiffre de 10,4 milliards, en augmentation de 4,2 % sur le précédent exercice. Durant cette période, les ventes sur le marché américain ont atteint 6,98 milliards de dollars, le chiffre d'affaires hors des Etats-Unis étant de 3,42 milliards. Les bénéfices de Goodyear Tire and Rubber ont progressé de façon plus marquée : 411 millions de dollars, soit une augmentation de 34,5 % d'une année à l'autre (le précédent record remontait à 1981, avec 368,4 millions), ce chiffre se décomposant en 341,5 millions de bénéfices sur le marché américain (+21,4 %) et 69,5 millions de dollars hors des Etats-Unis, soit un montant pratique-

ment triplé par rapport à 1983 (24,1 millions). Commentant ces résultats, M. Sam Gibara, président de Goodyear France, a expliqué, devant les membres du Club presse finnoise, que les résultats internationaux du groupe (69,5 millions de bénéfices) s'expliquent par deux facteurs : la hausse des prévisions (90 millions), notamment en raison de l'irrésistible ascension du dollar et des pertes de change théoriques qui ont pu en résulter, évaluées à quelque 25 millions de dollars. La société souligne, toutefois, que les bénéfices réalisés hors des Etats-Unis durant le dernier trimestre 1984, avaient progressé de 41 % par rapport à la période précédente, pour atteindre 19,4 millions de dollars. De son côté, la filiale française d'exploitation de 84 millions de francs (après impôt de 84 millions de francs), sur un chiffre d'affaires de quelque 2 milliards de francs environ, a précisé M. Gibara.

SUEZ. - En attendant de connaître les comptes consolidés, les résultats sociaux de la Compagnie financière de Suez devraient refléter - pour 1984 - une «augmentation minimum» de 10 % des résultats courants et en capital (opérations sur titres), tandis que ceux de la banque indonésienne devraient marquer une progression de 15 à 20 %, les comptes consolidés de cette dernière devant enregistrer une «progression encore supérieure», estime M. Jean Peyrolon.

INDICES QUOTIDIENS	(base 100 = 31 déc. 1984)
13 fév.	199,2
14 fév.	200,5
15 fév.	200,5
16 fév.	200,5

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE	Effets prévus du 15 février
13 fév.	10,0510
14 fév.	10,0510
15 fév.	10,0510
16 fév.	10,0510

COURS DU DOLLAR À TOKYO	1 dollar (en yen)
13 fév.	262,55
14 fév.	262,55
15 fév.	262,55
16 fév.	262,55

BOURSE DE PARIS Comptant

14 FEVRIER

VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	38 1/8	+ 3/8
A.T.T.	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8

VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	38 1/8	+ 3/8
A.T.T.	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8

VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	38 1/8	+ 3/8
A.T.T.	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8

VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	38 1/8	+ 3/8
A.T.T.	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8

VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	38 1/8	+ 3/8
A.T.T.	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8

VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	38 1/8	+ 3/8
A.T.T.	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8

VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	38 1/8	+ 3/8
A.T.T.	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8

VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	38 1/8	+ 3/8
A.T.T.	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8

Règlement mensuel

VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	38 1/8	+ 3/8
A.T.T.	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8

COTE DES CHANGES

VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	38 1/8	+ 3/8
A.T.T.	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	38 1/8	+ 3/8
A.T.T.	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	38 1/8	+ 3/8
A.T.T.	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8
Amstar	65 3/8	+ 1/8

VACANCES EN ESPAGNE-ITALIE PORTUGAL

Paris 16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

Les vacances de Noël et de la Nouvelle Année sont l'occasion de profiter de la douceur du climat méditerranéen et de la beauté des paysages.

Les vacances de Noël et de la Nouvelle Année sont l'occasion de profiter de la douceur du climat méditerranéen et de la beauté des paysages.

DES SOCIÉTÉS

Les sociétés de capital de risque sont des sociétés qui ont pour objet de financer des entreprises innovantes.

Les sociétés de capital de risque sont des sociétés qui ont pour objet de financer des entreprises innovantes.

RAIN SA

Les sociétés de capital de risque sont des sociétés qui ont pour objet de financer des entreprises innovantes.

Les sociétés de capital de risque sont des sociétés qui ont pour objet de financer des entreprises innovantes.

revenus trimestriels

Les sociétés de capital de risque sont des sociétés qui ont pour objet de financer des entreprises innovantes.

Les sociétés de capital de risque sont des sociétés qui ont pour objet de financer des entreprises innovantes.

exercice 1984-1985

Les sociétés de capital de risque sont des sociétés qui ont pour objet de financer des entreprises innovantes.

Les sociétés de capital de risque sont des sociétés qui ont pour objet de financer des entreprises innovantes.

exercice 1984-1985

Les sociétés de capital de risque sont des sociétés qui ont pour objet de financer des entreprises innovantes.

Les sociétés de capital de risque sont des sociétés qui ont pour objet de financer des entreprises innovantes.

exercice 1984-1985

Les sociétés de capital de risque sont des sociétés qui ont pour objet de financer des entreprises innovantes.

Les sociétés de capital de risque sont des sociétés qui ont pour objet de financer des entreprises innovantes.

exercice 1984-1985

Les sociétés de capital de risque sont des sociétés qui ont pour objet de financer des entreprises innovantes.

Les sociétés de capital de risque sont des sociétés qui ont pour objet de financer des entreprises innovantes.

exercice 1984-1985

Les sociétés de capital de risque sont des sociétés qui ont pour objet de financer des entreprises innovantes.

Les sociétés de capital de risque sont des sociétés qui ont pour objet de financer des entreprises innovantes.

exercice 1984-1985

Les sociétés de capital de risque sont des sociétés qui ont pour objet de financer des entreprises innovantes.

Les sociétés de capital de risque sont des sociétés qui ont pour objet de financer des entreprises innovantes.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

1. « La France et l'Afrique : le temps de la maturité », par Christian Nucci.
2. « L'Assemblée », par Antoine Beaubois.
3. « Les Auteurs du monde », par Courrier des lecteurs.

ÉTRANGER

1. AMÉRIQUES
2. AFRIQUE
3. EUROPE
4. ASIE
5. PROCHE-ORIENT
6. DIPLOMATIE

POLITIQUE

1. La préparation des élections cantonales.
2. La situation en Nouvelle-Calédonie.
3. La politique autour de M. Le Pen.

SOCIÉTÉ

1. JUSTICE : selon les nouvelles expertises en écriture, M. Bernard Laroche ne serait pas l'auteur des lettres anonymes adressées à la famille de Grégory.
2. La mise en liberté de membres présumés du GAL : la Cour de cassation a annulé les décisions de la cour d'appel de Pau.
3. SPORTS : la candidature de Paris aux Jeux olympiques de 1992.
4. ÉDUCATION : les nouveaux programmes de l'école primaire sont largement approuvés.
5. MÉDECINE : trois nouveaux appareils à résonance nucléaire seront installés à Paris, Toulouse et Lyon.

CULTURE

1. THÉÂTRE : les Nuits et les Jours, de Pierre Laville.
2. GALERIES : Louvre B, Mayo, Ancel.
3. MUSIQUE : les MANCA de Nice.
4. CINÉMA.
5. DANSE.
6. COMMUNICATION.

ÉCONOMIE

1. SOCIAL : un entretien avec M. Bergeron, secrétaire général de FO.
2. Le Brésil doit négocier avec le FMI un nouveau programme de redressement.
3. « La sécheresse, un fléau africain : des vivres pour le progrès », par Jean Benoit.

Sur 89 FM

M. Edouard Leclerc

« Face au Monde »

M. Edouard Leclerc, fondateur des centres Leclerc, est, ce vendredi 15 février, à 19 h 20, l'invité de l'émission « Face au Monde », sur 89 FM à Paris. Mathieu Fantoni et Jean Le Bail mèneront les débats.

RADIO-TÉLÉVISION (14)
INFORMATIONS
SERVICES (10) :
Météorologie ; Journal officiel ; Bulletin d'enseignement ; Loto ; Loterie.
Carnet (10) : Mots croisés (XII) ; Programmes des spectacles (12-13) ; Marchés financiers (19).

Le numéro du « Monde » daté 15 février 1985 a été tiré à 445 332 exemplaires.

Le premier magasin de tissus à droite, en remontant les Champs-Élysées

RODIN
TISSUS
"COUTURE"
L'originalité et l'esprit de la mode
RODIN
30, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D F G H

L'Assemblée européenne demande une enquête sur les détournements de crédits en Sicile

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — L'Assemblée européenne a demandé, le 14 février, l'ouverture d'une enquête de la Commission de Bruxelles sur l'utilisation en Sicile des crédits agricoles de la CEE. Le texte, adopté par cent vingt-trois voix contre deux et une abstention, a été présenté par les groupes communiste et socialiste, appuyés par une partie des conservateurs britanniques.

Les démocrates-chrétiens italiens ont tenté d'éviter l'ouverture de contrôles particuliers par le dépôt d'une série d'amendements qui ont tous été rejetés. Pourtant, la résolution prend soin de ne pas mettre la Sicile en accusation. M. de Pasquale (PCI), le promoteur de l'opération, a d'entrée de jeu indiqué que « sa région n'était pas la Mafia, mais

qu'il fallait dire non à l'omertà » (la loi du silence).

Outre l'enquête supposée — qui doit « mettre en lumière tous les cas de détournement des fonds communautaires », — l'Assemblée recommande à la Commission de « renforcer les contrôles et la répression des fraudes », en collaboration avec les autorités nationales. Mais, jusqu'à présent, les Dix ont refusé d'accorder de nouvelles compétences dans ce domaine à la Commission (le Monde daté 27-28 janvier). L'Assemblée souligne que les malversations constatées « ne peuvent servir de prétexte à des tentatives de suspension ou de limitation des aides accordées par la Communauté à une de ses régions les plus défavorisées ».

M. S.

La « cité souterraine » de la Mafia découverte dans les catacombes de Palerme

De notre correspondant

Roma. — Les carabinieri aidés par des parachutistes ont découvert, le jeudi 14 février, sous certains quartiers de la périphérie de Palerme, une véritable « cité souterraine » de la Mafia (galerie, salles de réunion, caches d'armes, passages secrets). Ce réseau était particulièrement dense sous le quartier de Ciaculli, fief de Michele Greco, considéré comme le chef de la super-commission constituant l'organe de décision suprême de la Mafia, recherché notamment pour les assassinats du général Dalla Chiesa et du juge Chinnici.

La Mafia avait mis à profit une partie des galeries souterraines utilisées au dix-huitième siècle par certaines sociétés secrètes, mais elle avait aussi érigé le réseau en reliant entre eux certains passages, et en créant des salles de réunion dont l'une servait

véritablement de tribunal. Un passage secret éclairé par des torches conduisait de cette salle directement dans le salon de la maison de Michele Greco. La police s'explique mieux, désormais, comment celui-ci a réussi à lui échapper en 1982, alors que sa propriété était cernée.

La police estime que ces galeries n'étaient plus utilisées depuis 1981 pour des réunions mais qu'elles servaient encore à des expositions et aussi à cacher pendant quelque temps des personnes recherchées, comme tend à le prouver l'existence de pièces meublées et de réserves de nourriture et de vin. Ce « sanctuaire » de la Mafia était muni de systèmes d'aération et d'alarme particulièrement perfectionnés.

Ph. P.

Des vibrations anormales pourraient retarder la mise en service de Super-Phénix

Des canalis techniques affectent le réacteur surgéogérateur Super-Phénix que les producteurs d'électricité allemands, italiens et français font construire sur le Rhône, à Creys-Malville, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Lyon. Lors d'essais, après que le circuit de refroidissement de ce réacteur ait été chargé en sodium liquide, des vibrations et des oscillations plus amples que prévu ont été constatées sur certaines pièces — les baffles — de la cuve de Super-Phénix.

Ces éléments, qui ressemblent à une sorte de déflecteur cylindrique de 20 mètres de diamètre et d'une dizaine de mètres de haut, servent, schématiquement, à réguler les températures dans le réacteur et à éviter que certains chocs thermiques ne lésent des parties de la cuve soumise à des températures variant entre 425 et 560 °C. Les vibrations observées sur les baffles se produisent avec une période de trois secondes environ et font apparaître des mouvements d'environ 2 centimètres d'amplitude sur ces pièces.

La cause exacte de ce phénomène n'est pas encore « parfaitement comprise ». « Même si ces contraintes sont faibles, en regard aux dimensions des baffles, il n'est pas certain, estiment les spécialistes, que ces oscillations soient acceptables. » Certains pensent toutefois que ces phénomènes pourraient disparaître lorsque le sodium liquide sera à sa température nominale, soit 425 °C. Pour le moment, elle n'est

que de 350 °C et les pompes du circuit de refroidissement ne fonctionnent qu'à 75 % de leur débit.

Quoi qu'il en soit, les responsables de la construction de Super-Phénix disposent, avant la fin du mois de mars, de nouvelles mesures obtenues tant sur le réacteur qu'à partir d'études menées sur une série de maquettes permettant de simuler ces phénomènes vibratoires. Ainsi, ils pourraient réfléchir pendant les deux mois suivants à la conduite à tenir dans la mesure où, normalement, le cœur du réacteur de Super-Phénix doit être chargé en juin. Décision difficile, car, « même si les vibrations enregistrées ne mettent pas en cause la sûreté du réacteur, beaucoup se demandent s'il est économiquement supportable d'accepter que dans un, deux ou trois ans apparaisse, sous l'effet de la fatigue du métal, des fissures sur les baffles ». Dans ce cas, la mise en service du réacteur ne risque-t-elle pas d'être retardée d'une, voire deux années ?

● M. Mitterrand ne pourra pas inaugurer comme prévu le chantier de la TGV-Atlantique, vendredi 15 février. « Le président de la République s'est rendu vendredi matin dans la Nièvre pour assister aux obsèques d'un proche. En raison du mauvais temps, le président a été retardé et ne pourra pas inaugurer le chantier de la ligne TGV-Atlantique comme il était prévu », a indiqué un communiqué publié vendredi par le service de presse de l'Elysée.

Reçu par M. Mitterrand

M. OREJA SOUHAITE REVITALISER LE CONSEIL DE L'EUROPE ET LA DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME

Le secrétaire général du Conseil de l'Europe, M. Marcelino Oreja, ancien ministre espagnol des affaires étrangères, a été reçu jeudi 14 février à l'Elysée par M. Mitterrand, dans le cadre des visites qu'il effectue dans les vingt et une capitales des États membres de l'organisation. L'entretien a été principalement consacré aux deux questions dont M. Oreja souhaite faire les priorités de son mandat : la revitalisation du Conseil de l'Europe et la défense des droits de l'homme.

A l'issue de l'entretien, le secrétaire général du Conseil a indiqué qu'il préparait actuellement une conférence — convoquée à Vienne en mars prochain — « où l'on traitera de l'extension des droits, ainsi que des problèmes posés à la société actuelle et aux droits de l'homme par certaines innovations, comme l'informatique et les manipulations génétiques ».

M. Oreja, qui a présenté à M. Mitterrand le projet de constitution d'un « palais des droits de l'homme » d'ici à 1989, devait être reçu vendredi par le premier ministre, M. Fabius, et par le ministre de la culture, M. Lang. Il s'était également entretenu, jeudi soir, avec le ministre de la justice, M. Badinter.

A Hongkong

DES « BOAT PEOPLE » PRÉFÈRENT REPRENDRE LA MER

Hongkong (APF). — Trente-neuf « boat people » vietnamiens, arrivés la semaine dernière à Hongkong, ont préféré reprendre la mer plutôt que d'attendre dans un camp leur réinstallation dans un pays étranger, a-t-on annoncé jeudi 14 février de sources officielles dans la colonie britannique. Trente-neuf personnes d'un groupe de quarante-quatre Vietnamiens parvenus en bateau il y a environ sept semaines du nord du Vietnam et arrivés dans les eaux de Hongkong jeudi dernier, ont décidé de repartir après avoir reçu des rations d'eau et de nourriture.

En 1982, les autorités ont décidé de placer les réfugiés vietnamiens dans des camps fermés en attendant leur réinstallation à l'étranger. Plus de onze mille Vietnamiens sont en attente à Hongkong. Les autorités de la colonie envisagent, d'ici quelques années, de permettre à ceux qui n'auront pas trouvé de pays d'accueil d'y rester définitivement.

Au Bangladesh

NOUVEAU DURCISSEMENT DE L'OPPOSITION

Dacca (UPI). — Les deux principaux mouvements d'opposition au régime militaire ont annoncé, vendredi 15 février, qu'ils refuseraient de prendre part aux élections nationales du 6 avril si la loi martiale n'était pas levée et le pouvoir confié à un « gouvernement neutre ». Ils ont lancé une campagne de dix jours pour le « retour à la démocratie ». Les dirigeants des deux alliances regroupant vingt-deux partis, M. Kamal Hossain et Hossain Wazed ont accusé l'administration du général H. M. Ershad d'« user de tactiques variées pour consolider son pouvoir illégal », et de chercher « par une parodie d'élections, à légitimer un régime militaire autocratique ».

[Le général Ershad avait, ces derniers mois, cédé à certaines des conditions posées par les principales formations de l'opposition à leur participation au scrutin. Mais les nouvelles demandes de l'opposition semblaient indiquer qu'une nouvelle épreuve de force s'engageait entre les militaires au pouvoir à Dacca et les forces politiques dominantes.]

Sur le vif

Placards

Cela commence à sentir le roussi, décidément, c'est le mot qui convient, cette affaire de toiles en Algérie. Ça faisait peut-être mal sur le moment, la gégène, le baignoire, le bastonnade et le tuyau d'eau, mais alors maintenant : allo, maman, bobo ! Effet retard garanti. Même au bout de plus d'un quart de siècle, l'électrode bien placée, bien appuyée, c'est encore rudement efficace, dites donc. Rien de tel pour forcer les responsables à cracher le morceau et à ouvrir les portes grincantes et rouillées de vieux placards ensevelis dans les obscurs recoins de la mémoire collective.

Seulement voilà quand, enfin, elles tournent sur leurs gonds, ces portes, ça fait du bruit. Un bruit de chaînes et de squelettes. Dangereux. Ça, les squelettes. On ne sait jamais sur le titre de qui ont fait et n'ont rien dit. Ceux qui savaient et n'ont rien fait. Ceux qui ont fait semblant de ne pas savoir. Ceux qui ont fait sem-

blant de savoir qu'ils ne savaient pas.

Et ce des deux côtés. Parce que chez les « filles », on ne cherchait peut-être pas d'enseignement à la gégène, mais on fusillait froidement du bidasse prisonnier. Service commandé à l'aveugle. C'est pas tellement plus joli.

Alors quoi, garder le silence et les sautelles sur tout ça ? Non, bien sûr. De toute façon, là, c'est trop tard. N'empêche, les sautelles, quand même, ça ne m'empêche pas d'être un peu plus sage. Ça ne m'empêche pas de regarder où ça met les pieds, un politicien. Sur tout par gros temps électoral. On a vite fait de se mouiller et de se laisser éblouir.

Moi, je me tiens à la voir, tout à la fois relever le bas de leur pantalonnade et s'abîmer sous la perspective des ordres venus d'en haut. Ou d'à côté. La raie d'Est, ça vous a une drôle d'odeur, parfois. Une odeur de quoi ? De crotte happée par un ventilateur.

CLAUDE SARRAUTÉ

A Sri Lanka

RAID DES FORCES DE SÉCURITÉ CONTRE UN CAMP TAMOUL : 52 MORTS

Les forces de sécurité sri-lankaises ont tué, vendredi 15 février, 52 « séparatistes tamouls » lors d'un raid contre un camp à Mullaitivu, dans le nord-est du pays, a annoncé le ministre de l'Intérieur, M. Lalith Athulathummal. Au cours de ce raid, a-t-il précisé, des armes et des munitions ont également été saisies. Les civils s'étaient enfuis de cette région en décembre dernier, a précisé le ministre, après que les « séparatistes » eurent attaqué deux villages de pêcheurs proches de Mullaitivu. (AFP-UPI).

INTERPOL

VA S'INSTALLER À LYON

Le comité exécutif de l'Organisation internationale de police criminelle (OIP-Interpol) a confirmé le transfert à Lyon de son siège de Saint-Cloud (Hauts-de-Seine) (le Monde des 21 et 22 novembre 1984). Dans un communiqué diffusé le vendredi 15 février, Interpol indique que le gouvernement français a été informé de sa décision le 14 février, et que le maire de Lyon a été immédiatement avisé de ce choix.

C'est sur un terrain situé quai Achille-Lignon, à Lyon, que sera édifié le bâtiment, dont la construction sera en principe achevée, précise Interpol, dans un délai maximum de trois à quatre ans.

L'ANNULATION DU CHAMPIONNAT DU MONDE D'ÉCHECS

Violente altercation entre Kasparov et le président de la FIDE

Un véritable affrontement verbal entre les trois principaux protagonistes du championnat du monde d'échecs a ponctué vendredi la conférence de presse que donnait le président de la Fédération internationale, M. Florencio Campomanes, pour annoncer sa décision d'annuler la compétition en cours. Violentement furieux de l'annulation, le challenger Garry Kasparov a parlé de « planification », de « complot », de « spectacle » et de « mise en scène » à propos de la démarche du président de la FIDE. « J'ai des chances de gagner et ceux qui ont interrompu le championnat du monde cherchent à me priver de cette victoire », s'est écrié le jeune champion. « Je crois en ce que je fais », lui a rétorqué sur le ton de la provocation M. Florencio Campomanes. « J'ai pris une décision dans l'intérêt du sport », a-t-il ajouté.

Anatoli Karпов, le champion du monde en titre, s'est pour sa part déclaré prêt à reprendre l'affrontement lundi, comme prévu initialement. « Je suis prêt à continuer », a-t-il affirmé.

A l'issue de cette altercation, la conférence de presse a été interrompue et les trois protagonistes se sont retirés dans une salle attenante pour débattre.

Bouffonnerie

Cinq mois pour rien. Ou plutôt si, pour une bouffonnerie. La décision prise par M. Campomanes — donc exigée par la Fédération soviétique, donc par Karпов — n'est même plus scandaleuse, elle est grotesque. Certes, le match, avec la règle du nombre de parties limitées et des nulles qui ne sont pas prises en compte, basculait dans l'humain. Le plus résistant physiquement et nerveusement devait gagner.

Les 1 Ce n'était pas le champion du monde, le très officiel et très représentatif Russe blanc, Anatoli Karпов, membre du bureau politique des jeunes communistes, président du Fonds de la paix en URSS, décoré, sous Brejnev, de l'ordre de Lénine. C'était Garry Kasparov, juif et arménien. A la trappe son

courage, sa remontée de 5-0 à 5-3 ; à la trappe le règlement. Comment Karпов, immense joueur, a-t-il pu en arriver là ? Sa détresse psychologique ne fait aucun doute et il aurait, dit-on, perdu 10 kilos depuis le début du match. Mais c'est le jeu, si l'on ose dire. « Dans un match, le joueur d'échecs doit être comme le soldat au combat : il n'a pas le droit d'être malade », écrivait il y a un siècle le premier champion du monde, l'Américain Wilhelm Steinitz.

En 1921, l'Allemand Lasker, tenant du titre, épuisé par son combat contre Capablanca, abandonna. L'histoire le considère toujours comme un grand champion. Karпов ne sera plus que celui qui s'est couvert de ridicule. Il a déjà laissé sa place à Kasparov.

BRUNO DE CAMAS.

PIANO: LE BON CHOIX

- Location à partir de 229 F par mois.
- Vente à partir de 265,85 F par mois* (Crédit souple et personnalisé).
- Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.
- Service après-vente garanti.

Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.

hamm

La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

Comment without cant.

WEEKLY FROM LONDON - OBJECTIVE ANALYSIS - INSPIRING VIEWS - WORLD POLICY - CURRENT AFFAIRS - INTERNATIONAL BUSINESS - FINANCE - SCIENCE - TECHNOLOGY - ECONOMIC INDICATORS - BUSINESS AFFAIRS - COUNTRY AND INDUSTRY SURVEYS - BOOKS - LETTERS

Traduction de titre d'ouvrage : « Critiquer sans politesse »

150 من الاموال

ASANTE-DEUXIEME

Pologne lacharnem

On prend les mêmes... (Texte partiellement visible)

La mise en liberté de membres présumés du GAL : la Cour de cassation a annulé les décisions de la cour d'appel de Pau.

Le championnat du monde d'échecs a ponctué vendredi la conférence de presse que donnait le président de la Fédération internationale...

Les deux principaux mouvements d'opposition au régime militaire ont annoncé, vendredi 15 février, qu'ils refuseraient de prendre part aux élections nationales du 6 avril si la loi martiale n'était pas levée et le pouvoir confié à un « gouvernement neutre ».

Le champion du monde en titre, s'est pour sa part déclaré prêt à reprendre l'affrontement lundi, comme prévu initialement.

Le match, avec la règle du nombre de parties limitées et des nulles qui ne sont pas prises en compte, basculait dans l'humain.

Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.

La passion de la musique.